

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1802

[C — 2001/27388]

## 14 JUIN 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon favorisant la valorisation de certains déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment ses articles 3 et 11;

Vu la communication faite à la Commission européenne en date du 12 mars 2001 conformément à l'article 3 de la Directive 75/442 relative aux déchets telle que modifiée;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'union des villes, communes et provinces de la Région wallonne, rendu le 19 mars 2001;

Vu l'avis de la Commission régionale des déchets rendu le 12 avril 2001;

Vu l'urgence d'abroger l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 établissant une liste de matières assimilables à des produits dès lors que la mise en œuvre de l'arrêté pose des difficultés importantes sur le terrain et que des demandes de certificats d'utilisation sont actuellement soumises à la décision du Ministre, qu'il convient dès lors de mettre fin au plus vite à l'exécution d'un arrêté contraire au droit européen;

Vu l'urgence d'adopter l'arrêté dès lors qu'il vise à abroger l'arrêté du 20 mai 1999 établissant une liste de matières assimilables à des produits et à le remplacer par un régime d'enregistrement conforme au droit européen et donc à mettre fin à un régime contraire au droit européen actuellement contesté devant le Conseil d'Etat et par la Commission européenne qui a entamé une procédure contre la Belgique relativement à cet arrêté;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 29 mai 2001, conformément à l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2<sup>o</sup> Ministre : le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions;

3<sup>o</sup> Office : l'Office wallon des déchets;

4<sup>o</sup> laboratoire agréé : laboratoire agréé conformément à l'article 40 du décret;

5<sup>o</sup> C.E.T. : centre d'enfouissement technique tel que défini à l'article 2, 19<sup>o</sup> du décret;

6<sup>o</sup> CWATUP : Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

7<sup>o</sup> zone d'activité économique à caractère industriel : la zone visée à l'article 30, alinéa 2 du CWATUP ou celle principalement destinée aux activités à caractère industriel ou, le cas échéant, aux activités économiques qui, pour des raisons d'intégration urbanistique, de sécurité, de salubrité ou de protection de l'environnement, doivent être isolées en vertu d'un plan communal d'aménagement;

**Art. 2.** Toute personne qui valorise à titre professionnel des déchets repris dans la liste de l'annexe I du présent arrêté selon la procédure déterminée par le présent arrêté est dispensée de l'autorisation visée à l'article 11, § 1<sup>er</sup> du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets si elle obtient un enregistrement conformément à l'article 3 du même décret.

Cet enregistrement est octroyé pour une période de dix ans. L'enregistrement ne peut être cédé à un tiers.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Pour être enregistrée, toute personne visée à l'article 2 satisfait aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> s'il s'agit d'une personne physique :

a) être Belge ou ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) ne pas avoir été condamnée au cours des cinq dernières années précédant la demande, par une décision coulée en force de chose jugée, pour une infraction au titre 1<sup>er</sup> du Règlement général pour la Protection du Travail, à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, à la loi du 9 juillet 1984 relative à l'importation, à l'exportation et au transit de déchets, au décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets, au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1<sup>er</sup> février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne;

2<sup>o</sup> s'il s'agit d'une personne morale constituée sous forme de société commerciale :

a) être constituée conformément à la législation belge ou à celle d'un autre Etat membre de la Communauté européenne et avoir son siège social ou son siège d'exploitation en Belgique ou dans un autre Etat membre de la Communauté européenne;

b) ne compter, parmi ses administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société que des personnes qui satisfont aux conditions prévues au 1<sup>o</sup>, b) et c);

3<sup>o</sup> s'il s'agit d'une personne morale de droit public ou de droit privé non constituée sous forme de société commerciale : ne compter parmi les membres de ses organes de gestion et les membres de son personnel responsable des opérations pour lesquelles l'enregistrement est demandé que des personnes qui satisfont aux conditions prévues au 1<sup>o</sup>, b) et c).

§ 2. La demande d'enregistrement est introduite auprès de l'Office par lettre recommandée à la poste ou remise contre récépissé à l'Office au moyen d'un formulaire dont le modèle est repris en annexe V au présent arrêté.

Elle contient les indications et documents suivants :

1<sup>o</sup> s'il s'agit d'une personne physique :

a) l'identité et le domicile du demandeur;

b) un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs ou, à défaut, tout document en tenant lieu;

- c) le numéro de registre de commerce ou un enregistrement correspondant;
- d) le numéro de T.V.A.;
- e) une note décrivant la nature des déchets susceptibles d'être valorisés;
- 2° s'il s'agit d'une personne morale constituée sous forme de société commerciale :
  - a) sa nature juridique et sa dénomination;
  - b) l'indication du lieu du siège social et des sièges d'exploitation;
  - c) la liste nominative des administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société, accompagnée d'une copie de l'acte désignant ces personnes;
  - d) un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs de la personne ou des personnes visées au point c), ou, à défaut, tout document en tenant lieu;
  - e) le numéro de registre de commerce ou un enregistrement correspondant;
  - f) le numéro de T.V.A.;
  - g) une description de la nature des déchets susceptibles d'être valorisés;
- 3° s'il s'agit d'une personne morale de droit public non constituée sous forme de société commerciale :
  - a) sa nature juridique et sa dénomination;
  - b) l'indication du lieu du siège social et des sièges d'exploitation;
  - c) la liste nominative des membres de ses organes de gestion et des membres de son personnel responsables de la collecte ou du transport, accompagnée d'une copie de l'acte désignant ces personnes;
  - d) un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs de la personne ou des personnes visées au point c), ou, à défaut, tout document en tenant lieu;
  - e) le numéro de registre de commerce ou un enregistrement correspondant;
  - f) le numéro de T.V.A.;
  - g) une description de la nature des déchets susceptibles d'être valorisés.

§ 3. Dans les dix jours de la réception de la demande, l'Office transmet un accusé de réception au demandeur et vérifie si la demande contient les indications et documents prévus au présent article.

Si le dossier n'est pas complet, il en informe le demandeur, dans les trente jours de la réception de la demande, et lui indique les pièces ou les renseignements complémentaires qu'il lui appartient de fournir.

Lorsque le dossier est complet, l'Office déclare la demande recevable, l'enregistre et notifie sa décision au demandeur, dans le délai prévu à l'alinéa 2, par lettre recommandée à la poste.

Toute décision d'enregistrement est publiée par extrait au *Moniteur belge*. Cet extrait mentionne l'identité de la personne physique ou morale, constituée ou non sous forme de société commerciale, titulaire de l'enregistrement, la nature des déchets visés par l'enregistrement, les conditions d'exploitation éventuelles liées à celui-ci, le numéro et la période de validité de l'enregistrement ainsi que, le cas échéant, les dispositions complémentaires relatives au transport ou à la collecte des déchets qui y seraient fixées.

§ 4. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au titre 1<sup>er</sup> du Règlement général pour la Protection du Travail, à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, à la loi du 9 juillet 1984 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des déchets, au décret du 5 juillet 1985 relatif au déchets, au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets, au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1<sup>er</sup> février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne, le directeur général peut, après avoir recueilli les avis de l'Office et du fonctionnaire chargé de la surveillance, suspendre ou radier l'enregistrement, après qu'ait été donnée à son titulaire la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai donné; en cas d'urgence spécialement motivée, l'enregistrement peut être suspendu ou radié sans délai.

La suspension de l'enregistrement ne peut excéder un an.

§ 5. Toute décision prise en vertu de l'article 7 est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste. La suspension ou la radiation de l'enregistrement est publiée par extraits au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des restrictions visées aux articles 16 à 25 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine et sans préjudice des dispositions du CWATUP, notamment de son article 84, les déchets figurant à la colonne 2 de l'annexe I peuvent être valorisés selon la procédure déterminée par le présent arrêté :

- 1° pour les déchets marqués d'une croix à la colonne 3, par les personnes enregistrées qui disposent d'une comptabilité des matières visées;
- 2° pour les déchets marqués d'une croix à la colonne 4 par les personnes enregistrées qui disposent du certificat d'utilisation de ces matières délivré par le Ministre;
- 3° pour les déchets non marqués d'une croix aux colonnes 3 et 4 par des personnes disposant de l'enregistrement.

§ 2. Conformément au présent arrêté, tout déchet conserve sa nature de déchet et reste soumis à la réglementation relative aux déchets jusqu'au moment de sa valorisation pour autant qu'il soit utilisé conformément au mode d'utilisation déterminé à la septième colonne de l'annexe I.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Toute personne qui a obtenu un enregistrement conformément à l'article 2 et qui valorise des déchets marqués d'une croix à la colonne 3 de l'annexe I conformément au mode d'utilisation déterminé à la septième colonne de l'annexe I tient sans retard, de manière fidèle et complète, une comptabilité contenant pour les déchets :

- 1° les numéros de lots;
- 2° la nature des déchets identifiée selon les codes visés à la première colonne de l'annexe I;
- 3° les quantités livrées;
- 4° les dates de livraison;

5° l'identité et l'adresse des destinataires ou des fournisseurs selon le cas;

6° l'origine, ou la destination des lots.

§ 2. Ces informations sont consignées dans des registres tenus de manière à garantir leur continuité matérielle ainsi que leur régularité et l'irréversibilité des écritures. Ces registres sont tenus par ordre de dates, sans blancs ni lacunes. En cas de rectification, l'écriture primitive doit rester lisible.

Ce registre est constitué d'un volume relié, dont les pages sont numérotées de façon continue, paraphées et datées par le fonctionnaire chargé de la surveillance, par série de 220 pages, et dont le modèle est établi par l'Office.

§ 3. Les personnes visées au § 1<sup>er</sup> sont tenues de conserver leurs registres pendant dix ans à partir du premier janvier de l'année qui suit leur clôture.

§ 4. Toute autre tenue de registre imposée en vertu d'une autorisation ou d'un arrêté pris en exécution du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets vaut comptabilité au sens du § 1<sup>er</sup>.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La demande de certificat d'utilisation visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 2°, est introduite par la personne visée à l'article 2, conformément au modèle repris en annexe IV, en un exemplaire par lettre recommandée ou remise contre récépissé à l'Office.

§ 2. La demande est accompagnée :

1° d'un test de conformité réalisé dans l'année sur la matière utilisée qui rencontre les paramètres fixés à l'annexe II ou défini le cas échéant par l'Office pour les demandes introduites sur base de l'article 13 du présent arrêté;

2° d'un test d'assurance qualité sur la production de la matière qui rencontre les paramètres fixés à l'annexe III ou définis le cas échéant par l'Office s'il ne s'agit pas de mâchefers traités et pour les demandes introduites sur base de l'article 13 du présent arrêté;

3° d'un manuel d'utilisation de la matière destiné à être mis à la disposition des utilisateurs et reprenant au minimum les informations relatives aux caractéristiques techniques et au(x) mode(s) d'utilisation.

**Art. 7.** La demande est incomplète si les renseignements visés à l'article 6 n'ont pas été fournis.

La demande est irrecevable :

1° si elle est introduite en violation de l'article 6, § 1<sup>er</sup>;

2° si elle est jugée incomplète à deux reprises.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Si la demande est complète et recevable, l'Office en informe le demandeur par lettre recommandée dans les quinze jours de la réception de la demande.

§ 2. Si la demande est incomplète ou s'il estime devoir obtenir des informations complémentaires, l'Office en informe le demandeur dans les mêmes conditions et délais en lui indiquant les documents ou renseignements manquants.

Sous peine d'irrecevabilité de la demande, les documents ou renseignements sollicités sont fournis par le demandeur conformément à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, au plus tard dans les trente jours suivant la réception de la lettre recommandée visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, l'Office informe le demandeur du caractère complet et recevable de la demande suivant les modalités prévues au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Si la demande est irrecevable, l'Office en informe le demandeur suivant les modalités prévues au § 1<sup>er</sup>, ou, le cas échéant, dans le délai prévu au § 2, alinéa 3. Il mentionne, dans sa décision, les motifs de l'irrecevabilité.

§ 4. L'Office peut, pendant la procédure d'examen de la demande, solliciter des renseignements complémentaires sur la matière faisant l'objet de la demande. Les délais fixés au § 5 et à l'article 9 sont prorogés du délai endéans lequel le demandeur répond à la demande de l'Office sans que la durée de prorogation ne puisse excéder trente jours.

§ 5. Dans les septante jours à dater du jour où la demande est considérée par lui comme complète et recevable, éventuellement prolongé du délai de prorogation visé au § 4, l'Office transmet au Ministre son avis accompagné d'une proposition de décision.

**Art. 9.** Le Ministre notifie sa décision par pli recommandé au demandeur dans un délai de nonante jours à dater de la notification du caractère complet et recevable de la demande, éventuellement prolongé du délai de prorogation visé à l'article 8, § 4.

Le certificat d'utilisation est délivré pour une période déterminée dans le certificat et au maximum pour cinq ans.

Il fixe la périodicité et les règles d'échantillonnage des tests d'assurance qualité que le titulaire du certificat est tenu d'effectuer et de communiquer à l'Office.

Tout transport de déchets visés par le certificat d'utilisation doit être accompagné d'une copie du certificat d'utilisation.

**Art. 10.** Le certificat d'utilisation peut être suspendu ou retiré par le Ministre, sur avis de l'Office, si les obligations imposées par le certificat ou les conditions fixées par le présent arrêté ne sont pas respectées.

**Art. 11.** Le certificat d'utilisation peut être renouvelé. Dans ce cas, la demande de renouvellement comporte, outre les informations visées à l'article 6, un rapport de synthèse relatif aux tests de qualité effectués durant la dernière période de validité du certificat d'utilisation.

**Art. 12.** L'Office tient un registre reprenant les certificats d'utilisation délivrés.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre peut favoriser la valorisation de déchets non dangereux qui ne sont pas repris en annexe I ainsi que d'autres valorisations de déchets non dangereux que celles prévues à l'annexe I du présent arrêté pour toute personne qui introduit une demande d'enregistrement selon la procédure fixée par le présent arrêté. Cet enregistrement dispense de l'autorisation visée à l'article 11, § 1<sup>er</sup> du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Toute personne enregistrée en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> tient de manière fidèle et complète une comptabilité conformément à l'article 5 du présent arrêté.

§ 2. Toute personne qui souhaite valoriser des déchets conformément à la procédure visée au § 1<sup>er</sup> introduit une demande au moyen d'un formulaire dont le modèle figure en annexe VI au présent arrêté adressé en un exemplaire par lettre recommandée ou remis contre récépissé à l'Office.

La demande est incomplète si les renseignements demandés dans ce formulaire ne sont pas fournis.

§ 3. L'Office informe le demandeur de sa décision sur le caractère complet et recevable de sa demande par lettre recommandée dans les quinze jours de la réception de la demande. Si la demande est incomplète, la décision mentionne les documents ou renseignements manquants.

Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, l'Office informe le demandeur de sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande suivant la procédure prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 4. La demande est irrecevable :

1° si elle a été introduite en violation de l'alinéa 1<sup>er</sup>;

2° si elle est jugée incomplète à deux reprises.

§ 5. L'Office fait rapport au Ministre dans les septante jours à dater de la notification de la décision constatant le caractère complet et recevable de la demande. Ce rapport comporte une proposition de décision précisant les circonstances de production, les caractéristiques et les modes d'utilisation des déchets, ainsi que le cas échéant une proposition de certificat d'utilisation.

L'Office peut, pendant la procédure d'examen de la demande solliciter des renseignements complémentaires portant sur l'origine, les constituants et les caractéristiques physico-chimiques du déchet faisant l'objet de la demande ainsi que les renseignements qu'il estime nécessaire sur la filière de valorisation proposée.

Le délai fixé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est suspendu jusqu'à réception des renseignements complémentaires demandés.

§ 6. Le Ministre statue sur la demande et transmet sa décision au demandeur ainsi qu'à l'Office dans les vingt jours de la réception du rapport de l'Office.

§ 7. La décision autorisant la valorisation de déchets conformément à la procédure prévue aux §§ 1<sup>er</sup> à 6 vaut enregistrement au sens du présent arrêté et dispense de l'autorisation visée à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

**Art. 14.** Les personnes valorisant des déchets repris en annexe I du présent arrêté au moment de l'entrée en vigueur de cet arrêté qui souhaitent être dispensées de l'autorisation visée à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets disposent d'un délai d'un an à dater de cette entrée en vigueur pour introduire une demande d'enregistrement.

Ces personnes peuvent continuer à valoriser ces déchets sans l'enregistrement prévu par le présent arrêté jusqu'à la notification de la décision statuant sur la demande d'enregistrement introduite conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 15.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 établissant une liste des matières assimilables à des produits est abrogé.

**Art. 16.** Le décret du 15 février 2001 modifiant le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 18.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 juin 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Annexe I  
Liste des déchets

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
Premier domaine d'utilisation : Travaux de Génie civil						
170504	Terres de déblais			Récupération et utilisation de terres naturelles provenant de l'industrie extractive, d'un aménagement de sites ou de travaux de génie civil	Terres naturelles non contaminées répondant aux caractéristiques de référence de la liste guide figurant à l'annexe II, point 1.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET.</li> <li>- Travaux d'aménagement de sites en zone destinée à l'urbanisation</li> <li>- Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région</li> <li>- Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)</li> </ul>
191302	Terres décontaminées	<b>X</b>	<b>X</b>	Récupération et utilisation de terres provenant d'une installation autorisée de traitement spécifique de décontamination de terres polluées	Terres décontaminées répondant aux caractéristiques de référence de la liste guide figurant à l'annexe II, point 2.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET.</li> <li>- Travaux d'aménagement de sites</li> </ul> <p>Les utilisations énoncées ci-dessus ne peuvent être effectuées qu'en zone d'activité économique à caractère industriel visée à l'article 30 du CWATUP.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région</li> <li>- Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)</li> </ul>
020401	Terres de betteraves et d'autres productions maraîchères			Récupération et utilisation de terres issues du lavage ou du traitement mécanique sur table vibrante de betteraves et d'autres productions maraîchères	Terres naturelles non contaminées répondant aux caractéristiques de référence de la liste guide figurant à l'annexe II, point 1.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET.</li> <li>- Travaux d'aménagement de sites</li> <li>- Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région</li> <li>- Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)</li> </ul>
010102	Matériaux pierreux à l'état naturel			Récupération et utilisation de matériaux pierreux provenant de l'industrie extractive, d'un aménagement de sites ou de travaux de génie civil	Matériaux pierreux naturels non souillés, non métallifères, non susceptibles de réaction avec le milieu ambiant ou environnant et répondant à la PTV401	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET.</li> <li>- Empierrements</li> <li>- Travaux de sous-fondation</li> <li>- Travaux de fondation</li> <li>- Couches de revêtement</li> <li>- Accotements</li> <li>- Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments</li> <li>- Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région</li> <li>- Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)</li> </ul>
010409I	Sables de pierres naturelles	<b>X</b>		Récupération et utilisation de sables produits lors du travail de la pierre naturelle	Sables répondant à la PTV400	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET.</li> <li>- Travaux de sous-fondation</li> <li>- Travaux de fondation</li> <li>- Etablissement d'une couche de finition</li> <li>- Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région</li> <li>- Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)</li> </ul>

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
010408	Granulats de matériaux pierreux	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition ou de matériaux pierreux à l'état naturel	Matières répondant aux caractéristiques du tableau 1 "nature des granulats de débris de démolition et de construction recyclés." de la PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET.</li> <li>- Empierrements</li> <li>- Travaux de sous-fondation</li> <li>- Travaux de fondation</li> <li>- Couches de revêtement</li> <li>- Accotements</li> <li>- Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments</li> <li>- Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région</li> <li>- Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)</li> </ul>
170101	Granulats de béton	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition ou de matériaux pierreux à l'état naturel	Matières répondant aux caractéristiques du tableau 1 "nature des granulats de débris de démolition et de construction recyclés." de la PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET.</li> <li>- Empierrements</li> <li>- Travaux de sous-fondation</li> <li>- Travaux de fondation</li> <li>- Couches de revêtement</li> <li>- Accotements</li> <li>- Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments</li> <li>- Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région</li> <li>- Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)</li> </ul>
170103	Granulats de débris de maçonnerie	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition ou de matériaux pierreux à l'état naturel	Matières répondant aux caractéristiques du tableau 1 "nature des granulats de débris de démolition et de construction recyclés." de la PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET.</li> <li>- Empierrements</li> <li>- Travaux de sous-fondation</li> <li>- Travaux de fondation</li> <li>- Couches de revêtement</li> <li>- Accotements</li> <li>- Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments</li> <li>- Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région</li> <li>- Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)</li> </ul>
170302A	Granulats de revêtements routiers hydrocarbonés	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition ou de matériaux pierreux à l'état naturel	Matières répondant aux caractéristiques du tableau 1 "nature des granulats de débris de démolition et de construction recyclés." de la PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET.</li> <li>- Empierrements</li> <li>- Travaux de sous-fondation</li> <li>- Travaux de fondation</li> <li>- Couches de revêtement</li> <li>- Accotements</li> <li>- Travaux de construction ou de rénovation d'ouvrages d'art ou de bâtiments</li> <li>- Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région</li> <li>- Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)</li> </ul>
190307	Enrobés bitumineux composés de granulats ou de fraisats de revêtements routiers	X		Matériaux produits par une installation autorisée d'enrobage à chaud ou à froid	Matières répondant au cahier des charges type RW99	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Couches de revêtement</li> <li>- Accotements</li> </ul>

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
190305	Enrobés goudronneux composés de granulats ou de fraisats de revêtements routiers	X		Matériaux produits par une installation autorisée d'enrobage à froid	Matières répondant au cahier des charges type RW99	- Couches de revêtement - Accotements
170302B	Granulats ou fraisats de revêtement routiers hydrocarbonés	X		Utilisation de matériaux produits par une installation autorisée soit de tri et de concassage de déchets inertes de construction et de démolition, soit du fraisage de revêtements	Matières répondant au cahier des charges type RW99	- Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Accotements - Couches de revêtement
190112	Mâchefers	X	X	Matériaux solides produits par une installation effectuant le criblage, la séparation des métaux et la maturation de mâchefers bruts provenant d'unités autorisées d'incinération de déchets et n'ayant pas été mélangés ni avec des cendres volantes ni avec des cendres sous chaudières et répondant au test d'assurance qualité figurant en annexe III	Matières répondant au cahier des charges type RW99 et d'autre part au test de conformité prévu à l'annexe II	Travaux de sous-fondation
100202	Laitiers non traités	X		Matériaux produits par une installation autorisée de conditionnement utilisant les laitiers résultant de la production de la fonte comme matière de base	Matières répondant au cahier des charges type RW99	- Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Ballast de chemin de fer
100202LD	Scories LD non traitées	X		Matériaux produits par une installation autorisée de conditionnement utilisant les scories LD résultant de la production de l'acier comme matière de base	Matières répondant au cahier des charges type RW99	- Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Couches de revêtement - Accotements - Ballast de chemin de fer

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
100202EAF	Scories EAF non traitées	X		Matériaux produits par une installation autorisée de conditionnement utilisant les scories EAF résultant de la production de l'acier comme matière de base	Matières répondant au cahier des charges type RW99	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de sous-fondation</li> <li>- Travaux de fondation</li> <li>- Couches de revêtement</li> <li>- Accotements</li> <li>- Ballast de chemin de fer</li> </ul>
100202S	Scories de désulfuration non traitées	X		Matériaux produits par une installation autorisée de conditionnement utilisant les scories de désulfuration résultant de la production de l'acier comme matière de base	Matières répondant au cahier des charges type RW99	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de sous-fondation</li> <li>- Travaux de fondation</li> <li>- Couches de revêtement</li> <li>- Accotements</li> <li>- Ballast de chemin de fer</li> </ul>
170506A1	Produits de dragage ou de curage (sables, pierres, boues)	X		Utilisation de matériaux enlevés du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage qui présentent une siccité d'au moins 35 %	Matières appartenant à la catégorie A telle que définie par l'article 4 de l'arrêté du gouvernement wallon (AGW) du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau, tel que modifié	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de sous-fondation</li> <li>- Travaux de fondation</li> <li>- Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région</li> <li>- Aménagement et réhabilitation de centres d'enfouissement technique (CET)</li> </ul>
170506A2	Produits de dragage ou de curage (sables, pierres, boues)	X		Utilisation de matériaux enlevés du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage	Matières appartenant à la catégorie A telle que définie par l'article 4 de l'arrêté du gouvernement wallon (AGW) du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau, tel que modifié	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux d'aménagement du lit et des berges des cours et plans d'eau en dehors des zones présentant un intérêt biologique au sens de la loi du 12 juillet 1976 relative à la conservation de la nature et des Directives CEE 79/409 et 92/43</li> </ul>
010413I	Déchets de sciage des pierres	X		Utilisation de matériaux provenant du sciage de la pierre	Matériaux pierreux non contaminés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de remblayage, à l'exception des CET existants et des sites désignés au plan des CET.</li> <li>- Réhabilitation de sites désaffectés pollués ou contaminés suivant un processus approuvé par la Région</li> </ul>
170201	Billes de chemin de fer	X		Utilisation de matériaux enlevés lors de l'aménagement ou de la rénovation de voies ferrées	Bois traités conformément aux cahiers des charges de la SNCB	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement de sites urbains</li> <li>- Aménagement de jardins, parcs et plantations</li> </ul>

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
100998	Sables de fonderie liés à la bentonite ayant subi la coulée	X		Utilisation des sables de purge des installations de fabrication de sables de moulage pour les fonderies de métaux ferreux	Sables silico-argileux pouvant contenir des adjuvants carbonés composés de charbon broyé ou de brais bitumeux et répondant au cahier des charges type RW99	- Empierrements - Travaux de sous-fondation - Travaux de fondation - Accotements
Deuxième domaine d'utilisation : composants dans la fabrication de produits finis						
160117	Métaux ferreux	X		Utilisation de métaux ferreux triés sélectivement, provenant d'un centre autorisé de tri, de broyage, de démantèlement ou d'incinération	Matières constituées de plus de 90 % en poids de fer	Production de fonte et d'acier
170405	Métaux ferreux provenant de construction ou de démolition	X		Utilisation de métaux ferreux triés sélectivement, provenant d'un centre autorisé de tri, de broyage, de démantèlement ou d'incinération	Matières constituées de plus de 90 % en poids de fer	Production de fonte et d'acier
190102	Métaux ferreux provenant du déferrailage des mâchefers	X		Utilisation de métaux ferreux triés sélectivement, provenant d'un centre autorisé de tri, de broyage, de démantèlement ou d'incinération	Matières constituées de plus de 90 % en poids de fer	Production de fonte et d'acier
191001	Métaux ferreux provenant du broyage de déchets	X		Utilisation de métaux ferreux triés sélectivement, provenant d'un centre autorisé de tri, de broyage, de démantèlement ou d'incinération	Matières constituées de plus de 90 % en poids de fer	Production de fonte et d'acier
160118	Métaux non ferreux	X		Utilisation de métaux non-ferreux triés sélectivement, provenant d'un centre autorisé de tri, de broyage, de démantèlement ou d'incinération	Matières constituées de plus de 60 % en poids de métaux non-ferreux	Production de métaux non-ferreux et de leurs alliages

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
170407	Métaux non ferreux provenant de construction ou de démolition	X		Utilisation de métaux non-ferreux triés sélectivement, provenant d'un centre autorisé de tri, de broyage, de démantèlement ou d'incinération	Matières constituées de plus de 60 % en poids de métaux non-ferreux	Production de métaux non-ferreux et de leurs alliages
191002	Métaux non ferreux provenant du broyage de déchets	X		Utilisation de métaux non-ferreux triés sélectivement, provenant d'un centre autorisé de tri, de broyage, de démantèlement ou d'incinération	Matières constituées de plus de 60 % en poids de métaux non-ferreux	Production de métaux non-ferreux et de leurs alliages
100202B	Laitiers non traités	X		Matériaux produits par une installation autorisée de conditionnement utilisant les laitiers résultant de la production de la fonte comme matière de base	Laitiers permettant d'obtenir un ciment titulaire du certificat BENOR ou CE	Préparation de ciment CEM II, CEM III et CEM V selon la norme NBN EN 197-1 et 2
100102	Cendres volantes	X		Utilisation de cendres volantes issues de la production d'électricité par des centrales thermiques utilisant le charbon comme combustible	Cendres volantes présentant des propriétés pouzzolaniques permettant d'obtenir un ciment titulaire du certificat BENOR ou CE	Préparation de ciment pouzzolanique, de CEM II selon la norme NBN EN 197-1 et 2, de fillers selon la norme NBN N 11-127 et de béton répondant à la norme NBN EN 450
010413IIA	Fillers calcaires	X		Utilisation de poussières calcaires issues de la taille, du sciage et du travail de la pierre naturelle	Fillers calcaires permettant d'obtenir un ciment titulaire du certificat BENOR ou CE	Préparation de ciment CEM II selon la norme NBN EN 197-1 et 2 et de fillers selon la norme NBN N 11-127
010413IIB	Fillers calcaires	X		Utilisation de poussières calcaires issues de la taille, du sciage et du travail de la pierre naturelle	Fillers calcaires répondant aux critères d'utilisation des fabricants professionnels de bétons et mortiers	Matière de charge dans les bétons et mortiers
010409IIA	Sables naturels	X		Utilisation de poussières issues de la taille, du sciage et du travail des minerais non métalliques	Sables répondant aux critères d'utilisation des fabricants professionnels de plastiques ou de colles	Matière de charge dans les plastiques et les colles
010409IIB	Sables naturels de calcaires/dolomies	X		Utilisation de poussières issues de la taille, du sciage et du travail des minerais non métalliques, calcaires ou dolomitiques	Sables répondant aux critères d'utilisation de l'industrie des métaux non-ferreux	Fondant dans le processus de production des métaux non-ferreux

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
010410IIA	Poussières calcaires	X		Utilisation de poussières récoltées dans les installations autorisées d'épuration des rejets atmosphériques des dépendances de carrières, hormis les installations de cuisson	Poussières calcaires répondant aux critères d'utilisation fixés par l'industrie chimique pour les agents neutralisants	Agent neutralisant utilisé dans l'industrie chimique
010410IIB	Poussières calcaires	X		Utilisation de poussières récoltées dans les installations autorisées d'épuration des rejets atmosphériques des dépendances de carrières, hormis les installations de cuisson	Poussières calcaires répondant aux critères d'utilisation fixés par les gestionnaires de stations d'épuration	Agent de floculation
060904IIA	Phosphogypse et citrogypse	X		Utilisation de phosphogypse et citrogypse résultant respectivement de la fabrication de l'acide phosphorique et de l'acide citrique	Phosphogypse et citrogypse répondant aux critères d'utilisation fixés par l'industrie du ciment	Régulateur de prise dans le ciment selon la norme NBN B EN 197-1 et 2
060904IIB	Phosphogypse et citrogypse	X		Utilisation de phosphogypse et citrogypse résultant respectivement de la fabrication de l'acide phosphorique et de l'acide citrique	Phosphogypse et citrogypse répondant aux critères d'utilisation fixés par l'industrie du plâtre	Fabrication de plâtre à projeter
010409	Boues argileuses	X		Utilisation de boues de décantation ou de clarification des eaux de lavage d'argiles naturelles	Boues constituées de plus de 90 % en poids de matières sèches d'argiles naturelles	Fabrication de briques destinées à la construction
100202B2	Laitiers non traités	X		Matériaux produits par une installation autorisée de conditionnement ou d'enrobage et utilisant les laitiers résultant de la production de la fonte comme matière de base	Matières répondant au cahier des charges type RW99	Fabrication d'enrobés hydrocarbonés à base de laitiers, granulés, concassés ou bouletés
100202LD2	Scories LD non traitées	X		Matériaux produits par une installation de conditionnement ou d'enrobage et utilisant les scories LD résultant de la production de l'acier comme matière de base	Matières répondant au cahier des charges type RW99	Fabrication d'enrobés hydrocarbonés à base de scories LD granulées ou concassées ou bouletées

Code	Nature du déchet	Comptabilité	Certificat d'utilisation	Circonstances de valorisation du déchet	Caractéristiques du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CWATUP)
100202E AF2	Scories EAF non traitées	X		Matériaux produits par une installation autorisée de conditionnement ou d'enrobage et utilisant les scories EAF résultant de la production de l'acier comme matière de base	Matières répondant au cahier des charges type RW99	Fabrication d'enrobés hydrocarbonés à base de scories EAF granulées ou concassées ou bouletées
100201S2	Scories de désulfuration non traitées	X		Matériaux produits par une installation autorisée de conditionnement ou d'enrobage et utilisant les scories de désulfuration résultant de la production de l'acier comme matière de base	Matières répondant au cahier des charges type RW99	Fabrication d'enrobés hydrocarbonés à base de scories de désulfuration granulées ou concassées ou bouletées
190112II	Mâchefers traités	X	X	Granulats solides résultant d'un criblage, d'une séparation des métaux et d'une maturation de mâchefers provenant d'unités d'incinération de déchets, n'ayant été mélangés ni avec des cendres volantes ni avec des cendres sous chaudières	Matières répondant au cahier des charges type RW99 et d'autre part au test de conformité prévu à l'annexe II	Fabrication de matériaux formés résultant d'un mélange de mâchefers traités à un liant hydraulique
170506AII	Matériaux pierreux à l'état naturel et granulats de matériaux pierreux à l'état naturel	X		Utilisation de matériaux enlevés du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage	Matériaux pierreux et granulats naturels répondant à la PTV 400	Fabrication de béton
100998II	Sables de fonderie liés à la bentonite ayant subi la coulée	X		Utilisation de sables de purge des installations de fabrication de sables de moulage pour les fonderies de métaux ferreux	Sables silico-argileux pouvant contenir des adjuvants carbonés composés de charbon broyé ou de brais bitumeux et répondant aux critères d'utilisation des fabricants professionnels de béton et de briques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fabrication de matériaux formés résultant du mélange d'un liant hydraulique à des sables de fonderie liés à la bentonite ayant subi la coulée.</li> <li>- Fabrication de matériaux formés par la cuisson d'un mélange contenant des sables de fonderie liés à la bentonite ayant subi la coulée.</li> </ul>

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.  
Namur le 14 juin 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

## Annexe II

**Caractéristiques des déchets**

## 1. Liste guide des caractéristiques de référence des terres non contaminées

La matière ne peut contenir :

1° tant en masse et en volume :

plus de 1 % de matériaux non pierreux tels que du plâtre, du caoutchouc, des matériaux d'isolation, des matériaux de recouvrement de toiture;

plus de 5 % de matériaux organiques tels que bois, restes végétaux;

plus de 5 % de matériaux pierreux, tels que pierres naturelles, débris de construction...

2° les éléments suivants au-delà du seuil limite indiqué, pour une matière standard ayant une teneur en argile de 10 % (sur les composants minéraux) et une teneur en matières organiques de 2 % (sur matière sèche), analysées par un laboratoire agréé selon une procédure qui sera communiquée à l'Office :

Paramètres	Seuil limite (mg/kg de matière sèche)
1. Métaux (1)	
Arsenic (As)	22,0
Cadmium (Cd)	1,0
Chrome (Cr) (2)	65,0
Cuivre (Cu)	50,0
Cobalt (Co)	20,0
Mercure (Hg)	1,6
Plomb (Pb)	70,0
Nickel (Ni)	40,0
Zinc (Zn)	150,0
2. Hydrocarbure monocycliques aromatiques	
Benzène	0,2
Ethylbenzène	0,6
Styrène	0,2
Toluène	0,4
Xylène	0,7
3. Hydrocarbure polycycliques aromatiques (3)	
Benzo (a) anthracène	1,2
Benzo (a) pyrène	0,2
Benzo (ghi) pérylène	1,7
Benzo (b) fluoroanthène	0,5
Chrysène	1,0
Phénanthrène	0,2
Fluoranthène	1,2
Indéno (1,2,3cd) pyrène	0,2
Naphtalène	0,6
4. Autres substances organiques (3)	
Composés organiques halogénés extractibles (EOX)	2,0
Pesticides organophosphoriques (total)	0,2
Pesticides dérivés d'acide acétylique phénoxy chlorés (total)	0,2
Pesticides chloraminés aromatiques (total)	0,2
Pesticides triazines (total)	0,2
Pesticides chlorés (total)	0,1
Autres pesticides (total)	0,02

Paramètres	Seuil limite (mg/kg de matière sèche)
Monochlorobenzène	0,02
1.2- Dichlorobenzène (4)	0,02
1.3- Dichlorobenzène (4)	0,02
1.4- Dichlorobenzène (4)	0,02
Trichlorobenzène (5)	0,02
Tétrachlorobenzène (5)	0,004
Pentachlorobenzène	0,004
Héxachlorobenzène	0,002
1,2 dichloroéthane	0,02
Dichlorométhane	0,02
Trichlorométhane	0,02
Trichloroéthène	0,02
Chlorure de vinyle	0,02
5. Autres substances organiques (3)	
Hexane	1,0
Heptane	1,0
Huile minérale	500
Octane	1,0
Polychlorobiphényles (PCB)	0,002

(1) La concentration s'applique au métal et à ses composés exprimés comme métal. Pour certains métaux, le seuil limite est déterminé en fonction des teneurs mesurées en argile et en matériaux organiques selon l'expression suivante :

$$M(x,y) = M(10,2) * ((A + B*x + C*y) / (A + B*10 + C*2))$$

où

M : est le seuil limite pour une teneur en argile de x % par rapport à une matière contenant 10 % en argile et une teneur en matière organiques de y % par rapport à une matière contenant 2 % en matières organiques;

x la teneur en argile dans la matière;

y la teneur en matières organiques dans la matière;

A, B et C les coefficients qui dépendent du métal et qui sont indiqués dans le tableau ci-après dessous :

	A	B	C
Arsenic	14	0,5	0
Cadnium	0,4	0,003	0,05
Chrome	31	0,6	0
Cuivre	14	0,3	0
Mercure	0,5	0,0046	0
Plomb	33	0,3	2,3
Nickel	6,5	0,2	0,3
Zinc	46	1,1	2,3

L'expression ne peut être appliquée que pour les conditions suivantes :

- la teneur mesurée en argile se situe entre 1 et 50 %
- la teneur mesurée en matière organiques se situe entre 1 et 20 %

Si la teneur mesurée en argile est inférieure à 1 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée de 1 %. Si la teneur est supérieure à 50 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée en argile de 50 %.

Si la teneur mesurée en matières organiques est inférieure à 1, il faut tenir compte d'une teneur supposée de 1 %. Si la teneur est supérieure à 50 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée en matières organiques de 50 %.

(2) Le chrome est normalisé sur la base de chrome trivalent. S'il y a des indications que le chrome est présent dans la matière sous forme de chrome hexavalent, les chiffres présentés ne peuvent être utilisés et une évaluation séparée du risque doit être effectuée.

(3) Afin de pouvoir tenir compte des caractéristiques de la matière, lors de la comparaison, des concentrations mesurées en composés organiques et en hydrocarbures halogénés, les caractéristiques d'assainissement à atteindre sont converties en fonction de la teneur mesurée en matières organiques et ce sur base de l'expression suivante :

$$S(y) = S(2) * y/2$$

où

S : le seuil fixé pour une matière contenant une teneur en matières organiques de y % par rapport à une matière contenant 2 % en matières organiques. Si la teneur mesurée en matières organiques est inférieure à 1 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée de 1 %. Si la teneur en matières organiques est supérieure à 20 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée de 20 %.

(4) Pour les isomères du dichlorobenzène, la condition supplémentaire suivante doit être satisfaite :

$$\frac{1,2\text{- Dichlorobenzène}}{\text{seuil à atteindre (1,2)}} + \frac{1,3\text{- Dichlorobenzène}}{\text{seuil à atteindre (1,3)}} < 1$$

où

le 1,2- Dichlorobenzène et le 1,3- Dichlorobenzène doivent être lus comme la concentration mesurée en 1,2- Dichlorobenzène et la concentration mesurée en 1,3- Dichlorobenzène. Le seuil à atteindre (1,2) et (1,3) doivent être lus comme le seuil d'assainissement à atteindre pour ces éléments.

(5) Les seuils fixés pour le trichlorobenzène et le tétrachlorobenzène s'appliquent toujours pour la somme des isomères.

## 2. Caractéristiques auxquelles doivent répondre les terres décontaminées

Les valeurs d'assainissement à atteindre s'appliquent à une matière standard ayant une teneur en argile de 10 % (sur les composants minéraux) et une teneur en matières organiques de 2 % (sur la matière sèche) analysées par un laboratoire agréé selon une procédure qui sera communiquée à l'Office.

Paramètres	Seuil limite (mg/kg de matière sèche)
1. Métaux (1)	
Arsenic (As)	100,0
Cadmium (Cd)	8,0
Chrome (Cr) (2)	230,0
Cuivre (Cu)	210,0
Cobalt (Co)	100,0
Mercure (Hg)	15,0
Plomb (Pb)	1 150,0
Nickel (Ni)	150,0
Zinc (Zn)	680,0
2. Hydrocarbure monocycliques aromatiques	
Benzène	1,0
Ethylbenzène	35,0
Styrène	6,0
Toluène	100,0
Xylène	55,0
3. Hydrocarbure polycycliques aromatiques (3)	
Benzo (a) anthracène	125,0
Benzo (a) pyrène	1,0
Benzo (ghi) pérylène	18,0
Benzo (b) fluoroanthène	18,0
Benzo (k) fluoroanthène	18,0
Chrysène	1,0
Phénantrène	65,0
Fluoranthène	65,0
Indéno (1,2,3cd) pyrène	18,0
Naphtalène	90,0

Paramètres	Seuil limite (mg/kg de matière sèche)
Anthracène	18,0
5. Autres substances organiques (3)	
Huiles minérales	750,0
6. Autres paramètres (4)	

(1) La concentration s'applique au métal et à ses composés exprimés comme métal. Pour certains métaux, le seuil limité est déterminé en fonction des teneurs mesurées en argile et en matériaux organiques selon l'expression suivante :

$$M(x,y) = M(10,2) * (A + B*x + C*y) / (A + B*10 + C*2)$$

où

M : est le seuil limite pour une teneur en argile de x % par rapport à une matière contenant 10 % en argile et une teneur en matières organiques de y % par rapport à une matière contenant 2 % en matières organiques;

x la teneur en argile dans la matière;

y la teneur en matières organiques dans la matière;

A, B et C les coefficients qui dépendent du métal et qui sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

	A	B	C
Arsenic	14	0,5	0
Cadmium	0,4	0,003	0,05
Chrome	31	0,6	0
Cuivre	14	0,3	0
Mercur	0,5	0,0046	0
Plomb	33	0,3	2,3
Nickel	6,5	0,2	0,3
Zinc	46	1,1	2,3

L'expression ne peut être appliquée que pour les conditions suivantes :

- la teneur mesurée en argile se situe entre 1 et 50 %,

- la teneur mesurée en matières organiques se situe entre 1 et 20 %.

Si la teneur mesurée en argile est inférieure à 1 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée de 1 %. Si la teneur est supérieure à 50 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée en argile de 50 %.

Si la teneur mesurée en matières organiques est inférieure à 1 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée de 1 %. Si la teneur est supérieure à 50 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée en matières organiques de 50 %.

(2) Le chrome est normalisé sur la base de chrome trivalent. S'il y a des indications que le chrome est présent dans la matière sous forme de chrome hexavalent, les chiffres présentés ne peuvent être utilisés et une évaluation séparée du risque doit être effectuée.

(3) Afin de pouvoir tenir compte de caractéristiques de la matière, lors de la comparaison des concentrations mesurées en hydrocarbures, les caractéristiques d'assainissement à atteindre sont converties en fonction de la teneur mesurée en matières organiques et ce sur base de l'expression suivante :

$$S(y) = S(2) * y/2$$

où

S : le seuil d'assainissement à atteindre pour une matière contenant une teneur en matières organiques de y % par rapport à une matière contenant 2 % en matières organiques. Si la teneur mesurée en matières organiques est inférieure à 1 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée de 1 %. Si la teneur en matières organiques est supérieure à 20 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée de 20 %.

(4) La détermination d'éléments ou composés inorganiques ou organiques ne figurant pas dans la liste pourra être demandée par l'Office tant lors de l'instruction de la demande de certification que pour l'examen de lots de matières pour lesquelles la décontamination porte sur des substances ne figurant pas dans la liste.

## 3. Test de conformité des mâchefers traités et dérivés de mâchefers traités mélangés à un liant hydraulique

A. Test de lixiviation:

Le test de lixiviation est réalisé en respectant la norme hollandaise NEN 7343 de février 1995 pour un rapport L/S de 10.

Paramètres	Seuil limite	Unités	Méthode analytique
Métaux			
Sb	0,3	mg/kg M.S. (1)	DIN3806-22 (1998) méthode ICP ou SAA
Al	2 000	mg/kg M.S.	DIN3806-22 (1998) méthode ICP ou SAA
As (tot)	0,8	mg/kg M.S.	ISO659551982°DIN38405-18-85/DIN3806-22 (88)
Cd	0,03	mg/kg M.S.	ISO8288 (1990) DIN38406-10-85/DIN3806-22 (88)
Co	0,25	mg/kg M.S.	ISO8288 (1990) DIN34406-24-91/DIN3806-22 (88)
Cr (tot)	0,5	mg/kg M.S.	SO9174 (1990) DIN38406-10-85/DIN3806-22 (88)
Cr (VI)	0,05	mg/L.	ISO11083 (1994) /Par calométrie
Cu	5,0	mg/kg M.S.	ISO8288 (1986) DIN34406-24-91/DIN3806-22 (88)
Hg	0,02	mg/kg M.S.	ISO5666-1/3-83DIN38406-12-80/DIN3806-22 (88)
Pb	2,2	mg/kg M.S.	ISO8288 (1986) DIN38406-06-81/DIN3806-22 (88)
Mo	1,8	mg/kg M.S.	DIN3806-22 (1988) méthode ICP ou SAA
Ni	1,8	mg/kg M.S.	ISO8288 (1996) DIN38406-08-85/DIN3806-22 (88)
Ti	2,4	mg/kg M.S.	DIN3806-22 (1988) méthode ICP ou SAA
Zn	4,0	mg/kg M.S.	ISO8288 (1996) DIN38406-08-85/DIN3806-22 (88)
Alcalin K	1 700	mg/kg M.S.	DIN3806-22 (1988) méthode ICP ou SAA
Sels	6 000	mg/kg M.S.	NEN6476 (1981)
Cl <sup>-</sup>	0,2	mg/kg M.S.	ISO6703-1/4 (1984/85) DIN38405-14-88
CN <sup>-</sup>	20,0	mg/kg M.S.	ISO10359-1 (1992) DIN38405-19-88
F <sup>-</sup>	4 000	mg/kg M.S.	DIN38405-19-1988 ou 20-1991
SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup>			
Autres paramètres (4)			

B. Tests sur la composition de l'échantillon brut

Paramètres	Seuil limite	Unités	Méthode analytique
Composés organiques (2)			
Hydrocarbures extractibles (C <sub>10</sub> à C <sub>40</sub> )	1 500	mg/kg M.S.	GC/FID GC/MS
EOX (4)	7,0	mg/kg M.S.	DIN38414-17-89
HAM (btex)	2,1	mg/kg M.S.	EPA602 (1984)
HAP totaux (6 de Borneff)	4,3	mg/kg M.S.	EPA610GC/FID GC/MS HPLC
PCB totaux (28,52,101,118,138,153,180)	0,2	mg/kg M.S.	EPA508 GC/CE ou GC/MS
Autres paramètres (5)			

Remarques :

(1) M.S. : Matière sèche

(2) à n'exécuter que si leur présence est mise en évidence par un balayage en chromatographie en phase gazeuse couplée à un spectromètre de masse (GC-MS).

(3) hydrocarbures halogénés adsorbables.

(4) hydrocarbures halogénés extractibles.

(5) la détermination d'éléments ou composés spéciaux inorganiques ou organiques pourra être demandée par l'Office lors de l'instruction de la demande.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets

Namur, le 14 juin 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

## Annexe III

**Test d'assurance qualité des déchets nécessitant la délivrance d'un certificat d'utilisation**

1. Mâchefers traités et dérivés de mâchefers traités mélangés à un liant hydraulique

A. Test de lixiviation

Le test est réalisé selon la norme DIN 38414 - S4 (une lixiviation de 24H00) pour les paramètres indiqués ci-dessous et doit être effectué par un laboratoire agréé :

Paramètres	Seuil limite	Unités	Méthode analytique
Ph	7-12		ISO-DIS 10 523 DIN 38404 - 05 - 84
Conductivité	6000	S/cm	DIN 38404-C8-09-84
Métaux			
Sb	0,2	mg/L	DIN3806-22 (1998) méthode ICP ou SAA
Al	2 000	mg/L	DIN3806-22 (1998) méthode ICP ou SAA
As (Tot)	0,1	mg/L	Par colorimétrie
Cd	0,1 (*)	mg/L	ISO8288 (1990) DIN38406-10-85/DIN3806-22 (88)
Co	0,1	mg/L	ISO8288 (1990) DIN34406-24-91/DIN3806-22 (88)
Cr (VI)	0,1 (*)	mg/L	ISO11083 (1994) /Par colorimétrie
Cu	2,0 (*)	mg/L	ISO8288 (1986) DIN34406-24-91/DIN3806-22 (88)
Hg	0,02 (*)	mg/L	ISO5666-1/3-83DIN38406-12-80/DIN3806-22 (88)
Pb	0,2 (*)	mg/L	ISO8288 (1986) DIN38406-06-81/DIN3806-22 (88)
Mo	0,15	mg/L	DIN3806-22 (1988) méthode ICP ou SAA
Ni	0,2 (*)	mg/L	ISO8288 (1996) DIN38406-08-85/DIN3806-22 (88)
Ti	2,0	mg/L	DIN3806-22 (1988) méthode ICP ou SAA
Zn	0,9 (*)	mg/L	ISO8288 (1996) méthode ICP ou SAA
Azotés			
NO22-	3,0	mg/L	NEN6653 (1992)
NH4+	50,0	mg/L	NEN6646 (1990)
Sels			
Cl-	500,0	mg/L	NEN6476 (1981)
CN-	0,46	mg/kg M.S. (1)	ISO6703-1/4 (1984/85) DIN38405-14-88
F-	5,0	mg/L	ISO10359-1 (1992) DIN38405-19-88
SO42-	1 000,0	mg/L	DIN38405-19-1988 ou 20-1991
Autres paramètres (4)			

(\*) la somme de la concentration de ces métaux doit être inférieure à 5 mg/L

B. Test sur la composition de l'échantillon brut

Paramètres	Seuil limite	Unités	Méthode analytique
Composés organiques (2)			
Hydrocarbures extractibles (C 10 à C 40)	1 500	mg/kg M.S.	GC/FID GC/MS
EOX (3)	7	mg/kg M.S.	DIN38414-17-89
Autres paramètres (4)			

Remarques :

(1) M.S. : matière sèche.

(2) à n'exécuter que si leur présence est mise en évidence par un balayage en chromatographie en phase gazeuse à un spectromètre de masse (GC-MS).

(3) hydrocarbures halogénés extractibles.

(4) la détermination d'éléments ou composés spéciaux inorganiques ou organiques pourra être demandée par l'Office lors de l'instruction de la demande.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.

Namur, le 14 juin 2001

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

## Annexe IV

**Formulaire de demande d'obtention d'un certificat d'utilisation**

A renvoyer à l'adresse suivante :

Office wallon des Déchets  
Avenue Prince de Liège 15  
5100 JAMBES  
Tél. : 081-33 65 58  
Fax. : 081-33 65 33

<p>Cadre réservé à l'administration</p> <p>Dossier n° .....</p> <p>Remarques :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
--

## 1. Identité du demandeur

## 1°) personne physique

Nom, prénom : .....	
Date et lieu de naissance : ..... le .....	
Adresse :	
Rue : .....	N° : ..... Bte : .....
Code postal : .....	Commune : .....
Tél. bureau : .....	Fax bureau : .....
Tél. privé : .....	Tél. mobile : .....

## 2°) Société

Dénomination : .....	
Rue : ..... N° : ..... Bte : .....	
Code postal : ..... Commune : .....	
Tél. bureau : ..... Fax bureau : .....	
Personne responsable :	
Nom, prénom : .....	
Adresse :	
Rue : .....	N° : ..... Bte : .....
Code postal : .....	Commune : .....
Tél. bureau : .....	Fax bureau : .....
Tél. privé : .....	Tél. mobile : .....

## 2. Identité du producteur

## 1°) personne physique

Nom, prénom : .....	
Date et lieu de naissance : ..... le .....	
Adresse :	
Rue : .....	N° : ..... Bte : .....
Code postal : .....	Commune : .....
Tél. bureau : .....	Fax bureau : .....
Tél. privé : .....	Tél. mobile : .....

## 2°) Société

Dénomination : .....	
Adresse du siège social	
Rue : .....	N° : ..... Bte : .....
Code postal : .....	Commune : .....
Tél. bureau : .....	Fax bureau : .....
Personne responsable :	
Nom, prénom : .....	
Adresse :	
Rue : .....	N° : ..... Bte : .....
Code postal : .....	Commune : .....
Tél. bureau : .....	Fax bureau : .....
Tél. privé : .....	Tél. mobile : .....
Adresse du siège d'exploitation	
Rue : .....	N° : ..... Bte : .....
Code postal : .....	Commune : .....
Tél. bureau : .....	Fax bureau : .....
Personne responsable :	
Nom, prénom : .....	
Adresse :	
Rue : .....	N° : ..... Bte : .....
Code postal : .....	Commune : .....
Tél. bureau : .....	Fax bureau : .....
Tél. privé : .....	Tél. mobile : .....

## Accord du producteur (1) :

Nom du responsable : .....

date :

signature :

(1) A ne remplir que si le producteur n'est pas le demandeur.

## 3. Caractérisation

## 1°) Identification du déchet

Type (s) d'utilisation :
.....
.....
.....
.....
Quantité annuelle produite (en tonnes) * : .....
*mentionner le cas échéant le coefficient de conversion des m <sup>3</sup> en tonnes utilisé

## 2°) Coordonnées du laboratoire agréé

Rue : .....	N° : ..... Bte : .....
Code postal : .....	Commune : .....
Tél. : .....	Fax : .....
Responsable du laboratoire	
Nom : .....	
Rue : .....	N° : ..... Bte : .....
Code postal : .....	Commune : .....
Tél. : .....	Fax : .....
Tél. privé : .....	Tél. mobile : .....

Le rapport d'analyse est joint à la présente demande.

Le demandeur certifie sur l'honneur que les renseignements ci-dessus sont exacts :

Date, nom, prénom et signature du demandeur :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.

Namur, le 14 juin 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET







.....  
 .....  
 .....  
 Quantité annuelle estimée à la valorisation (en tonnes) \* : .....  
 \*mentionner le cas échéant le coefficient de conversion des m<sup>3</sup> en tonnes utilisé

3. Identité du ou des producteurs (si plusieurs producteurs, joindre en annexe les données relatives à ces producteurs sous la même forme que ci-dessous)

1°) personne physique

Nom, prénom : .....  
 Date et lieu de naissance : ..... le .....  
 Adresse : .....  
 Rue : ..... N° : ..... Bte : .....  
 Code postal : ..... Commune : .....  
 Tél. bureau : ..... Fax bureau : .....  
 Tél. privé : ..... Tél. mobile : .....

2°) Société

Dénomination : .....  
 Adresse du siège social  
 Rue : ..... N° : ..... Bte : .....  
 Code postal : ..... Commune : .....  
 Tél. bureau : ..... Fax bureau : .....  
 Personne responsable :  
 Nom, prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Rue : ..... N° : ..... Bte : .....  
 Code postal : ..... Commune : .....  
 Tél. bureau : ..... Fax bureau : .....  
 Tél. privé : ..... Tél. mobile : .....  
 Adresse du siège d'exploitation  
 Rue : ..... N° : ..... Bte : .....  
 Code postal : ..... Commune : .....  
 Tél. bureau : ..... Fax bureau : .....  
 Personne responsable :  
 Nom, prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Rue : ..... N° : ..... Bte : .....  
 Code postal : ..... Commune : .....  
 Tél. bureau : ..... Fax bureau : .....  
 Tél. privé : ..... Tél. mobile : .....

Accord du producteur (1) :

Nom du responsable : .....  
 date : .....  
 signature : .....

(1) A ne remplir que si le producteur n'est pas le demandeur.

2°) Le cas échéant, coordonnées du laboratoire agréé

Rue : ..... N° : ..... Bte : .....  
 Code postal : ..... Commune : .....  
 Tél. : ..... Fax : .....  
 Responsable du laboratoire  
 Nom : .....  
 Rue : ..... N° : ..... Bte : .....  
 Code postal : ..... Commune : .....  
 Tél. : ..... Fax : .....  
 Tél. privé : ..... Tél. mobile : .....

Le cas échéant, le rapport d'analyse est joint à la présente demande.

Le demandeur joint en annexe du présent formulaire tous les documents permettant de connaître les circonstances de production, les caractéristiques des déchets et les modes d'utilisation concernés.

Le demandeur certifie sur l'honneur que les renseignements ci-dessus et fournis en annexe sont exacts :

Date, nom, prénom et signature du demandeur :

Le demandeur certifie sur l'honneur que les renseignements ci-dessus sont exacts :

Date, nom, prénom et signature du demandeur :

#### Décision sur la demande

Vu la demande introduite le

Vu que la demande a été déclarée complète et recevable le

Vu les informations fournies par le demandeur;

Vu :

Considérant que les conditions requises en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets sont/ne sont pas rencontrées par le demandeur (biffer la mention inutile);

L'enregistrement est/n'est pas délivré à dater du ..... pour une période de dix ans. (biffer la mention inutile).

En annexe : conditions de transport, de collecte ou d'utilisation : Oui/non (biffer la mention inutile).

L'agent traitant,

Le fonctionnaire dirigeant

Le Ministre

Date

N° enreg.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.

Namur, le 14 juin 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 1802

[C — 2001/27388]

#### 14. JUNI 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere seiner Artikel 3 und 11;

Aufgrund der Mitteilung vom 12. März 2001 an die Europäische Gemeinschaft, gemäß dem Artikel 3 der Richtlinie 75/442 über Abfälle in ihrer abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 19. März 2001 abgegebenen Gutachtens des « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 12. April 2001 abgegebenen Gutachtens der Regionalkommission für Abfälle;

Aufgrund der Dringlichkeit, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999 zur Festlegung einer Liste von Produkten gleichzustellenden Stoffen außer Kraft zu setzen, da die Umsetzung des Erlasses vor Ort bedeutende Schwierigkeiten bereitet und gegenwärtig dem Minister Anträge auf Verwendungszeugnisse zur Beschlussfassung unterbreitet wurden, und dass es demnach angebracht ist, die Durchführung eines gegen das Gemeinschaftsrecht verstoßenden Erlasses schnellstmöglich ein Ende zu setzen;

Aufgrund der Dringlichkeit, den Erlass zu verabschieden, da dieser darauf abzielt, den Erlass vom 20. Mai 1999 zur Festlegung einer Liste von Produkten gleichzustellenden Stoffen außer Kraft zu setzen und ihn durch ein dem Gemeinschaftsrecht entsprechendes Registrierungsverfahren zu ersetzen und demnach einem gegen das Gemeinschaftsrecht verstoßenden, gegenwärtig vor dem Staatsrat und durch die Europäische Gemeinschaft, die gegen Belgien bezüglich dieses Erlasses ein Verfahren eingeleitet hat, angefochtenen Verfahren, ein Ende zu setzen;

Aufgrund des am 29. Mai 2001 gemäß dem Artikel 84, Absatz 1, 2°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Dekret: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

3° Amt: das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle);

4° Zugelassenes Laboratorium: gemäß Artikel 40 des Dekrets zugelassenes Laboratorium;

5° TVZ.: wie in Artikel 2, 19°, des Dekrets bestimmtes technisches Vergrabungszentrum;

6° CWATUP: Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

7° Gewerbegebiet mit industriellem Charakter: das in Artikel 30, Absatz 2 des CWATUP erwähnte Gebiet oder das Gebiet, das hauptsächlich für Tätigkeiten mit industriellem Charakter oder gegebenenfalls für wirtschaftliche Aktivitäten bestimmt ist, die aus Gründen der städtebaulichen Integration, der Sicherheit, der gesundheitlichen Zuträglichkeit oder des Umweltschutzes auf der Grundlage eines kommunalen Raumordnungsplans abzusondern sind.

**Art. 2** - Jede Person, die zu beruflichen Zwecken in der Liste der Anlage I des vorliegenden Erlasses angeführte Abfälle nach dem durch den vorliegenden Erlass bestimmten Verfahren aufwertet, wird von der in Artikel 11, § 1, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Genehmigung freigestellt, insofern sie die Registrierung gemäß dem Artikel 3 desselben Dekrets erhält.

Diese Registrierung wird für eine Dauer von zehn Jahren gewährt. Die Registrierung kann nicht an eine Drittperson abgetreten werden.

**Art. 3** - § 1. Für die Registrierung muss jede in Artikel 2 erwähnte Person folgende Bedingungen erfüllen:

1° falls es sich um eine natürliche Person handelt:

a) die belgische Staatsangehörigkeit besitzen oder Staatsangehöriger eines Mitgliedstaats der Europäischen Gemeinschaft sein;

b) im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;

c) nicht während der letzten fünf Jahre vor dem Antrag durch einen rechtskräftigen Entscheid für einen Verstoß gegen den Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, das Gesetz vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle, das Gesetz vom 9. Juli 1984 über die Einfuhr, Ausfuhr und Durchfuhr von Abfällen, das Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, das Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle, die Verordnung 259/93/EWG des Rats vom 1. Februar 1993 über die Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Gemeinschaft, das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, deren Durchführungserlasse oder gegen jede andere gleichwertige Gesetzgebung eines Mitgliedstaats der Europäischen Union verurteilt worden sein;

2° falls es sich um eine juristische Person in der Form einer Handelsgesellschaft handelt:

a) gemäß der belgischen Gesetzgebung oder derjenigen eines anderen Mitgliedstaats gegründet sein und ihren Gesellschafts- oder Betriebssitz in Belgien oder in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Gemeinschaft haben;

b) unter ihren Verwaltern, Geschäftsführern oder Personen, die dazu bevollmächtigt sind, im Namen des Betriebs Verpflichtungen einzugehen, lediglich solche Personen zu zählen, welche die in Punkt 1°, b und c, erwähnten Bedingungen erfüllen;

3° falls es sich um eine nicht in der Form einer Handelsgesellschaft gegründete juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts handelt: unter den Mitgliedern ihrer Verwaltungsorgane oder ihren für die die Registrierung erfordernden Vorgänge verantwortlichen Personalmitgliedern lediglich Personen zählen, welche die in Punkt 1°, b und c, erwähnten Bedingungen erfüllen.

§ 2. Der Registrierungsantrag wird beim Amt per Einschreiben bei der Post eingereicht oder gegen eine Abnahmebescheinigung mittels eines Formulars, dessen Muster in der Anlage V des vorliegenden Erlasses zu finden ist, beim Amt abgegeben.

Er enthält folgende Angaben und Unterlagen:

1° falls es sich um eine natürliche Person handelt:

a) die Identität und den Wohnsitz des Antragstellers;

b) ein Leumundszeugnis oder mangels dessen jede gleichwertige Unterlage;

c) die Nummer des Handelsregisters oder eine gleichwertige Registrierung;

d) die Mehrwertsteuernummer;

e) eine Beschreibung der Art der Abfälle, die aufzuwerten sind;

2° falls es sich um eine juristische Person in der Form einer Handelsgesellschaft handelt:

a) deren Rechtsform und Bezeichnung;

b) die Ortsangabe des Gesellschaftssitzes und der Betriebssitze;

c) die Namensliste der Verwalter, Geschäftsführer oder Personen, die dazu bevollmächtigt sind, im Namen des Betriebs Verpflichtungen einzugehen, und zwar unter Beifügung einer Abschrift der Unterlage zur Bezeichnung dieser Personen;

d) ein Leumundszeugnis der in Punkt c erwähnten Person(en) oder mangels dessen jede andere gleichwertige Unterlage;

e) die Nummer des Handelsregisters oder eine gleichwertige Registrierung;

f) die Mehrwertsteuernummer;

g) eine Beschreibung der Art der Abfälle, die aufzuwerten sind;

3° falls es sich um eine nicht in der Form einer Handelsgesellschaft gegründete juristische Person öffentlichen Rechts handelt:

- a) deren Rechtsform und Bezeichnung;
- b) die Ortsangabe des Gesellschaftssitzes und der Betriebssitze;
- c) die Namensliste der Mitglieder ihrer Verwaltungsorgane und ihrer für die Sammlung oder den Transport verantwortlichen Personalmitglieder, und zwar unter Beifügung einer Abschrift der Unterlage zur Bezeichnung dieser Personen;
- d) ein Leumundszeugnis der in Punkt c erwähnten Person(en) oder mangels dessen jede andere gleichwertige Unterlage;
- e) die Nummer des Handelsregisters oder eine gleichwertige Registrierung;
- f) die Mehrwertsteuernummer;
- g) eine Beschreibung der Art der Abfälle, die aufzuwerten sind.

§ 3. Innerhalb von zehn Tagen ab dem Erhalt des Antrags übermittelt das Amt dem Antragsteller ein Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung und überprüft, ob der Antrag die in dem vorliegenden Artikel erwähnten Angaben und Unterlagen enthält.

Ist die Akte unvollständig, setzt das Amt den Antragsteller innerhalb von dreißig Tagen davon in Kenntnis und gibt ihm die Unterlagen oder zusätzlichen Informationen an, die er zu liefern hat.

Ist die Akte vollständig, erklärt das Amt den Antrag für zulässig, registriert ihn und stellt dem Antragsteller per Einschreiben bei der Post seinen Beschluss innerhalb der in Absatz 2 vorgesehenen Frist zu.

Jeder Registrierungsbeschluss wird durch Veröffentlichung eines Auszugs im *Belgischen Staatsblatt* bekanntgegeben. Dieser Auszug gibt die Identität der natürlichen oder juristischen Person an, ob diese nun in der Form einer Handelsgesellschaft besteht oder nicht, die Inhaber der Registrierung ist, erwähnt die Art der von der Registrierung betroffenen Abfälle, unter Umständen die damit verbundenen Betriebsbedingungen, die Nummer und die Gültigkeitsdauer der Registrierung, sowie gegebenenfalls die Zusatzbestimmungen bezüglich des Transports oder der Sammlung die dort festgelegt würden.

§ 4. Auf der Grundlage eines Protokolls zur Feststellung eines Verstoßes gegen den Titel 1 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, das Gesetz vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle, das Gesetz vom 9. Juli 1984 über die Einfuhr, Ausfuhr und Durchfuhr von Abfällen, das Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, das Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle, die Verordnung 259/93/EWG des Rats vom 1. Februar 1993 über die Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Gemeinschaft, das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, deren Durchführungserlasse oder gegen jede andere gleichwertige Gesetzgebung eines Mitgliedstaats der Europäischen Union kann der Generaldirektor nach Einholung der Gutachten des Amtes und des mit der Überwachung beauftragten Beamten die Registrierung aussetzen oder streichen, nachdem dessen Inhaber die Möglichkeit gegeben wurde, seine Verteidigungsgründe gelten zu lassen und seine Lage in einer gegebenen Frist zu regulieren; im eigens begründeten Dringlichkeitsfall kann die Registrierung fristlos ausgesetzt oder gestrichen werden.

Die Aussetzung der Registrierung darf ein Jahr nicht überschreiten.

§ 5. Jeder aufgrund des Artikels 7 gefasste Beschluss wird dem Betroffenen per Einschreiben bei der Post zugestellt. Die Aussetzung oder Streichung der Registrierung wird durch Veröffentlichung eines Auszugs im *Belgischen Staatsblatt* bekanntgegeben.

**Art. 4 - § 1.** Unbeschadet der Einschränkungen, die in den Artikeln 16 bis 25 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers erwähnt werden und unbeschadet der Bestimmungen des CWATUP, insbesondere seines Artikels 84, können die in der Spalte 2 der Anlage I angegebenen Abfälle nach dem durch den vorliegenden Erlass festgelegten Verfahren folgendermaßen aufgewertet werden:

1° was die in der Spalte 3 mit einem Kreuz bezeichneten Abfälle betrifft, von den eingetragenen Personen, die über eine Buchführung der betreffenden Stoffe verfügen;

2° was die in der Spalte 4 mit einem Kreuz bezeichneten Abfälle betrifft, von den eingetragenen Personen, die über ein von dem Minister ausgestelltes Verwendungszeugnis für diese Stoffe verfügen;

3° was die unangekreuzten Abfälle der Spalten 3 und 4 betrifft, von den Personen, die über die Registrierung verfügen.

§ 2. Gemäß dem vorliegenden Erlass behält jeder Abfall seine Eigenschaft als Abfall und bleibt bis zum Zeitpunkt seiner Aufwertung der Regelung über die Abfälle unterworfen, insofern er gemäß der in der siebten Spalte der Anlage I festgelegten Verwendungsart benutzt wird.

**Art. 5 - § 1.** Jede Person, die gemäß dem Artikel 2 eine Registrierung erhalten hat und gemäß der in der siebten Spalte der Anlage I festgelegten Verwendungsart in der Spalte 3 der Anlage I mit einem Kreuz bezeichnete Abfälle aufwertet, führt unverzüglich und auf wahrheitsgetreue und vollständige Art und Weise Buch über die Abfälle, und zwar mit folgenden Angaben:

1° die Nummern der Lose;

2° die Art der nach den in der ersten Spalte der Anlage I erwähnten Codes identifizierten Abfälle;

- 3° die gelieferten Mengen;
- 4° die Lieferdaten;
- 5° je nach Fall die Identität und Anschrift der Empfänger oder Lieferanten;
- 6° die Herkunft oder Bestimmung der Lose.

§ 2. Diese Informationen werden in Registern festgehalten, und zwar derart, dass deren materielle Weiterführung, sowie deren Richtigkeit und die Unumkehrbarkeit der Buchungen gewährleistet wird. Diese Register werden nach den Daten ohne unausgefüllte Stellen und Lücken geführt. Im Falle einer Berichtigung muss die ursprüngliche Buchung lesbar bleiben.

Dieses Register besteht aus einem eingebundenen Band, dessen Seiten ohne Unterbrechung nummeriert und in Serien von 220 Seiten von dem mit der Überwachung beauftragten Beamten abgezeichnet und datiert werden, und dessen Muster vom Amt erstellt wird.

§ 3. Die in § 1 erwähnten Personen sind verpflichtet, ihre Register während einer Dauer von zehn Jahren ab dem 1. Januar des Jahres, das auf deren Abschluss folgt, aufzubewahren.

§ 4. Jede andere, aufgrund einer Genehmigung oder eines in Durchführung des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle auferlegte Registerführung gilt als Buchführung im Sinne des § 1.

**Art. 6** - § 1. Der in Artikel 4, § 1, 2° erwähnte Antrag auf ein Verwendungszeugnis wird von der in Artikel 2 erwähnten Person gemäß dem in der Anlage IV erwähnten Muster in einer Ausfertigung per Einschreiben oder Aushändigung gegen Abnahmebescheinigung beim Amt eingereicht.

§ 2. Dem Antrag werden folgende Unterlagen beigefügt:

1° eine innerhalb des Jahres durchgeführte Konformitätsprüfung, die den in der Anlage II festgelegten oder gegebenenfalls für die auf der Grundlage des Artikels 13 des vorliegenden Erlasses eingereichten Anträge vom Amt festgelegten Parametern entspricht;

2° eine Qualitätssicherungsprüfung über die Herstellung des Stoffs, die den in der Anlage III festgelegten oder gegebenenfalls für die auf der Grundlage des Artikels 13 des vorliegenden Erlasses eingereichten Anträge vom Amt festgelegten Parametern entspricht, wenn es sich nicht um behandelte Schlacke handelt;

3° ein Handbuch über die Verwendung des Stoffs, das zur Verfügung der Verwender gestellt wird und wenigstens die Informationen betreffend die technischen Daten und die Verwendungsart(en) angibt.

**Art. 7** - Der Antrag ist unvollständig, wenn die in Artikel 6 erwähnten Auskünfte nicht erteilt worden sind.

Der Antrag ist unzulässig, wenn:

- 1° er in Verletzung von Artikel 6, § 1, eingereicht worden ist;
- 2° er zweimal hintereinander als unvollständig angesehen wird.

**Art. 8** - § 1. Wenn der Antrag vollständig und zulässig ist, benachrichtigt das Amt den Antragsteller davon per Einschreibebrief innerhalb von fünfzehn Tagen ab Eingang des Antrags.

§ 2. Wenn der Antrag unvollständig ist oder wenn das Amt der Ansicht ist, dass es zusätzliche Informationen braucht, informiert es den Antragsteller unter denselben Bedingungen und innerhalb derselben Frist darüber unter Angabe der fehlenden Dokumente oder Auskünfte.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit des Antrags übermittelt der Antragsteller die beantragten Dokumente oder Auskünfte gemäß Artikel 6, Absatz 1, spätestens innerhalb von dreißig Tagen ab Eingang des in Absatz 1 erwähnten Einschreibebriefs.

Innerhalb von fünfzehn Tagen ab Eingang der ergänzenden Dokumente bzw. Auskünfte informiert das Amt den Antragsteller über die Vollständigkeit und die Zulässigkeit des Antrags nach den in § 1 erwähnten Modalitäten.

§ 3. Wenn der Antrag unzulässig ist, informiert das Amt den Antragsteller nach den in § 1 erwähnten Modalitäten oder gegebenenfalls innerhalb der in § 2, Absatz 3, vorgesehenen Frist. Es gibt in seinem Beschluss die Gründe der Unzulässigkeit an.

§ 4. Das Amt kann im Laufe der Überprüfung des Antrags zusätzliche Auskünfte über den Stoff, der Gegenstand des Antrags ist, beantragen. Die in § 5 und in Artikel 9 festgelegten Fristen werden um die Frist verlängert, im Laufe derer der Antragsteller dem Antrag des Amtes nachkommt, ohne dass die Dauer der Verlängerung dreißig Tage überschreiten könnte.

§ 5. Innerhalb von sieben Tagen ab dem Tage, an dem der Antrag vom Amt als vollständig und zulässig erachtet wird, gegebenenfalls um die in § 4 erwähnte Verlängerungsfrist verlängert, übermittelt das Amt dem Minister sein Gutachten mit einem Beschlussvorschlag.

**Art. 9** - Der Minister teilt dem Antragsteller seinen Beschluss per Einschreibebrief innerhalb von neunzig Tagen ab der Bekanntgabe der Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags mit, gegebenenfalls um die in Artikel 8, § 4, erwähnte Verlängerungsfrist verlängert.

Das Verwendungszeugnis wird für eine in dem Zeugnis festgelegte Periode ausgestellt, die fünf Jahre nicht überschreiten darf.

Es bestimmt die Periodizität und die Regeln betreffend die Probeentnahmen für die Qualitätssicherungsprüfung, die der Inhaber des Zeugnisses vornehmen und dem Amt mitteilen muss.

Jedem Transport von Abfällen, die von dem Verwendungszeugnis betroffen sind, muss eine Abschrift des Verwendungszeugnisses beigelegt werden.

**Art. 10** - Das Verwendungszeugnis kann vom Minister auf Gutachten des Amtes ausgesetzt oder entzogen werden, wenn die durch das Zeugnis verlangten Verpflichtungen oder die im vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen nicht eingehalten werden.

**Art. 11** - Das Verwendungszeugnis kann erneuert werden. In diesem Fall umfasst der Antrag auf Erneuerung, außer den in Artikel 6 erwähnten Auskünften, einen zusammenfassenden Bericht über die Qualitätsprüfungen, die im Laufe der letzten Gültigkeitsperiode des Verwendungszeugnisses ausgeführt wurden.

**Art. 12** - Das Amt führt ein Register, das die ausgestellten Verwendungszeugnisse angibt.

**Art. 13** - § 1. Der Minister kann die Aufwertung von nicht gefährlichen Abfällen, die nicht in der Anlage I angeführt werden, sowie andere Aufwertungen von nicht gefährlichen Abfällen, als diejenigen, die in der Anlage I des vorliegenden Erlasses vorgesehen sind, für jede Person fördern, die einen Registrierungsantrag gemäß dem durch den vorliegenden Erlass festgelegten Verfahren eingereicht hat. Diese Registrierung stellt von der in Artikel 11, § 1, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Genehmigung frei.

Jede gemäß dem Absatz 1 eingetragene Person führt gemäß Artikel 5 des vorliegenden Erlasses auf wahrheitsgetreue und vollständige Art und Weise Buch.

§ 2. Jede Person, die gemäß dem in § 1 erwähnten Verfahren Abfälle aufwerten möchte, reicht mittels eines Formulars, dessen Muster in der Anlage VI des vorliegenden Erlasses angeführt wird, einen Antrag ein, der in einer Ausfertigung dem Amt per Einschreiben zugesandt oder gegen eine Abnahmebescheinigung ausgehändigt wird.

Der Antrag ist unvollständig, wenn die in diesem Formular geforderten Auskünfte nicht erteilt worden sind.

§ 3. Das Amt setzt den Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags per Einschreiben von seinem Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit dessen Antrags in Kenntnis. Ist der Antrag unvollständig, werden in dem Beschluss die fehlenden Unterlagen oder Auskünfte angegeben.

Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang der ergänzenden Unterlagen bzw. Auskünfte setzt das Amt den Antragsteller gemäß dem in Absatz 1 vorgesehenen Verfahren von seinem Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags in Kenntnis.

§ 4. Der Antrag ist unzulässig, wenn:

1° er in Verletzung des Absatzes 1 eingereicht worden ist;

2° er zweimal hintereinander als unvollständig angesehen wird.

§ 5. Innerhalb von siebenzig Tagen ab der Zustellung des Beschlusses zur Feststellung der Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags übermittelt das Amt dem Minister einen Bericht. Dieser enthält einen Beschlussvorschlag, in dem die Erzeugungsumstände, Merkmale und Verwendungsarten der Abfälle angegeben werden, sowie unter Umständen einen Vorschlag für ein Verwendungszeugnis.

Das Amt kann während des Überprüfungsverfahrens zusätzliche Auskünfte fordern, die sich auf die Herkunft, Bestandteile und physisch-chemischen Merkmale des den Gegenstand des Antrags bildenden Abfalls beziehen, sowie die Auskünfte, die es für die vorgeschlagene Aufwertungsweise als erforderlich erachtet.

Die in Absatz 1 festgelegte Frist wird bis zum Eingang der erforderlichen zusätzlichen Auskünfte ausgesetzt.

§ 6. Der Minister fasst einen Beschluss über den Antrag und übermittelt ihn innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Eingang des Berichts des Amtes dem Antragsteller und dem Amt.

§ 7. Der Beschluss zur Genehmigung der Aufwertung der Abfälle gemäß dem in den §§ 1 bis 6 vorgesehenen Verfahren gilt als Registrierung im Sinne des vorliegenden Erlasses und stellt von der in Artikel 11, § 1, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Genehmigung frei.

**Art. 14** - Die Personen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in der Anlage I dieses Erlasses angeführte Abfälle aufwerten und die von der in Artikel 11, § 1, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Genehmigung freigestellt werden möchten, verfügen über eine Frist von einem Jahr ab diesem Inkrafttreten, um einen Registrierungsantrag einzureichen.

Diese Personen können diese Abfälle ohne die durch den vorliegenden Erlass vorgesehene Registrierung bis zur Zustellung des Beschlusses über den gemäß dem Absatz 1 eingereichten Registrierungsantrag weiterhin aufwerten.

**Art. 15.** Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999 zur Festlegung einer Liste von Produkten gleichzustellenden Stoffen wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 16** - Das Dekret vom 15. Februar 2001 zur Abänderung des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und das Dekret vom 11. März 1999 zur Einführung einer Umweltgenehmigung treten am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 17** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 18** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Juni 2001

De Minister-Präsident,  
J.-Cl. VANCAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Anlage I  
Liste der Abfälle

Code	Natur des Abfalls	Buchführung	Verwendungszeugnis	Umstände für die Aufwertung der Abfälle	Merkmale des aufgewerteten Abfalls	Anwendung (unter Einhaltung der Bestimmungen des CWATUP)
ERSTES VERWENDUNGSGEBIET: Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten						
170504	Abräumerde			Rückgewinnung und Verwendung von Naturerde aus der Grundstoffgewinnungsindustrie, der Anlage von Standorten oder Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten	Nicht verseuchte Naturerde, die den Bezugsmerkmalen der Leitliste von Anlage II, Punkt 1, entspricht	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Zuschüttungsarbeiten, mit Ausnahme der bestehenden technischen Vergrabungszentren und der Standorte, die im Plan der technischen Vergrabungszentren angegeben sind</li> <li>- Arbeiten zur Einrichtung von Geländen in Gebieten, die für die Verstärkung bestimmt sind</li> <li>- Sanierung von stillgelegten verschmutzten oder verseuchten Gewerbebetriebsgeländen gemäß einem von der Region genehmigten Verfahren</li> <li>- Anlage und Sanierung von technischen Vergrabungszentren</li> </ul>
191302	Dekontaminierte Erde	X	X	Rückgewinnung und Verwendung von Erde, die aus einem spezifischen Behandlungszentrum für die Entseuchung von verschmutzter Erde stammt	Entseuchte Erde, die den Bezugsmerkmalen der Leitliste von Anlage II, Punkt 2 entspricht	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Zuschüttungsarbeiten, mit Ausnahme der bestehenden technischen Vergrabungszentren und der Standorte, die im Plan der technischen Vergrabungszentren angegeben sind</li> <li>- Arbeiten zur Einrichtung von Geländen</li> <li>Die oben genannten Verwendungen können nur in den industriellen Gewerbegebieten im Sinne von Art. 30 des CWATUP erfolgen</li> <li>- Sanierung von stillgelegten verschmutzten oder verseuchten Gewerbebetriebsgeländen gemäß einem von der Region genehmigten Verfahren</li> <li>- Anlage und Sanierung von technischen Vergrabungszentren</li> </ul>
020401	Erde von Rüben und anderen Feldgemüseproduktionen			Rückgewinnung und Verwendung von Erde, die beim Waschen oder bei der mechanischen Verarbeitung auf Rütteltischen von Rüben oder anderen Feldgemüseproduktionen anfällt	Natürliche, nicht verseuchte Erde, die den Bezugsmerkmalen der Leitliste von Anlage II, Punkt 1, entspricht	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Zuschüttungsarbeiten, mit Ausnahme der bestehenden technischen Vergrabungszentren und der Standorte, die im Plan der technischen Vergrabungszentren angegeben sind</li> <li>- Arbeiten zur Einrichtung von Geländen</li> <li>- Sanierung von stillgelegten verschmutzten oder verseuchten Gewerbebetriebsgeländen gemäß einem von der Region genehmigten Verfahren</li> <li>- Anlage und Sanierung von technischen Vergrabungszentren</li> </ul>
010102	Gestein im natürlichen Zustand			Rückgewinnung und Verwendung von Gestein, das in der Grundstoffgewinnungsindustrie, bei der Einrichtung von Geländen oder Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten anfällt	Nicht verschmutztes, nicht metallhaltiges Gestein, das keine Reaktionen mit der Umgebung bzw. der Umwelt hervorbringen wird, und der Norm PTV401 entspricht	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Zuschüttungsarbeiten, mit Ausnahme der bestehenden technischen Vergrabungszentren und der Standorte, die im Plan der technischen Vergrabungszentren angegeben sind</li> <li>- Beschottungsarbeiten</li> <li>- Untergrundbauarbeiten</li> <li>- Grundbauarbeiten</li> <li>- Deckschichten</li> <li>- Randstreifen</li> <li>- Bau- oder Renovierungsarbeiten von bzw. an Kunstbauwerken oder Gebäuden</li> <li>- Sanierung von stillgelegten verschmutzten oder verseuchten Gewerbebetriebsgeländen gemäß einem von der Region genehmigten Verfahren</li> <li>- Anlage und Sanierung von technischen Vergrabungszentren</li> </ul>
010409I	Sand aus Natursteinen	X		Rückgewinnung und Verwendung von Sand, der bei der Be- und Verarbeitung von Natursteinen erzeugt wird	Sand, der der PTV400 entspricht	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Zuschüttungsarbeiten, mit Ausnahme der bestehenden technischen Vergrabungszentren und der Standorte, die im Plan der technischen Vergrabungszentren angegeben sind</li> <li>- Untergrundbauarbeiten</li> <li>- Grundbauarbeiten</li> <li>- Deckschichten</li> <li>- Sanierung von stillgelegten verschmutzten oder verseuchten Gewerbebetriebsgeländen gemäß einem von der Region genehmigten Verfahren</li> <li>- Anlage und Sanierung von technischen Vergrabungszentren</li> </ul>

Code	Natur des Abfalls	Buchführung	Verwendungszeugnis	Umstände für die Aufwertung der Abfälle	Merkmale des aufgewerteten Abfalls	Anwendung (unter Einhaltung der Bestimmungen des CWATUP)
010408	Steinaggregate	X		Verwendung von Stoffen, die aus einer genehmigten Sortierungs- und Zerkleinerungsanlage für inerte Abfälle von Bau- und Abbrucharbeiten oder Gestein im natürlichen Zustand stammen	Stoffe, die den Merkmalen der Tabelle 1 "Eigenart des Mischguts aus wiedergewonnenen Abfällen von Bau- und Abbrucharbeiten" der PTV406 entsprechen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Zuschüttungsarbeiten, mit Ausnahme der bestehenden technischen Vergrabungszentren und der Standorte, die im Plan der technischen Vergrabungszentren angegeben sind</li> <li>- Beschottungsarbeiten</li> <li>- Untergrundbauarbeiten</li> <li>- Grundbauarbeiten</li> <li>- Deckschichten</li> <li>- Randstreifen</li> <li>- Bau- oder Renovierungsarbeiten von bzw. an Kunstbauwerken oder Gebäuden</li> <li>- Sanierung von stillgelegten verschmutzten oder verseuchten Gewerbebetriebsgeländen gemäß einem von der Region genehmigten Verfahren</li> <li>- Anlage und Sanierung von technischen Vergrabungszentren</li> </ul>
170101	Mischgut aus Beton	X		Verwendung von Stoffen, die aus einer genehmigten Sortierungs- und Zerkleinerungsanlage für inerte Abfälle von Bau- und Abbrucharbeiten oder Gestein im natürlichen Zustand stammen	Stoffe, die den Merkmalen der Tabelle 1 "Eigenart des Mischguts aus wiedergewonnenen Abfällen von Bau- und Abbrucharbeiten" der PTV406 entsprechen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Zuschüttungsarbeiten, mit Ausnahme der bestehenden technischen Vergrabungszentren und der Standorte, die im Plan der technischen Vergrabungszentren angegeben sind</li> <li>- Beschottungsarbeiten</li> <li>- Untergrundbauarbeiten</li> <li>- Grundbauarbeiten</li> <li>- Deckschichten</li> <li>- Randstreifen</li> <li>- Bau- oder Renovierungsarbeiten von bzw. an Kunstbauwerken oder Gebäuden</li> <li>- Sanierung von stillgelegten verschmutzten oder verseuchten Gewerbebetriebsgeländen gemäß einem von der Region genehmigten Verfahren</li> <li>- Anlage und Sanierung von technischen Vergrabungszentren</li> </ul>
170103	Mischgut aus Abfällen von Maurerarbeiten	X		Verwendung von Stoffen, die aus einer genehmigten Sortierungs- und Zerkleinerungsanlage für inerte Abfälle von Bau- und Abbrucharbeiten oder Gestein im natürlichen Zustand stammen	Stoffe, die den Merkmalen der Tabelle 1 "Eigenart des Mischguts aus wiedergewonnenen Abfällen von Bau- und Abbrucharbeiten" der PTV406 entsprechen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Zuschüttungsarbeiten, mit Ausnahme der bestehenden technischen Vergrabungszentren und der Standorte, die im Plan der technischen Vergrabungszentren angegeben sind</li> <li>- Beschottungsarbeiten</li> <li>- Untergrundbauarbeiten</li> <li>- Grundbauarbeiten</li> <li>- Deckschichten</li> <li>- Randstreifen</li> <li>- Bau- oder Renovierungsarbeiten von bzw. an Kunstbauwerken oder Gebäuden</li> <li>- Sanierung von stillgelegten verschmutzten oder verseuchten Gewerbebetriebsgeländen gemäß einem von der Region genehmigten Verfahren</li> <li>- Anlage und Sanierung von technischen Vergrabungszentren</li> </ul>
170302A	Mischgut von bituminösen Straßenbelägen	X		Verwendung von Stoffen, die aus einer genehmigten Sortierungs- und Zerkleinerungsanlage für inerte Abfälle von Bau- und Abbrucharbeiten oder Gestein im natürlichen Zustand stammen	Stoffe, die den Merkmalen der Tabelle 1 "Eigenart des Mischguts aus wiedergewonnenen Abfällen von Bau- und Abbrucharbeiten" der PTV406 entsprechen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Zuschüttungsarbeiten, mit Ausnahme der bestehenden technischen Vergrabungszentren und der Standorte, die im Plan der technischen Vergrabungszentren angegeben sind</li> <li>- Beschottungsarbeiten</li> <li>- Untergrundbauarbeiten</li> <li>- Grundbauarbeiten</li> <li>- Deckschichten</li> <li>- Randstreifen</li> <li>- Bau- oder Renovierungsarbeiten von bzw. an Kunstbauwerken oder Gebäuden</li> <li>- Sanierung von stillgelegten verschmutzten oder verseuchten Gewerbebetriebsgeländen gemäß einem von der Region genehmigten Verfahren</li> <li>- Anlage und Sanierung von technischen Vergrabungszentren</li> </ul>
190307	Bituminöser Belag, bestehend aus Misch- oder Fräsgut von Straßenbelägen	X		Stoffe, die durch eine genehmigte Überdeckungsanlage im Kalt- oder Heißverfahren erzeugt werden	Stoffe, die dem Musterlastenheft RW99 entsprechen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Deckschichten</li> <li>- Randstreifen</li> </ul>
190305	Teerhaltiger Belag, bestehend aus Misch- oder Fräsgut von Straßenbelägen	X		Stoffe, die durch eine genehmigte Überdeckungsanlage im Kaltverfahren erzeugt werden	Stoffe, die dem Musterlastenheft RW99 entsprechen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Deckschichten</li> <li>- Randstreifen</li> </ul>

Code	Natur des Abfalls	Buchführung	Verwendungszeugnis	Umstände für die Aufwertung der Abfälle	Merkmale des aufgewerteten Abfalls	Anwendung (unter Einhaltung der Bestimmungen des CWATUP)
170302B	Misch- oder Fräsgut von bitumösen Straßenbelägen	X		Verwendung von Stoffen, die entweder durch eine genehmigten Sortierungs- und Zerkleinerungsanlage für inerte Abfälle von Bau- und Abbrucharbeiten oder aber durch das Fräsen von Belägen erzeugt werden	Stoffe, die dem Musterlastenheft RW99 entsprechen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Untergrundbauarbeiten</li> <li>- Grundbauarbeiten</li> <li>- Randstreifen</li> <li>- Deckschichten</li> </ul>
190112	Schlacken	X	X	Feststoffe, die durch eine Anlage erzeugt sind, die siebt, Metalle abscheidet, und rohe Schlacken reift, die aus Einheiten zur Verbrennung von Abfällen stammen, die nicht mit Flugasche oder mit Kesselstaub gemischt worden sind und die der in der Anlage III erwähnten Qualitätssicherungsprüfung entsprechen	Stoffe, die dem Musterlastenheft RW99 und anderseits der in Anlage II vorgesehenen Konformitätsprüfung entsprechen	Untergrundbauarbeiten
100202	Nicht verarbeitete Hochofenschlacken	X		Stoffe, die durch eine genehmigte Konditionierungsanlage erzeugt werden, die Schlacken, die bei der Gußeisenproduktion anfallen, als Rohstoff verwendet	Stoffe, die dem Musterlastenheft RW99 entsprechen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Untergrundbauarbeiten</li> <li>- Grundbauarbeiten</li> <li>- Deckschichten</li> <li>- Randstreifen</li> <li>- Schotter für Eisenbahn</li> </ul>
100202LD	Nicht verarbeitete LD-Schlacken	X		Stoffe, die durch eine genehmigte Konditionierungsanlage erzeugt werden, die LD-Schlacken, die bei der Stahlproduktion anfallen, als Rohstoff verwendet	Stoffe, die dem Musterlastenheft RW99 entsprechen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Untergrundbauarbeiten</li> <li>- Grundbauarbeiten</li> <li>- Deckschichten</li> <li>- Randstreifen</li> <li>- Schotter für Eisenbahn</li> </ul>
100202EAF	Nicht verarbeitete EAF-Schlacken	X		Stoffe, die durch eine genehmigte Konditionierungsanlage erzeugt werden, die EAF-Schlacken, die bei der Stahlproduktion anfallen, als Rohstoff verwendet	Stoffe, die dem Musterlastenheft RW99 entsprechen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Untergrundbauarbeiten</li> <li>- Grundbauarbeiten</li> <li>- Deckschichten</li> <li>- Randstreifen</li> <li>- Schotter für Eisenbahn</li> </ul>
100202S	Nicht verarbeitete Schlacken aus der Entschwefelung	X		Stoffe, die durch eine genehmigte Konditionierungsanlage erzeugt werden, die Entschwefelungsschlacken, die bei der Stahlproduktion anfallen, als Rohstoff verwendet	Stoffe, die dem Musterlastenheft RW99 entsprechen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Untergrundbauarbeiten</li> <li>- Grundbauarbeiten</li> <li>- Deckschichten</li> <li>- Randstreifen</li> <li>- Schotter für Eisenbahn</li> </ul>
170506A1	Produkte aus Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten (Sand, Steine, Schlamm)	X		Stoffe, die dem Bett und den Ufern der Wasserläufe und -flächen nach Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten entnommen werden, und einen Trockengehalt von mindestens 35 % aufweisen	Stoffe, die der Kategorie A angehören, wie sie im Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, in seiner letzten Fassung, bezeichnet sind	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Untergrundbauarbeiten</li> <li>- Grundbauarbeiten</li> <li>- Sanierung von stillgelegten verschmutzten oder verseuchten Gewerbebetriebsgeländen gemäß einem von der Region genehmigten Verfahren</li> <li>- Anlage und Sanierung von technischen Vergrabungszentren</li> </ul>

Code	Natur des Abfalls	Buchführung	Verwendungszeugnis	Umstände für die Aufwertung der Abfälle	Merkmale des aufgewerteten Abfalls	Anwendung (unter Einhaltung der Bestimmungen des CWATUP)
170506A2	Produkte aus Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten (Sand, Steine, Schlamm)	X		Stoffe, die dem Bett und den Ufern der Wasserläufe und -flächen nach Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten entnommen werden	Stoffe, die der Kategorie A angehören, wie sie im Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, in seiner letzten Fassung, bezeichnet sind	- Arbeiten zur Einrichtung des Betts und der Ufer von Wasserläufen und -flächen außerhalb der biologisch wertvollen Gebiete im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Naturerhaltung und der EWG-Richtlinien 79/409 und 92/43
010413I	Abfälle aus dem Sägen von Gestein	X		Verwendung von Stoffen aus dem Sägen von Gestein	Nicht verseuchtes Gestein	- Zuschüttungsarbeiten, mit Ausnahme der bestehenden technischen Vergrabungszentren und der Standorte, die im Plan der technischen Vergrabungszentren angegeben sind - Sanierung von stillgelegten verschmutzten oder verseuchten Gewerbebetriebsgeländen gemäß einem von der Region genehmigten Verfahren
170201	Eisenbahnschwellen	X		Verwendung von Materialien, die bei der Anlage oder Renovierung von Schienenwegen entfernt wurden	Gemäß den Lastenheften der NGBE behandeltes Holz	- Anlage von Stadtgebieten - Anlage von Gärten, Parks und Plantagen
100998	Mit gegossenem Bentonit gebundener Sand aus Gießereien	X		Verwendung vom Sand aus der Entleerung von Anlagen zur Fertigung von Formsand in Gießereien für eisenhaltige Metalle	Tonhaltiger Quarzsand, der kohlenstoffhaltige Zusatzmittel, bestehend aus gemahlener Kohle oder Teerpech enthalten kann, und der dem Musterlastenheft RW99 entspricht	- Beschottungsarbeiten - Untergrundbauarbeiten - Grundbauarbeiten - Randstreifen
ZWEITES VERWENDUNGSGEBIET: Bestandteile in der Herstellung von Endprodukten						
160117	Eisen-Metalle	X		Verwendung von Eisenmetallen, die selektiv sortiert und in Abbruch-, Sortierungs-, Zerkleinerungs-, Abreiß- oder Verbrennungszentren erzeugt werden	Stoffe, bei denen der Eisengehalt mehr als 90 % des Gewichtes beträgt	Herstellung von Gußeisen und Stahl
170405	Eisen-Metalle aus Bau- und Abbrucharbeiten	X		Verwendung von Eisenmetallen, die selektiv sortiert und in Abbruch-, Sortierungs-, Zerkleinerungs-, Abreiß- oder Verbrennungszentren erzeugt werden	Stoffe, bei denen der Eisengehalt mehr als 90 % des Gewichtes beträgt	Herstellung von Gußeisen und Stahl
190102	Eisen-Metalle aus der Enteisung der Schlacken	X		Verwendung von Eisenmetallen, die selektiv sortiert und in Abbruch-, Sortierungs-, Zerkleinerungs-, Abreiß- oder Verbrennungszentren erzeugt werden	Stoffe, bei denen der Eisengehalt mehr als 90 % des Gewichtes beträgt	Herstellung von Gußeisen und Stahl
191001	Eisen-Metalle, die bei der Zerkleinerung von Abfällen anfallen	X		Verwendung von Eisenmetallen, die selektiv sortiert und in Abbruch-, Sortierungs-, Zerkleinerungs-, Abreiß- oder Verbrennungszentren erzeugt werden	Stoffe, bei denen der Eisengehalt mehr als 90 % des Gewichtes beträgt	Herstellung von Gußeisen und Stahl

Code	Natur des Abfalls	Buchführung	Verwendungszeugnis	Umstände für die Aufwertung der Abfälle	Merkmale des aufgewerteten Abfalls	Anwendung (unter Einhaltung der Bestimmungen des CWATUP)
160118	Nichteisen-Metalle	X		Verwendung von Nichteisenmetallen, die selektiv sortiert und in Abbruch-, Sortierungs-, Zerkleinerungs-, Abreiß- oder Verbrennungszentren erzeugt werden	Stoffe, bei denen der Gehalt an Nicht-Eisenmetallen mehr als 60 % des Gewichtes beträgt	Herstellung von Nichteisen-Metallen und Legierungen aus Nichteisen-Metallen
170407	Nichteisen-Metalle aus Bau- und Abbrucharbeiten	X		Verwendung von Nichteisenmetallen, die selektiv sortiert und in Abbruch-, Sortierungs-, Zerkleinerungs-, Abreiß- oder Verbrennungszentren erzeugt werden	Stoffe, bei denen der Gehalt an Nicht-Eisenmetallen mehr als 60 % des Gewichtes beträgt	Herstellung von Nichteisen-Metallen und Legierungen aus Nichteisen-Metallen
191002	Nichteisen-Metalle aus der Zerkleinerung von Abfällen	X		Verwendung von Nichteisenmetallen, die selektiv sortiert und in Abbruch-, Sortierungs-, Zerkleinerungs-, Abreiß- oder Verbrennungszentren erzeugt werden	Stoffe, bei denen der Gehalt an Nicht-Eisenmetallen mehr als 60 % des Gewichtes beträgt	Herstellung von Nichteisen-Metallen und Legierungen aus Nichteisen-Metallen
100202B	Nicht verarbeitete Hochofenschlacken	X		Stoffe, die durch eine Konditionierungsanlage erzeugt werden, die die Schlacken, die sich aus der Erzeugung von Eisenguss ergeben, als Grundstoff verwenden	Schlacken, die die Erzeugung eines Zements mit dem BENOR- oder EG-Zeugnis ermöglichen	Vorbereitung von Zement CEM II, CEM III und CEM V nach der Norm NBN EN 197-1 und 2
100102	Flugasche	X		Verwendung von Flugasche aus der Elektrizitätserzeugung durch Wärmekraftwerke, die die Kohle als Brennstoff verwenden	Flugasche, die pozzolanische Eigenschaften hat, welche die Erzeugung eines Zements mit dem BENOR- oder DE-Zeugnis ermöglichen	Vorbereitung von Puzzolanzement, von CEM II nach der Norm NBN EN 197-1 und 2, von Füllern nach der Norm NBN N 11-127 und von Beton nach der Norm NBN EN 450
010413IIA	Kalkhaltige Füller	X		Verwendung von Kalkstaub aus dem Schnitt, dem Sägen und der Verarbeitung von Natursteinen	Kalkhaltige Füller, welche die Erzeugung eines Zements mit dem BENOR- oder DE-Zeugnis ermöglichen	Vorbereitung von Zement CEM II nach der Norm NBN EN 197-1 und 2 und von Füllern nach der Norm NBN N 11-127
010413IIB	Kalkhaltige Füller	X		Verwendung von Kalkstaub aus dem Schnitt, dem Sägen und der Verarbeitung von Naturgestein	Kalkhaltige Füller, welche den Verwendungskriterien der gewerblichen Beton- und Mörtshersteller genügen	Füllstoff in Beton und Mörtser
010409IIA	Natursande	X		Verwendung von Staub aus dem Schnitt, dem Sägen und der Verarbeitung von nichtmetallhaltigen Erzen	Sande, welche den Verwendungskriterien der gewerblichen Plastik- und Klebstoffherstellern genügen	Füllstoff in Plastik und Klebstoffen

Code	Natur des Abfalls	Buchführung	Verwendungszeugnis	Umstände für die Aufwertung der Abfälle	Merkmale des aufgewerteten Abfalls	Anwendung (unter Einhaltung der Bestimmungen des CWATUP)
010409IIB	Natursande aus Kalk/Dolomit	X		Verwendung von Staub aus dem Schnitt, dem Sägen und der Verarbeitung von Nichterzen, kalkigen oder Dolomit-Erzen	Sande, welche den Verwendungskriterien der Nicht-Eisen-Metallindustrie genügen	Zuschlag in der Erzeugung von Nichteisen-Metallen
010410IIA	Kalkstaub	X		Verwendung von Staub aus den genehmigten Anlagen zur Klärung der Ausstöße in die Atmosphäre in Nebengebäuden von Steinbrüchen, außer Brennanlagen	Kalkstaub, der den Verwendungskriterien entspricht, die von der chemischen Industrie für Neutralisatoren festgelegt werden	In der chemischen Industrie verwendeter Neutralisator
010410IIB	Kalkstaub	X		Verwendung von Staub aus den genehmigten Anlagen zur Klärung der Ausstöße in die Atmosphäre in Nebengebäuden von Steinbrüchen, außer Brennanlagen	Kalkstaub, der den Verwendungskriterien entspricht, die von den Betreibern von Kläranlagen festgelegt werden	Ausflockungsmittel
060904IIA	Phosphor- und Zitrinhaltiger Gips	X		Verwendung von Phosphor- und zitrinhaltigen Gipsen aus der Erzeugung von Phosphorsäure bzw. Zitronensäure	Phosphor- und zitrinhaltige Gipse, die den Verwendungskriterien entsprechen, die den von der Zementindustrie festgelegten Verwendungskriterien entsprechen	Regulator für die Zementbindung nach der Norm NBN B EN 197-1 und 2
060904IIB	Phosphor- und Zitrinhaltiger Gips	X		Verwendung von Phosphor- und zitrinhaltigen Gipsen aus der Erzeugung von Phosphorsäure bzw. Zitronensäure	Phosphor- und zitrinhaltige Gipse, die den Verwendungskriterien entsprechen, die den von der Gipsindustrie festgelegten Verwendungskriterien entsprechen	Erzeugung von Sprühgips
010409	Tonschlamm	X		Verwendung von Schlamm aus der Klärung und der Reinigung der Abwässer vom Waschen von Naturton	Schlamm, bei dem mindestens 90 % des Gewichts von trockenem Naturton dargestellt wird	Fertigung von Mauerziegeln
100202B2	Rohe Schlacken	X		Stoffe, die von einer genehmigten Konditionierungs- oder Umhüllungsanlage, die Schlacken aus der Erzeugung von Gusseisen verwendet, als Grundstoff erzeugt werden	Stoffe, die dem Musterlastenheft RW99 entsprechen	Erzeugung von bituminösen Mischgut auf der Basis von Granulierte Hochofenschlacken, Stückschlacken oder pelletisierte Schlacken

Code	Natur des Abfalls	Buchführung	Verwendungs- zeugnis	Umstände für die Aufwertung der Abfälle	Merkmale des aufgewerteten Abfalls	Anwendung (unter Einhaltung der Bestimmungen des CWATUP)
100202LD2	Rohe LD-Schlacken	X		Stoffe, die von einer genehmigten Konditionierungs- oder Umhüllungsanlage, die LD-Schlacken aus der Erzeugung von Stahl verwendet, als Grundstoff erzeugt werden	Stoffe, die dem Musterlastenheft RW99 entsprechen	Erzeugung von bituminösen Mischgut auf der Basis von Granulierte Hochofenschlacken, Stückschlacken oder pelletisierte LD-Schlacken
100202EAF2	Rohe EAF-Schlacken	X		Stoffe, die von einer genehmigten Konditionierungs- oder Umhüllungsanlage, die EAF-Schlacken aus der Erzeugung von Stahl verwendet, als Grundstoff erzeugt werden	Stoffe, die dem Musterlastenheft RW99 entsprechen	Erzeugung von bituminösen Mischgut auf der Basis von Granulierte Hochofenschlacken, Stückschlacken oder pelletisierte EAF-Schlacken
100201S2	Rohe Entschwefungsschlacken	X		Stoffe, die von einer genehmigten Konditionierungs- oder Umhüllungsanlage, die Entschwefungsschlacken aus der Erzeugung von Stahl verwendet, als Grundstoff erzeugt werden	Stoffe, die dem Musterlastenheft RW99 entsprechen	Erzeugung von bituminösen Mischgut auf der Basis von Granulierte Hochofenschlacken, Stückschlacken oder pelletisierte Entschwefelungsschlacken
190112II	Behandelte Schlacken	X	X	Feste Aggregate, die sich aus dem Sieben, der Scheidung von Metallen und der Reifung von rohen Schlacken ergeben, die aus Müllverbrennungsanlagen stammen und die nicht mit Flugasche oder mit Kesselstaub gemischt worden sind	Stoffe, die dem Musterlastenheft RW99 und der Konformitätsprüfung gemäß Anlage II entsprechen	Erzeugung von geformten Materialien, die sich aus einer Mischung von Schlacken mit einem hydraulischen Bindemittel behandelten Schlacken ergeben
170506AII	Natürliches Gestein und natürliche Steinaggregate	X		Verwendung von Stoffen, die dem Bett und den Ufern der Wasserläufe und -flächen nach Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten entnommen werden	Natürliches Gestein und natürliche Steinaggregate, die der PTV 400 genügen	Fertigung von Beton
100998II	Mit gegossenem Bentonit gebundener Sand aus Gießereien	X		Verwendung vom Sand aus der Entleerung von Anlagen zur Fertigung von Formsand in Gießereien für eisenhaltige Metalle	Tonhaltiger Quarzsand, der kohlenstoffhaltige Zusatzmittel, bestehend aus gemahlener Kohle oder Teerpech enthalten kann, und der den Verwendungskriterien der gewerblichen Erzeugern von Beton und Mauerziegeln entspricht	- Fertigung von geformten Materialien, die sich aus einer Mischung aus einem hydraulischen Bindemittel und mit gegossenem Bentonit gebundenem Sand aus Gießereien ergeben - Fertigung von geformten Materialien durch das Kochen einer Mischung, die mit gegossenem Bentonit gebundenen Sand aus Gießereien enthält

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle beigelegt zu werden.

Namur, den 14 Juni 2001

De Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

## Anlage II

## Merkmale der Abfälle

## 1. Liste der Bezugsmerkmale der nicht verseuchten Erde

Der Stoff darf das Folgende nicht enthalten:

1° sowohl in Masse als auch in Volumen:

mehr als 1 % nicht steinartiger Materialien wie Gips, Kautschuk, Isolierungsmaterialien, Dachhautmaterial;

mehr als 5 % organischer Materialien wie Holz, pflanzliche Reste;

mehr als 5 % steinartiger Materialien wie Natursteine, Bauschutt ...

2° die folgenden Elemente über den angegebenen Schwellenwert für einen Standardstoff mit einem Tongehalt von 10 % (für die mineralen Bestandteile) und einem Gehalt an organischen Stoffen von 2 % (für Trockensubstanz), die nach einem dem Amt mitgeteilten Verfahren durch ein zugelassenes Laboratorium analysiert werden:

Parameter	Schwellenwert (mg/kg trockener Stoff)
1. Metalle	
Arsen (As)	22,0
Cadmium (Cd)	1,0
Chrome (Cr) (2)	65,0
Kupfer (Cu)	50,0
Kobalt (Co)	20,0
Quecksilber (Hg)	1,6
Blei (Pb)	70,0
Nickel (Ni)	40,0
Zink (Zn)	150,0
2. Monozyklische aromatische Kohlenwasserstoffe	
Benzol	0,2
Aethylbenzol	0,6
Styrol	0,2
Toluol	0,4
Xylol	0,7
3. Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe (3)	
Benzo(a)anthracen	1,2
Benzenpyren	0,2
Benzo-(ghi)-Perylen	1,7
Benzo-(b)-Fluoranthren	0,5
Chrysen	1,0
Phenanthren	0,2
Fluoranthren	1,2
Indeno-(1,2,3-cd)-pyren	0,2
Naphtalin	0,6
4. Sonstige organische Stoffe (3)	
Extrahierbare Organohalogenverbindungen (EOX)	2,0
Phosphororganische Pestizide (insgesamt)	0,2
Aus Essigsäure abgeleitete chlorhaltige Diphenylpestizide (insgesamt)	0,2
Aromatische chloraminhaltige Pestizide (insgesamt)	0,2

Parameter	Schwellenwert (mg/kg trockener Stoff)
Triazinpestizide (insgesamt)	0,2
Chlorhaltige Pestizide (insgesamt)	0,1
Sonstige Pestizide (insgesamt)	0,02
Chlorbenzol	0,02
1.2- Dichlorbenzol (4)	0,02
1.3- Dichlorbenzol (4)	0,02
1.4- Dichlorbenzol (4)	0,02
Trichlorbenzol (5)	0,02
Tetrachlorbenzol (5)	0,004
Pentachlorbenzol	0,004
Hexachlorbenzol	0,002
1,2 Dichlorethan	0,02
Dichlormethan	0,02
Trichlormethan	0,02
Trichlorethen	0,02
Vinylchlorid	0,02
5. Sonstige organische Substanzen (3)	
Hexan	1,0
Heptan	1,0
Mineralöl	500
Oktan	1,0
Polychlorbiphenyle (PCB)	0,002

(1) Die Konzentration gilt für das Metall und dessen Bestandteile, die als Metall ausgedrückt werden. Für bestimmte Metalle wird der Schwellenwert anhand der nachstehenden Formel dem gemessenen Tongehalt und dem Gehalt an organischen Stoffen entsprechend bestimmt:

$$M(x,y) = M(10,2) * (A + B*x + C*y) / (A + B*10 + C*2)$$

wobei

M der Schwellenwert für einen Tongehalt von x % im Verhältnis zu einem Stoff mit einem Tongehalt von 10 % und für einen Gehalt an organischen Stoffen von y % im Verhältnis zu einem Stoff mit einem Gehalt an organischen Stoffen von 2 % ist;

x der Tongehalt in dem Stoff ist;

y der Gehalt an organischen Stoffen in dem Stoff ist;

A, B und C die Koeffizienten, die vom Metall abhängen und in der nachstehenden Tabelle angeführt sind:

	A	B	C
Arsen	14	0,5	0
Cadmium	0,4	0,003	0,05
Chrom	31	0,6	0
Kupfer	14	0,3	0
Quecksilber	0,5	0,0046	0
Blei	33	0,3	2,3
Nickel	6,5	0,2	0,3
Zink	46	1,1	2,3

Die Formel darf nur unter den folgenden Umständen angewandt werden:

- der gemessene Tongehalt liegt zwischen 1 und 50 %

- der gemessene Gehalt an organischen Stoffen liegt zwischen 1 und 20 %

Wenn der gemessene Tongehalt unter 1 % liegt, so ist ein vorausgesetzter Tongehalt von 1 % zu berücksichtigen. Liegt der gemessene Tongehalt über 50 %, so ist ein vorausgesetzter Tongehalt von 50 % zu berücksichtigen.

Wenn der gemessene Gehalt an organischen Stoffen unter 1 % liegt, ist ein vorausgesetzter Gehalt von 1 % zu berücksichtigen. Liegt der Gehalt über 50 %, ist ein vorausgesetzter Gehalt an organischen Stoffen von 50 % zu berücksichtigen.

(2) Das Chrom wird auf der Grundlage des dreiwertigen Chroms normalisiert. Wenn es Zeichen gibt, dass das Chrom in dem Stoff in Form sechswertigen Chroms vorhanden ist, dürfen die erhaltenen Angaben nicht benutzt werden und muss eine getrennte Schätzung des Risikos vorgenommen werden.

(3) Um beim Vergleich der gemessenen Konzentrationen an organischen Verbindungen und halogenierten Kohlenwasserstoffen die Merkmale des Stoffs berücksichtigen zu können, werden die zu erreichenden Sanierungsmerkmale gemäß der nachstehend angeführten Formel auf der Grundlage des gemessenen Gehalts an organischen Stoffen umgewandelt:

$$S(y) = S(2) \cdot y/2$$

wobei

S: der Schwellenwert ist, der für einen Stoff mit einem Gehalt an organischen Stoffen von y % im Verhältnis zu einem Stoff mit einem Gehalt an organischen Stoffen von 2 % festgelegt ist. Wenn der gemessene Gehalt an organischen Stoffen unter 1 % liegt, ist ein vorausgesetzter Gehalt von 1 % zu berücksichtigen. Liegt der Gehalt über 20 %, ist ein vorausgesetzter Gehalt an organischen Stoffen von 20 % zu berücksichtigen.

(4) Für die Isometer des Dichlorbenzols muss die folgende zusätzliche Bedingung erfüllt werden:

$$\frac{1,2\text{-Dichlorbenzol}}{\text{zu erreichender Schwellenwert (1,2)}} + \frac{1,3\text{-Dichlorbenzol}}{\text{zu erreichender Schwellenwert (1,3)}} < 1$$

wobei

das 1,2- Dichlorbenzol und das 1,3- Dichlorbenzol jeweils als die in 1,2- Dichlorbenzol gemessene Konzentration und als die in 1,3- Dichlorbenzol gemessene Konzentration zu lesen sind. Die zu erreichenden Schwellenwerte (1,2) und (1,3) sind als die zu erreichenden Sanierungsschwellenwerte für diese Elemente zu lesen.

(5) Die für das Trichlorbenzol und das Tetrachlorbenzol festgelegten Schwellenwerte finden immer Anwendung auf die Summe der Isometer.

## 2. Merkmale, welche die entseuchte Erde aufweisen muss

Die zu erreichenden Sanierungswerte finden Anwendung auf einen Standardstoff mit einem Tongehalt von 10 % (für die mineralen Bestandteile) und einem Gehalt an organischen Stoffen von 2 % (für den trockenen Stoff), die nach einem dem Amt mitgeteilten Verfahren durch ein zugelassenes Laboratorium analysiert werden.

Parameter	Schwellenwert (mg/kg trockener Stoff)
1. Metalle	
Arsen (As)	100,0
Cadmium (Cd)	8,0
Chrome (Cr) (2)	230,0
Kupfer (Cu)	210,0
Kobalt (Co)	100,0
Quecksilber (Hg)	15,0
Blei (Pb)	1 150,0
Nickel (Ni)	150,0
Zink (Zn)	680,0
2. Monozyklische aromatische Kohlenwasserstoffe	
Benzol	1,0
Aethylbenzol	35,0
Styrol	6,0
Toluol	100,0
Xylol	55,0
3. Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe (3)	
Benzo(a)anthracen	125,0
Benzpyren	1,0
Benzo-(ghi)-Perylen	18,0
Benzo-(b)-Fluoranthen	18,0

Parameter	Schwellenwert (mg/kg trockener Stoff)
Benzo-(k)-Fluoranthren	18,0
Chrysen	1,0
Phenanthren	65,0
Fluoranthren	65,0
Indeno-(1,2,3-cd)-pyren	18,0
Naphtalin	90,0
Anthrazen	18,0
5. Sonstige organische Substanzen (3)	
Mineralöle	750,0
6. Sonstige Parameter (4)	

(1) Die Konzentration gilt für das Metall und dessen Bestandteile, die als Metall ausgedrückt werden. Für bestimmte Metalle wird der Schwellenwert anhand der nachstehenden Formel dem gemessenen Tongehalt und dem Gehalt an organischen Stoffen entsprechend bestimmt:

$$M(x,y) = M(10,2) * (A + B*x + C*y) / (A + B*10 + C*2)$$

wobei

M der Schwellenwert für einen Tongehalt von x % im Verhältnis zu einem Stoff mit einem Tongehalt von 10 % und für einen Gehalt an organischen Stoffen von y % im Verhältnis zu einem Stoff mit einem Gehalt an organischen Stoffen von 2 % ist;

x der Tongehalt in dem Stoff ist;

y der Gehalt an organischen Stoffen in dem Stoff ist;

A, B und C die Koeffizienten, die vom Metall abhängen und in der nachstehenden Tabelle angeführt sind:

	A	B	C
Arsen	14	0,5	0
Cadmium	0,4	0,003	0,05
Chrom	31	0,6	0
Kupfer	14	0,3	0
Quecksilber	0,5	0,0046	0
Blei	33	0,3	2,3
Nickel	6,5	0,2	0,3
Zink	46	1,1	2,3

Die Formel darf nur unter den folgenden Umständen angewandt werden:

- der gemessene Tongehalt liegt zwischen 1 und 50 %,
- der gemessene Gehalt an organischen Stoffen liegt zwischen 1 und 20 %.

Wenn der gemessene Tongehalt unter 1 % liegt, so ist ein vorausgesetzter Tongehalt von 1 % zu berücksichtigen. Liegt der gemessene Tongehalt über 50 %, so ist ein vorausgesetzter Tongehalt von 50 % zu berücksichtigen.

Wenn der gemessene Gehalt an organischen Stoffen unter 1 % liegt, ist ein vorausgesetzter Gehalt von 1 % zu berücksichtigen. Liegt der Gehalt über 50 %, ist ein vorausgesetzter Gehalt an organischen Stoffen von 50 % zu berücksichtigen.

(2) Das Chrom wird auf der Grundlage des dreiwertigen Chroms normalisiert. Wenn es Zeichen gibt, dass das Chrom in dem Stoff in Form sechswertigen Chroms vorhanden ist, dürfen die erhaltenen Angaben nicht benutzt werden und eine getrennte Schätzung des Risikos muss vorgenommen werden.

(3) Um beim Vergleich der gemessenen Konzentrationen an Kohlenwasserstoffen die Merkmale des Stoffs berücksichtigen zu können, werden die zu erreichenden Sanierungsmerkmale gemäß der nachstehend angeführten Formel auf der Grundlage des gemessenen Gehalts an organischen Stoffen umgewandelt:

$$S(y) = S(2) * y/2$$

wobei

S: der zu erreichende Sanierungsschwellenwert ist, der für einen Stoff mit einem Gehalt an organischen Stoffen von y % im Verhältnis zu einem Stoff mit einem Gehalt an organischen Stoffen von 2 % festgelegt ist. Wenn der gemessene Gehalt an organischen Stoffen unter 1 % liegt, ist ein vorausgesetzter Gehalt von 1 % zu berücksichtigen. Liegt der Gehalt über 20 %, ist ein vorausgesetzter Gehalt an organischen Stoffen von 20 % zu berücksichtigen.

(4) die Bestimmung von anorganischen oder organischen Elementen oder Verbindungen, die in der Liste nicht aufgeführt sind, kann sowohl bei der Bearbeitung des Antrags auf eine Zertifizierung als auch bei Überprüfung der Stofflose, für welche die Entseuchung Stoffe betrifft, die nicht in der Liste aufgeführt sind, beim Amt beantragt werden.

### 3. Konformitätsprüfung für behandelte Schlacken und Derivate von behandelten Schlacken, die mit einem hydraulischen Bindemittel gemischt werden

#### A. Auslaugprüfung:

Die Auslaugprüfung wird nach der holländischen Norm NEN 7343 (Februar 1995) für ein Verhältnis L/S von 10 durchgeführt.

Parameter	Schwellenwert	Einheiten	Analytische Methode
Metalle			
Sb	0,3	mg/kg T.S. (1)	DIN3806-22 (1998) Methode ICP od. SAA
Al	2 000	mg/kg T.S.	DIN3806-22 (1998) Methode ICP od. SAA
As (tot)	0,8	mg/kg T.S.	ISO659551982°DIN38405-18-85/DIN3806-22 (88)
Cd	0,03	mg/kg T.S.	ISO8288 (1990) DIN38406-10-85/DIN3806-22 (88)
Co	0,25	mg/kg T.S.	ISO8288 (1990) DIN34406-24-91/DIN3806-22 (88)
Cr (tot)	0,5	mg/kg T.S.	SO9174 (1990) DIN38406-10-85/DIN3806-22 (88)
Cr (VI)	0,05	mg/L.	ISO11083 (1994) /Durch Kalometrie
Cu	5,0	mg/kg T.S.	ISO8288 (1986) DIN34406-24-91/DIN3806-22 (88)
Hg	0,02	mg/kg T.S.	ISO5666-1/3-83DIN38406-12-80/DIN3806-22 (88)
Pb	2,2	mg/kg T.S.	ISO8288 (1986) DIN38406-06-81/DIN3806-22 (88)
Mo	1,8	mg/kg T.S.	DIN3806-22 (1988) Methode ICP od. SAA
Ni	1,8	mg/kg T.S.	ISO8288 (1996) DIN38406-08-85/DIN3806-22 (88)
Ti	2,4	mg/kg T.S.	DIN3806-22 (1988) Methode ICP od. SAA
Zn	4,0	mg/kg T.S.	ISO8288 (1996) DIN38406-08-85/DIN3806-22 (88)
Alkalisch K	1 700	mg/kg T.S.	DIN3806-22 (1988) Methode ICP od. SAA
Salze	6 000	mg/kg T.S.	NEN6476 (1981)
Cl <sup>-</sup>	0,2	mg/kg T.S.	ISO6703-1/4 (1984/85) DIN38405-14-88
CN <sup>-</sup>	20,0	mg/kg T.S.	ISO10359-1 (1992) DIN38405-19-88
F <sup>-</sup>	4 000	mg/kg T.S.	DIN38405-19-1988 od. 20-1991
SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup>			
Sonstige Parameter (4)			

#### B. Prüfung betreffend die Zusammensetzung der rohen Probe

Parameter	Schwellenwert	Einheiten	Analytische Methode
<b>Organische Verbindungen (2)</b>			
Extrahierbare Kohlenwasserstoffe (C <sub>10</sub> bis C <sub>40</sub> )	1 500	mg/kg T.S.	GC/FID GC/MS
EOX (3)	7,0	mg/kg T.S.	DIN38414-17-89
HAM (btex)	2,1	mg/kg T.S.	EPA602 (1984)
HAP gesamt (6 von Borneff)	4,3	mg/kg T.S.	EPA610GC/FID GC/MS HPLC
PCB gesamt (28,52,101,118,138,153,180)	0,2	mg/kg T.S.	EPA508 GC/CE oder GC/MS
Sonstige Parameter (5)			

Anmerkungen:

- (1) T.S.: Trockensubstanz
- (2) Nur auszuführen, wenn ihr Vorhandensein durch eine Abtastung in Gaschromatographie mit einem Massenspektrometer nachgewiesen wird (GC-MS).
- (3) absorbierbare Halogenkohlenwasserstoffe.
- (4) Extrahierbare Halogenkohlenwasserstoffe.
- (5) Die Feststellung von besonderen anorganischen oder organischen Elementen oder Verbindungen kann vom Amt bei der Überprüfung des Antrags beantragt werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle beigelegt zu werden.

Namur, den 14. Juni 2001

De Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

## Anlage III

**Qualitätssicherungsprüfung für Abfälle,  
die die Ausstellung eines Verwendungszeugnisses erfordern**

Behandelte Schlacken und Derivate von behandelten Schlacken, die mit einem hydraulischen Bindemittel gemischt werden

## A. Auslaugprüfung

Die Prüfung wird nach der Norm DIN 38414 - S4 (eine Auslaugung von 24 St.) für die hierunter angegebenen Parameter ausgeführt und muss durch ein zugelassenes Laboratorium vorgenommen werden:

Parameter	Schwellenwert	Einheiten	Analytische Methode
Ph	7-12		ISO-DIS 10 523 DIN 38404 - 05 - 84
Leitfähigkeit	6000	S/cm	DIN 38404-C8-09-84
Metalle			
Sb	0,2	mg/L	DIN3806-22 (1998) Methode ICP od. SAA
Al	2 000	mg/L	DIN3806-22 (1998) Methode ICP od. SAA
As (Tot)	0,1	mg/L	Durch Kolometrie
Cd	0,1 (*)	mg/L	ISO8288 (1990) DIN38406-10-85/DIN3806-22 (88)
Co	0,1	mg/L	ISO8288 (1990) DIN34406-24-91/DIN3806-22 (88)
Cr (VI)	0,1 (*)	mg/L	ISO11083 (1994) / Durch Kolometrie
Cu	2,0 (*)	mg/L	ISO8288 (1986) DIN34406-24-91/DIN3806-22 (88)
Hg	0,02 (*)	mg/L	ISO5666-1/3-83DIN38406-12-80/DIN3806-22 (88)
Pb	0,2 (*)	mg/L	ISO8288 (1986) DIN38406-06-81/DIN3806-22 (88)
Mo	0,15	mg/L	DIN3806-22 (1988) Methode ICP od. SAA
Ni	0,2 (*)	mg/L	ISO8288 (1996) DIN38406-08-85/DIN3806-22 (88)
Ti	2,0	mg/L	DIN3806-22 (1988) Methode ICP od. SAA
Zn	0,9 (*)	mg/L	ISO8288 (1996) Methode ICP od. SAA
Stickstoffhaltige			
NO <sub>2</sub> <sup>2-</sup>	3,0	mg/L	NEN6653 (1992)
NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	50,0	mg/L	NEN6646 (1990)
Salze			
Cl-	500,0	mg/L	NEN6476 (1981)
CN-	0,46	mg/kg T.S. (1)	ISO6703-1/4 (1984/85) DIN38405-14-88
F-	5,0	mg/L	ISO10359-1 (1992) DIN38405-19-88
SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup>	1 000,0	mg/L	DIN38405-19-1988 ou 20-1991
Sonstige Parameter (4)			

(\*) Die Summe der Konzentrationen dieser Metalle muss unter 5mg/L liegen.

## B. Prüfung betreffend die Zusammensetzung der rohen Probe

Parameter	Schwellenwert	Einheiten	Analytische Methode
Organische Verbindungen (2)			
Extrahierbare Kohlenwasserstoffe (C <sub>10</sub> bis C <sub>40</sub> )	1 500	mg/kg T.S.	GC/FID GC/MS
EOX (3)	7	mg/kg T.S.	DIN38414-17-89
Sonstige Parameter (4)			

## Anmerkungen:

(1) T.S.: Trockensubstanz.

(2) Nur auszuführen, wenn ihr Vorhandensein durch eine Abtastung in Gaschromatographie mit einem Massenspektrometer nachgewiesen wird (GC-MS).

(3) Extrahierbare Halogenkohlenwasserstoffe.

(4) die Feststellung von besonderen anorganischen oder organischen Elementen oder Verbindungen kann vom Amt bei der Überprüfung des Antrags beantragt werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle beigefügt zu werden.

Namur, den 14. Juni 2001

De Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

## Anlage IV

**Formular des Antrags auf ein Verwendungszeugnis**

An die folgende Anschrift zurückzuschicken:

Office wallon des Déchets  
Avenue Prince de Liège 15  
5100 JAMBES  
Rufnummer: 081-33 65 58  
Fax: 081-33 65 33

<p>Der Verwaltung vorbehaltenes Feld</p> <p>Akte Nr.: .....</p> <p>Anmerkungen:</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
--

## 1. Personalien des Antragstellers

1° natürliche Person

<p>Name, Vorname: .....</p> <p>Geburtsdatum und -ort: ..... am .....</p> <p>Anschrift:</p> <p>Straße: ..... Nr.: ..... Postfach: .....</p> <p>PLZ: ..... Gemeinde: .....</p> <p>Rufnummer (Büro): ..... Faxnummer (Büro): .....</p> <p>Privatrufnummer: ..... Handy: .....</p>
--

2° Gesellschaft

<p>Bezeichnung: .....</p> <p>Straße: ..... Nr.: ..... Postfach: .....</p> <p>PLZ: ..... Gemeinde: .....</p> <p>Rufnummer (Büro): ..... Faxnummer (Büro): .....</p> <p>Verantwortliche Person:</p> <p>Name, Vorname: .....</p> <p>Anschrift:</p> <p>Straße: ..... Nr.: ..... Postfach: .....</p> <p>PLZ: ..... Gemeinde: .....</p> <p>Rufnummer (Büro): ..... Faxnummer (Büro): .....</p> <p>Privatrufnummer: ..... Handy: .....</p>
---

## 2. Personalien des Erzeugers

## 1° natürliche Person

Name, Vorname: .....		
Geburtsdatum und -ort: ..... am .....		
Anschrift:		
Straße: .....		Nr.: ..... Postfach: .....
PLZ: .....		Gemeinde: .....
Rufnummer (Büro): .....		Faxnummer (Büro): .....
Privatrufnummer: .....		Handy: .....

## 2° Gesellschaft

Bezeichnung: .....		
Anschrift des Gesellschaftssitzes		
Straße: .....		Nr.: ..... Postfach: .....
PLZ: .....		Gemeinde: .....
Rufnummer (Büro): .....		Faxnummer (Büro): .....
Verantwortliche Person:		
Name, Vorname: .....		
Anschrift:		
Straße: .....		Nr.: ..... Postfach: .....
PLZ: .....		Gemeinde: .....
Rufnummer (Büro): .....		Faxnummer (Büro): .....
Privatrufnummer: .....		Handy: .....
Anschrift des Betriebssitzes		
Straße: .....		Nr.: ..... Postfach: .....
PLZ: .....		Gemeinde: .....
Rufnummer (Büro): .....		Faxnummer (Büro): .....
Verantwortliche Person:		
Name, Vorname: .....		
Anschrift:		
Straße: .....		Nr.: ..... Postfach: .....
PLZ: .....		Gemeinde: .....
Rufnummer (Büro): .....		Faxnummer (Büro): .....
Privatrufnummer: .....		Handy: .....

Zustimmung des Erzeugers (1):	
Name der verantwortlichen Person: .....	
Datum:	
Unterschrift:	
(1) Nur auszufüllen, wenn der Erzeuger nicht der Antragsteller ist.	

## 3. Kennzeichnung

## 1° Identifizierung des Abfalls

Anwendung: ..... ..... ..... ..... ..... Jährliche erzeugte Menge (in Tonnen) *: ..... *ggf. den verwendeten Umrechnungsfaktor der m <sup>3</sup> in Tonnen angeben
--

## 2°) Daten des zugelassenen Laboratoriums

Straße: ..... Nr.: ..... Postfach: ..... PLZ: ..... Gemeinde: ..... Rufnummer (Büro): ..... Faxnummer (Büro): ..... Verantwortliche Person für das Laboratorium: Name, Vorname: ..... Anschrift: Straße: ..... Nr.: ..... Postfach: ..... PLZ: ..... Gemeinde: ..... Rufnummer (Büro): ..... Faxnummer (Büro): ..... Privatrufnummer: ..... Handy: .....
---

Der Analysebericht wird dem vorliegenden Antrag beigelegt.

Der Antragsteller bestätigt ehrenwörtlich, dass die vorstehenden Auskünfte richtig sind:

Datum, Name, Vorname und Unterschrift des Antragstellers:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle beigelegt zu werden.

Namur, den 14. Juni 2001

De Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

## Anlage V

**Formular für den Antrag  
auf eine Registrierung und für die Registrierung**

An die folgende Anschrift zurückzuschicken:

Office wallon des Déchets  
Avenue Prince de Liège 15  
5100 JAMBES  
Rufnummer: 081-33 65 58  
Fax: 081-33 65 33

Der Verwaltung vorbehaltenes Feld Akte Nr.: ..... Anmerkungen: ..... ..... .....
---

1. Personalien des Antragstellers

1°) natürliche Person

Name, Vorname: .....	
Geburtsdatum und -ort: ..... am .....	
Anschrift:	
Straße: .....	Nr.: ..... Postfach: .....
PLZ: .....	Gemeinde: .....
Rufnummer (Büro): .....	Faxnummer (Büro): .....
Privatrufnummer: .....	Handy: .....

2°) Gesellschaft

Bezeichnung: .....	
Straße: ..... Nr.: ..... Postfach: .....	
PLZ: ..... Gemeinde: .....	
Rufnummer (Büro): ..... Faxnummer (Büro): .....	
Verantwortliche Person:	
Name, Vorname: .....	
Anschrift:	
Straße: .....	Nr.: ..... Postfach: .....
PLZ: .....	Gemeinde: .....
Rufnummer (Büro): .....	Faxnummer (Büro): .....
Privatrufnummer: .....	Handy: .....

Bitte die nötigen Unterlagen als Anlage beifügen zur Überprüfung, ob der Antragsteller die in Artikel 4, § 1, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle festgelegten Bedingungen erfüllt.



## Anlage VI

**Formular für den Antrag auf eine Registrierung zur Aufwertung von Abfällen, die in der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle nicht aufgeführt sind**

An die folgende Anschrift zurückzuschicken:

Office wallon des Déchets  
Avenue Prince de Liège 15  
5100 JAMBES  
Rufnummer: 081-33 65 58  
Fax: 081-33 65 33

Der Verwaltung vorbehaltenes Feld Akte Nr.: ..... Anmerkungen: ..... ..... .....
---

1. Personalien des Antragstellers

1° natürliche Person

Name, Vorname: .....	
Geburtsdatum und -ort: ..... am .....	
Anschrift:	
Straße: .....	Nr.: ..... Postfach: .....
PLZ: .....	Gemeinde: .....
Rufnummer (Büro): .....	Faxnummer (Büro): .....
Privatrufnummer: .....	Handy: .....

2° Gesellschaft

Bezeichnung: .....	
Straße: .....	
Nr.: ..... Postfach: .....	
PLZ: .....	
Gemeinde: .....	
Rufnummer (Büro): .....	
Faxnummer (Büro): .....	
Verantwortliche Person:	
Name, Vorname: .....	
Anschrift:	
Straße: .....	
Nr.: ..... Postfach: .....	
PLZ: .....	
Gemeinde: .....	
Rufnummer (Büro): .....	
Faxnummer (Büro): .....	
Privatrufnummer: .....	
Handy: .....	

Bitte die nötigen Unterlagen als Anlage beifügen zur Überprüfung, ob der Antragsteller die in Artikel 4, § 1, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle festgelegten Bedingungen erfüllt.



Name, Vorname: .....	
Anschrift:	
Straße: .....	Nr.: ..... Postfach: .....
PLZ: .....	Gemeinde: .....
Rufnummer (Büro): .....	Faxnummer (Büro): .....
Privatrufnummer: .....	Handy: .....
Anschrift des Betriebssitzes	
Straße: .....	Nr.: ..... Postfach: .....
PLZ: .....	Gemeinde: .....
Rufnummer (Büro): .....	Faxnummer (Büro): .....
Verantwortliche Person:	
Name, Vorname: .....	
Anschrift:	
Straße: .....	Nr.: ..... Postfach: .....
PLZ: .....	Gemeinde: .....
Rufnummer (Büro): .....	Faxnummer (Büro): .....
Privatrufnummer: .....	Handy: .....

Zustimmung des Erzeugers (1):	
Name der verantwortlichen Person: .....	
Datum:	
Unterschrift:	
(1) Nur auszufüllen, wenn der Erzeuger nicht der Antragsteller ist.	

2° Daten des zugelassenen Laboratoriums (ggf.)

Straße: .....	Nr.: ..... Postfach: .....
PLZ: .....	Gemeinde: .....
Rufnummer (Büro): .....	Faxnummer (Büro): .....
Verantwortliche Person für das Laboratorium:	
Name, Vorname: .....	
Anschrift:	
Straße: .....	Nr.: ..... Postfach: .....
PLZ: .....	Gemeinde: .....
Rufnummer (Büro): .....	Faxnummer (Büro): .....
Privatrufnummer: .....	Handy: .....

Der Analysebericht wird dem vorliegenden Antrag ggf. beigelegt.

Der Antragsteller fügt als Anlage zum vorliegenden Erlass alle Unterlagen bei, anhand deren die Umstände der Erzeugung, die Merkmale der Abfälle und die betreffenden Anwendungsweisen bekannt gemacht werden können.

Der Antragsteller bestätigt ehrenwörtlich, dass die vorstehenden Auskünfte richtig sind:

Datum, Name, Vorname und Unterschrift des Antragstellers:

Der Antragsteller bestätigt ehrenwörtlich, dass die vorstehenden Auskünfte richtig sind:

Datum, Name, Vorname und Unterschrift des Antragstellers:

**Beschluss über den antrag**

Aufgrund des am ..... eingereichten Antrags;  
 In der Erwägung, dass der Antrag am ..... für vollständig und zulässig erklärt worden ist;  
 Aufgrund der vom Antragsteller erteilten Informationen;  
 Aufgrund:

In der Erwägung, dass die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle erforderlichen Bedingungen vom Antragsteller erfüllt werden / nicht erfüllt werden (Unzutreffendes bitte streichen);

Wird die Registrierung ab dem ..... für einen Zeitraum von zehn Jahren erteilt/nicht erteilt. (Unzutreffendes bitte streichen).

Anlage: eventuelle Bedingungen für den Transport, die Sammlung oder die Verwendung: Ja/Nein

Der Sachbearbeiter,

Der leitende Beamte

Der Minister

Datum Reg.Nr.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle beigelegt zu werden.

Namur, den 14. Juni 2001

De Minister-Präsident,  
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
 M. FORET

—  
 VERTALING

**MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST**

N. 2001 — 1802

[C — 2001/27388]

**14 JUNI 2001. — Besluit van de Waalse Regering waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 3 en 11;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie de dato 12 maart 2001 overeenkomstig artikel 3 van de Richtlijn 75/442 betreffende de afvalstoffen zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten), uitgebracht op 19 maart 2001;

Gelet op het advies van de gewestelijke Commissie voor afvalstoffen, uitgebracht op 12 april 2001;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 tot vaststelling van een lijst van met producten gelijk te stellen stoffen op te heffen daar het aanzienlijke toepassingsmoeilijkheden met zich brengt en de aanvragen voor gebruikscertificaten aan de minister voorgelegd worden voor beslissing en daar zo spoedig mogelijk een einde dient te worden gemaakt met de uitvoering van een besluit dat strijdig is met het Europese recht;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om het besluit goed te keuren daar het ertoe strekt het besluit van 20 mei 1999 tot vaststelling van een lijst van met producten gelijk te stellen stoffen op te heffen en te vervangen door een registratiestelsel dat met het Europese recht overeenstemt en bijgevolg een einde kan maken met een stelsel dat strijdig is met het Europese recht en momenteel zowel voor de Raad van State als door de Europese commissie in een procedure tegen België met betrekking tot bedoeld besluit aangevochten wordt;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 29 mei 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° minister : de minister bevoegd voor leefmilieu;

3° dienst : « Office wallon des déchets » (Waalse dienst voor afvalstoffen);

4° erkend laboratorium : laboratorium erkend overeenkomstig artikel 40 van het decreet;

5° CTI : centrum voor technische ingruaving;

6° CWATUP : Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

7° gebied voor bedrijfsruimten met een industrieel karakter : gebied bedoeld onder artikel 30, tweede lid, van het CWATUP of gebied hoofdzakelijk bestemd voor activiteiten van industriële aard of voor economische activiteiten die om urbanistische, veiligheids-, gezondheids- of milieuredenen geïsoleerd moeten worden krachtens een gemeentelijk plan van aanleg.

**Art. 2.** Personen die om beroepsredenen een nuttige toepassing maken van de afvalstoffen opgenomen op de lijst in bijlage I van dit besluit volgens de procedure die in dit besluit wordt bepaald is vrijgesteld van de vergunning bedoeld in artikel 11, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen indien zij een registratie krijgen overeenkomstig artikel 3 van bedoeld decreet.

Die registratie wordt verleend voor een periode van tien jaar. De registratie kan niet aan een derde worden overgedragen.

**Art. 3. § 1.** Om te worden geregistreerd moet elke persoon bedoeld in artikel 2 voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° indien het om een natuurlijke persoon gaat :

a) Belg zijn of onderdaan van een lidstaat van de Europese Gemeenschap;

b) de politieke en burgerlijke rechten genieten;

c) niet zijn veroordeeld in de loop van de vijf laatste jaren voorafgaand aan de aanvraag door een beslissing die in kracht van gewijsde is getreden wegens een inbreuk op titel I van het algemeen reglement van de arbeidsbescherming, op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, de wet van 9 juli 1984 betreffende de invoer, de uitvoer en de doorvoer van afvalstoffen, het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 25 juli 1991 met betrekking tot de belasting op afvalstoffen in het Waalse Gewest, de Verordening 259/93/EEG van de Raad van 1 februari 1993 met betrekking tot de overbrenging van afvalstoffen bij de invoer in, de uitvoer uit en binnen de Europese Gemeenschap, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, de toepassingsbesluiten ervan of iedere andere gelijkaardige wetgeving van een lidstaat van de Europese Gemeenschap;

2° indien het om een rechtspersoon gaat onder de vorm van een handelsvennootschap :

a) opgericht zijn overeenkomstig de Belgische wetgeving of de wetgeving van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap en zijn vennootschaps- of bedrijfszetel in België of in een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap hebben;

b) in het aantal bestuurders, beheerders of personen die de vennootschap kunnen binden, enkel personen opgenomen hebben die voldoen aan de voorwaarden onder 1°, b) en c);

3° indien het gaat om een publiekrechtelijke rechtspersoon of een privaatrechtelijke rechtspersoon die niet onder de vorm van een handelsvennootschap is opgericht : in het aantal leden van de beheersorganen en personeelsleden die aansprakelijk zijn voor de verrichtingen waarvoor de registratie werd aangevraagd enkel personen te hebben opgenomen die voldoen aan de voorwaarden onder 1°, b) en c).

§ 2. De registratieaanvraag wordt bij de dienst ingediend bij ter post aangetekende brief of tegen overhandiging van een ontvangstbewijs bij de dienst door middel van een formulier waarvan het model opgenomen is onder bijlage V bij dit besluit.

In de aanvraag dienen aangegeven te worden :

1° voor een natuurlijke persoon :

a) identiteit en woonplaats van de aanvrager;

b) bewijs van goed zedelijk gedrag van de persoon/personen bedoeld onder c) of, bij gebrek daaraan, elk ander gelijkwaardig stuk;

c) handelsregisternummer of een gelijkaardige registratie;

d) BTW-nummer;

e) een nota waarin de aard van de afvalstoffen waarvan een nuttige toepassing kan worden gemaakt, omschreven worden;

2° voor een rechtspersoon onder de vorm van een handelsvennootschap :

a) rechtsvorm en benaming;

b) melding van de plaats waar de vennootschapszetel en de bedrijfszetels gevestigd zijn;

c) de namenlijst van de bestuurders, beheerders of personen die de vennootschap kunnen binden, en een bijgaand afschrift van de akte waarbij die personen aangewezen worden;

d) bewijs van goed zedelijk gedrag van de persoon/personen bedoeld onder c) of, bij gebrek daaraan, elk ander gelijkwaardig stuk;

e) handelsregisternummer of een gelijkaardige registratie;

f) BTW-nummer;

g) een nota waarin de aard van de afvalstoffen waarvan een nuttige toepassing kan worden gemaakt, omschreven worden;

3° voor een publiekrechtelijke rechtspersoon die niet onder de vorm van een handelsvennootschap is opgericht :

a) rechtsvorm en benaming;

b) melding van de plaats waar de vennootschapszetel en de bedrijfszetels gevestigd zijn;

c) de namenlijst van de bestuurders, beheerders of personen die de vennootschap kunnen binden, en een bijgaand afschrift van de akte waarbij die personen aangewezen worden;

d) bewijs van goed zedelijk gedrag van de persoon/personen bedoeld onder c) of, bij gebrek daaraan, elk ander gelijkwaardig stuk;

e) handelsregisternummer of een gelijkaardige registratie;

f) BTW-nummer;

g) een nota waarin de aard van de afvalstoffen waarvan een nuttige toepassing kan worden gemaakt, omschreven worden;

§ 3. Binnen de tien dagen na ontvangst van de aanvraag wordt door de dienst een ontvangstbewijs naar de aanvrager gestuurd en wordt nagekeken of de inlichtingen en stukken die in dit artikel bedoeld zijn, in de aanvraag opgenomen zijn.

Indien het dossier onvolledig is, wordt de aanvrager daarvan op de hoogte gebracht binnen de dertig dagen na ontvangst van de aanvraag en wordt aangegeven welke inlichtingen of stukken hij ter aanvulling over moet maken.

Indien het dossier volledig is, verklaart de dienst de aanvraag ontvankelijk, wordt die laatste geregistreerd en wordt de aanvrager van de beslissing in kennis gesteld binnen de termijn voorzien in het tweede lid, bij ter poste aangetekende brief.

Elke beslissing met betrekking tot de registratie wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. In dat uittreksel wordt melding gemaakt van de identiteit van de natuurlijke of van de al dan niet onder de vorm van een handelsvennootschap opgerichte rechtspersoon die houder is van de registratie, van de aard van de afvalstoffen waarvoor de registratie werd verleend, de bedrijfsvoorwaarden die gebeurlijk met de registratie verbonden zijn, het nummer en de geldigheidsperiode van de registratie en, eventueel, de aanvullende bepalingen in verband met het vervoer en de inzameling van de afvalstoffen.

§ 4. Op grond van een proces-verbaal waarbij een inbreuk vastgesteld wordt op titel I van het algemeen reglement van de arbeidsbescherming, op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, de wet van 9 juli 1984 betreffende de invoer, de uitvoer en de doorvoer van afvalstoffen, het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 25 juli 1991 met betrekking tot de belasting op afvalstoffen in het Waalse Gewest, de Verordening 259/93/EEG van de Raad van 1 februari 1993 met betrekking tot de overbrenging van afvalstoffen bij de invoer in, de uitvoer uit en binnen de Europese Gemeenschap, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, de toepassingsbesluiten ervan of iedere andere gelijkaardige wetgeving van een lidstaat van de Europese Gemeenschap kan de directeur-generaal na het advies van de dienst en van de ambtenaar belast met het toezicht te hebben ingewonnen, de registratie schorsen of schrappen nadat de houder van de registratie de mogelijkheid werd gegeven om zich te verdedigen en binnen een bepaalde termijn zijn positie te hebben geregulariseerd; bij dringende noodzakelijkheid die met redenen is omkleed kan de registratie geschorst of geschrapt worden zonder opgave van termijn.

De schorsing van de registratie mag de termijn van één jaar niet overschrijden.

§ 5. Elke beslissing die getroffen wordt krachtens artikel 7 wordt medegedeeld aan belanghebbende bij ter post aangetekende brief. De schorsing of schrapping van de registratie wordt per uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 4.** § 1. Onverminderd de beperkingen bedoeld in de artikelen 16 tot en met 25 van het besluit van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinningsgebieden, de voorkomingsgebieden en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen en onverminderd de bepalingen van het CWATUP, inzonderheid artikel 84, kan een nuttige toepassing worden gemaakt van de afvalstoffen opgenomen in kolom 2 van bijlage I volgens de procedure bepaald bij dit besluit :

1° voor de afvalstoffen voorzien van een kruisje in kolom 3, door de geregistreerde personen die over een voorraadboekhouding van de bedoelde stoffen beschikken;

2° voor de afvalstoffen voorzien van een kruisje in kolom 4, door de geregistreerde personen die over een gebruikscertificaat beschikken voor die stoffen die door de minister verleend werd;

3° voor de afvalstoffen waarvoor geen kruisje opgenomen werd in de kolommen 3 en 4, door de personen die over de registratie beschikken.

§ 2. Overeenkomstig dit besluit behoudt elke afvalstof zijn hoedanigheid als afvalstof en is hij blijvend onderworpen aan de regelgeving betreffende de afvalstoffen tot op het ogenblik waarop er een nuttige toepassing van wordt gemaakt voor zover hij aangewend wordt overeenkomstig de aanwendingsmethode opgegeven onder kolom 7 van bijlage I.

**Art. 5.** § 1. Personen aan wie een registratie verleend werd overeenkomstig artikel 2 en die een nuttige toepassing maken van de afvalstoffen voorzien van een kruisje in kolom 3 van bijlage I overeenkomstig de aanwendingsmethode bepaald onder de zevende kolom van bijlage I moeten onverwijld een betrouwbare en volledige voorraadboekhouding houden waarbij voor de afvalstoffen melding wordt gemaakt van :

1° de nummers van de partijen afvalstoffen;

2° de aard van de afvalstoffen vermeld volgens de codes die in de eerste kolom van bijlage I bepaald worden;

3° de geleverde hoeveelheden;

4° de leveringsdatums;

5° de identiteit en het adres van de bestemmingen of de leveranciers, al naar gelang;

6° de oorsprong of de bestemming van de partijen.

§ 2. Die inlichtingen worden opgenomen in registers die op een dergelijke wijze worden gehouden dat ze de materiële continuïteit, de regelmatigheid en de onomkeerbaarheid van de geschriften vrijwaren. Die registers worden volgens datum gehouden, zonder witregels of gebreken. Wanneer ze verbeterd moeten worden, moet het oorspronkelijk geschrevene zichtbaar blijven.

Bedoelde registers moeten in een boekdeel worden gebonden met van volgnummers voorziene pagina's die geparafeerd en van datum voorzien moeten worden door de ambtenaar die belast is met het toezicht en per reeks van 220 bladzijden samengaan volgens het model opgesteld door de dienst.

§ 3. De personen bedoeld onder § 1 zijn verplicht de registers tien jaar lang te bewaren vanaf de datum van 1 januari van het jaar volgend op de afsluiting ervan.

§ 4. Het houden van andere registers opgelegd door een vergunning of een besluit in toepassing van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen wordt met de voorraadboekhouding bedoeld onder § 1 gelijkgesteld.

**Art. 6.** § 1. De aanvraag voor een gebruikscertificaat bedoeld onder artikel 4, § 1, 2° wordt ingediend door de persoon bedoeld onder artikel 2 overeenkomstig het model in bijlage IV in één exemplaar bij aangetekende brief of overhandigd tegen ontvangstbewijs bij de dienst.

§ 2. De aanvraag gaat vergezeld van :

1° een conformiteitstest die verricht wordt binnen de termijn van één jaar over de gebruikte stof die beantwoordt aan de parameters vastgesteld onder bijlage II of eventueel omschreven door de dienst voor de aanvragen ingediend op grond van artikel 13 van dit besluit;

2° een test met betrekking tot de quality-control op de productie van de stof die beantwoordt aan de parameters vastgesteld onder bijlage III of eventueel omschreven door de dienst indien het niet gaat om behandelde slakken en voor de aanvragen die worden ingediend op grond van artikel 13 van dit besluit;

3° van een handleiding voor het gebruik van de stof die ter beschikking wordt gesteld van de gebruikers en waarin minstens een overzicht wordt gegeven van de inlichtingen in verband met de technische eigenschappen en de gebruikswijze(n).

**Art. 7.** De aanvraag is onvolledig indien de inlichtingen bedoeld onder artikel 6 niet meegegeed werden.

De aanvraag is niet ontvankelijk :

1° indien ze wordt ingediend in strijd met artikel 6, § 1;

2° indien ze tot twee keer toe als onvolledig wordt beschouwd.

**Art. 8.** § 1. Indien de aanvraag volledig en ontvankelijk is, wordt de aanvrager daarvan door de dienst op de hoogte gebracht bij aangetekende brief binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag.

§ 2. Indien de aanvraag onvolledig is of indien de dienst meent dat aanvullende inlichtingen nodig zijn, wordt de aanvrager daarvan op de hoogte gesteld onder dezelfde voorwaarden en binnen dezelfde termijnen waarbij melding wordt gemaakt van de ontbrekende stukken en inlichtingen.

Op straffe van onontvankelijkheid van de aanvraag moeten de stukken en inlichtingen die ter aanvulling werden opgevraagd door de aanvrager worden ingediend overeenkomstig artikel 6, eerste lid, ten laatste binnen een termijn van dertig dagen volgend op de ontvangst van de aangetekende brief bedoeld onder het eerste lid.

Binnen een termijn van vijftien dagen volgend op de ontvangst van de aanvullende inlichtingen en stukken wordt de aanvrager door de dienst op de hoogte gebracht van de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag volgens de regels voorzien onder § 1.

§ 3. Indien de aanvraag onontvankelijk is, wordt de aanvrager daarvan op de hoogte gebracht volgens de regels bedoeld onder § 1 of, eventueel, binnen de termijn voorzien onder § 2, derde lid. In de beslissing wordt melding gemaakt van de onontvankelijkheidsgronden.

§ 4. De dienst kan tijdens de behandeling van de aanvraag aanvullende inlichtingen opvragen over de stoffen die aanleiding gaven tot het indienen van de aanvraag. De termijnen vastgesteld onder § 5 en in artikel 9 worden verlengd met de termijn waarbinnen de aanvrager de vraag van de dienst beantwoordt zonder dat de duur van de verlening meer dan dertig dagen mag bedragen.

§ 5. Binnen een termijn van zeventig dagen te rekenen vanaf de dag waarop de aanvraag door de dienst als volledig en ontvankelijk wordt verklaard en eventueel verlengd door de verleningstermijn bedoeld onder § 4 maakt de dienst zijn advies aan de minister over samen met een voorstel tot beslissing.

**Art. 9.** De minister deelt zijn beslissing aan de aanvrager mee bij aangetekende brief binnen een termijn van negentig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag, eventueel verlengd door de verlengingstermijn bedoeld onder artikel 8, § 4.

Het gebruikscertificaat wordt afgeleverd voor een in het certificaat bepaalde periode en voor hoogstens vijf jaar.

In het certificaat worden de periodiciteit en de regels voor de monsterneming van de test voor quality-control vastgesteld die de houder van het certificaat moet verrichten en aan de dienst meedelen.

Vervoer van de afvalstoffen bedoeld in het gebruikscertificaat moet vergezeld gaan van een afschrift van bedoeld certificaat.

**Art. 10.** Het gebruikscertificaat wordt geschorst of ingetrokken door de minister op advies van de dienst indien de verplichtingen die het certificaat oplegt en de voorwaarden die bij dit besluit zijn vastgesteld, niet worden nageleefd.

**Art. 11.** Het gebruikscertificaat kan worden hernieuwd. In dat geval houdt de hernieuwingsaanvraag naast de inlichtingen bedoeld in artikel 6 een samenvattend verslag in van de kwaliteitstests die werden verricht tijdens de laatste periode waarin het gebruikscertificaat geldig was.

**Art. 12.** De dienst houdt een register waarin de afgeleverde gebruikscertificaten worden opgenomen.

**Art. 13.** § 1. De minister kan de nuttige toepassing bevorderen van ongevaarlijke afvalstoffen die niet vermeld zijn in bijlage I, evenals andere nuttige toepassingen van ongevaarlijke afvalstoffen dan die voorzien onder bijlage I van dit besluit voor elke persoon die een registratieaanvraag indient volgens de procedure vastgesteld bij dit besluit. Die registratie geldt als vrijstelling van de vergunning bedoeld in artikel 11, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

Elke persoon die geregistreerd is krachtens het eerste lid houdt een betrouwbare en volledige boekhouding overeenkomstig artikel 5 van dit besluit.

§ 2. Elke persoon die wenst een nuttige toepassing van afvalstoffen te verrichten overeenkomstig de procedure bedoeld onder § 1 dient een aanvraag in door middel van een formulier waarvan het model opgenomen is in bijlage VI bij dit besluit en dat bij aangetekende brief of tegen ontvangstbewijs bij de dienst ingereikt moet worden in één exemplaar.

De aanvraag geldt als onvolledig indien de gevraagde inlichtingen van dit formulier niet verstrekt worden.

§ 3. De dienst brengt de aanvrager op de hoogte van zijn beslissing met betrekking tot de volledigheid en de ontvankelijkheid van zijn aanvraag, bij aangetekende brief binnen de vijftien dagen van de aanvraag. Indien de aanvraag onvolledig is, wordt in de beslissing melding gemaakt van de ontbrekende stukken en inlichtingen.

Binnen de vijftien dagen volgend op de ontvangst van de aanvullende inlichtingen en stukken brengt de dienst de aanvrager op de hoogte van diens beslissing in verband met de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag, volgens de procedure voorzien in het eerste lid.

§ 4. De aanvraag is onontvankelijk indien :

1° ingereikt in strijd met het eerste lid;

2° hij tot twee keer toe onvolledig wordt verklaard.

§ 5. De dienst brengt verslag uit bij de minister binnen een termijn van zeventig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van de beslissing waarbij de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag worden vastgesteld. Dat verslag houdt een voorstel tot beslissing in waarbij productievoorwaarden, -eigenschappen en de gebruikswijzen van de afvalstoffen worden aangegeven, evenals een gebeurlijk voorstel tot het verlenen van een gebruikscertificaat.

De dienst kan tijdens de behandeling van de aanvraag aanvullende inlichtingen opvragen in verband met de oorsprong, de samenstellende delen en de fysisch-chemische eigenschappen van de afvalstof waarvoor een aanvraag is ingediend, evenals inlichtingen die hij nodig acht in verband met het voorstel voor het traject dat door de nuttige toepassing wordt afgelegd.

De termijn vastgesteld in het eerste lid wordt geschorst tot en met de ontvangst van de gevraagde aanvullende inlichtingen.

§ 6. De minister beslist over de aanvraag en maakt zijn beslissing aan de aanvrager over, evenals aan de dienst binnen een termijn van twintig dagen vanaf de ontvangst van het door de dienst opgestelde verslag.

§ 7. De beslissing waarbij de nuttige toepassing van de afvalstoffen wordt toegelaten overeenkomstig de procedure vastgesteld in de paragrafen één tot en met zes geldt als registratie in de zin van dit besluit en geldt als vrijstelling van de vergunning bedoeld onder artikel 11, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

**Art. 14.** De personen die een nuttige toepassing maken van de afvalstoffen onder bijlage I bij dit besluit op het ogenblik van diens inwerkingtreding en die wensen vrijgesteld te worden van de vergunning bedoeld in artikel 11, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, beschikken over een termijn van één jaar te rekenen vanaf bedoelde inwerkingtreding om een aanvraag tot registratie in te dienen.

Die personen kunnen bedoelde afvalstoffen verder valoriseren zonder de registratie voorzien bij dit besluit tot en met het ogenblik waarop kennis gegeven wordt van de beslissing over de aanvraag tot registratie die werd ingediend overeenkomstig het eerste lid.

**Art. 15.** Het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 tot vaststelling van een lijst van met producten gelijk te stellen stoffen wordt opgeheven.

**Art. 16.** Het decreet van 25 februari 2001 tot wijziging van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning treden in werking de dag van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 18.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 juni 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage I  
Afvallstoffenlijst

Code	Aard van de afvalstoffen	Voorraadboekhouding	Gebruikscertificaat	Context valorisatie van de afval	Kenmerken van de gevaloriseerde afval	Gebruikswijze (met inachtneming van de bepalingen van het « CWATUP »)
Eerste gebruikssfeer : civieltechnische werken						
170504	Afgegraven aarde			Terugwinning en gebruik van natuurlijke aarde uit de mijnbouw, n.a.v. inrichting sites of civieltechnische werken	Natuurlijke en milieuongevaarlijke aarde volgens referentiekenmerken omschreven in oriënteringslijst bijlage II, 1.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Grondaanvullingswerken, met uitzondering van de bestaande "CET" (centra voor technische ingraving) en van de sites bedoeld in het plan van de "CET".</li> <li>- Werken voor de inrichting van sites in bebouwingsgebieden</li> <li>- Vernieuwing van verontreinigde of besmette afgedankte bedrijfsruimten volgens een door het Gewest goedgekeurd proces</li> <li>- Inrichting en vernieuwing van de centra voor technische ingraving ("CET")</li> </ul>
191302	Voor het milieu onschadelijk gemaakte aarde	X	X	Terugwinning en gebruik van aarde uit een behandelingscentrum speciaal voorzien voor milieuongevaarlijk maken vervuilen aarde	Milieuongevaarlijk gemaakte aarde zoals die beantwoordt aan de opgelegde kenmerken bijlage II, punt 2.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Grondaanvullingswerken, met uitzondering van de bestaande "CET" en van de sites bedoeld in het plan van de "CET".</li> <li>- Werken voor de inrichting van sites De hierbovenvermelde toepassingen mogen slechts in gebieden voor bedrijfsruimten met een industrieel karakter zoals bedoeld in artikel 30 van het "CWATUP"</li> <li>- Vernieuwing van verontreinigde of besmette afgedankte bedrijfsruimten volgens een door het Gewest goedgekeurd proces</li> <li>- Inrichting en vernieuwing van de centra voor technische ingraving ("CET")</li> </ul>
020401	Aan suiker- en voederbieten geklonterde aarde en aarde van groenteteelten			Terugwinning en gebruik van aarde losgekomen na wassen of mechanische behandeling op vibrerende tafel van suiker en voederbieten en andere groenteteelten	Milieuongevaarlijk gemaakte natuurlijke aarde zoals die beantwoordt aan de opgelegde kenmerken bijlage II, punt 1.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Grondaanvullingswerken, met uitzondering van de bestaande "CET" en van de sites bedoeld in het plan van de "CET".</li> <li>- Werken voor de inrichting van sites in bebouwingsgebieden</li> <li>- Vernieuwing van vervuilde of besmette afgedankte bedrijfsruimten volgens een door het Gewest goedgekeurd proces</li> <li>- Inrichting en vernieuwing van de centra voor technische ingraving ("CET")</li> </ul>
010102	Steenachtige bouwstoffen in natuurlijke toestand			Terugwinning en gebruik van steenachtige bouwstoffen uit de mijnbouw, n.a.v. inrichting sites of civieltechnische werken	Natuurlijke steenachtige niet ertshoudende en onbesmette bouwstoffen die geen reactie kunnen hebben met het omringende milieu en die voldoen aan PTV401	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Grondaanvullingswerken, met uitzondering van de bestaande "CET"</li> <li>- Steenslagverhardingen</li> <li>- Onderfunderingswerken</li> <li>- Funderingswerken</li> <li>- Bekledingslagen</li> <li>- Bermen</li> <li>- Werken voor de bouw of de restauratie van kunstwerken of gebouwen</li> <li>- Vernieuwing van vervuilde of besmette afgedankte bedrijfsruimten volgens een door het Gewest goedgekeurd proces</li> <li>- Inrichting en vernieuwing van de centra voor technische ingraving ("CET")</li> </ul>

Code	Aard van de afvalstoffen	Voorraadboek-houding	Gebruiks-certificaat	Context valorisatie van de afval	Kenmerken van de gevaloriseerde afval	Gebruikswijze (met inachtneming van de bepalingen van het « CWATUP »)
010409I	Natuursteen	X		Terugwinning en gebruik van zand uit bewerken van natuursteen	Zand dat voldoet aan PTV400	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Grondaanvullingswerken, met uitzondering van de bestaande "CET"</li> <li>- Onderfunderingswerken</li> <li>- Funderingswerken</li> <li>- Aanbrengen van een deklaag</li> <li>- Vernieuwing van vervuilde of besmette afgedankte bedrijfsruimten volgens een door het Gewest goedgekeurd proces</li> <li>- Inrichting en vernieuwing van de centra voor technische ingraving ("CET")</li> </ul>
010408	Granulaten uit steenachtige bouwstoffen	X		Gebruik van bouwstoffen afkomstig van een installatie belast met het sorteren en malen van inerte steengruis en afbraakpuin of steenachtige bouwstoffen in natuurlijke toestand	Stoffen die beantwoorden aan de kenmerken van tabel 1 "aard van de granulaten van gerecycleerde steengruis en afbraakpuin. » van PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Grondaanvullingswerken, met uitzondering van de bestaande "CET"</li> <li>- Steenslagverhardingen</li> <li>- Onderfunderingswerken</li> <li>- Funderingswerken</li> <li>- Aanbrengen van een deklaag</li> <li>- Bermen</li> <li>- Werken voor de bouw of de restauratie van kunstwerken of gebouwen</li> <li>- Vernieuwing van vervuilde of besmette afgedankte bedrijfsruimten volgens een door het Gewest goedgekeurd proces</li> <li>- Inrichting en vernieuwing van de centra voor technische ingraving ("CET")</li> </ul>
170101	Betongranulaten	X		Gebruik van bouwstoffen afkomstig van een installatie belast met het sorteren en malen van inerte steengruis en afbraakpuin of steenachtige bouwstoffen in natuurlijke toestand	Stoffen die beantwoorden aan de kenmerken van tabel 1 "aard van de granulaten van gerecycleerde steengruis en afbraakpuin. » van PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Grondaanvullingswerken, met uitzondering van de bestaande "CET"</li> <li>- Steenslagverhardingen</li> <li>- Onderfunderingswerken</li> <li>- Funderingswerken</li> <li>- Aanbrengen van een deklaag</li> <li>- Bermen</li> <li>- Werken voor de bouw of de restauratie van kunstwerken of gebouwen</li> <li>- Vernieuwing van vervuilde of besmette afgedankte bedrijfsruimten volgens een door het Gewest goedgekeurd proces</li> <li>- Inrichting en vernieuwing van de centra voor technische ingraving ("CET")</li> </ul>
170103	Granulaten van afbraakpuin	X		Gebruik van bouwstoffen afkomstig van een installatie belast met het sorteren en malen van inerte steengruis en afbraakpuin of steenachtige bouwstoffen in natuurlijke toestand	Stoffen die beantwoorden aan de kenmerken van tabel 1 "aard van de granulaten van gerecycleerde steengruis en afbraakpuin. » van PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Grondaanvullingswerken, met uitzondering van de bestaande "CET"</li> <li>- Steenslagverhardingen</li> <li>- Onderfunderingswerken</li> <li>- Funderingswerken</li> <li>- Aanbrengen van een deklaag</li> <li>- Bermen</li> <li>- Werken voor de bouw of de restauratie van kunstwerken of gebouwen</li> <li>- Vernieuwing van vervuilde of besmette afgedankte bedrijfsruimten volgens een door het Gewest goedgekeurd proces</li> <li>- Inrichting en vernieuwing van de centra voor technische ingraving ("CET")</li> </ul>

Code	Aard van de afvalstoffen	Voorraadboekhouding	Gebruikscertificaat	Context valorisatie van de afval	Kenmerken van de gevaloriseerde afval	Gebruikswijze (met inachtneming van de bepalingen van het « CWATUP »)
170302A	Bitumineuze granulaten afkomstig van wegdek	X		Gebruik van bouwstoffen afkomstig van een installatie belast met het sorteren en malen van inerte steengruis en afbraakpuin of steenachtige bouwstoffen in natuurlijke toestand	Stoffen die beantwoorden aan de kenmerken van tabel 1 "aard van de granulaten van gerecycleerde steengruis en afbraakpuin. » van PTV 406	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Grondaanvullingswerken, met uitzondering van de bestaande "CET"</li> <li>- Steenslagverhardingen</li> <li>- Onderfunderingswerken</li> <li>- Funderingswerken</li> <li>- Aanbrengen van een deklaag</li> <li>- Bermen</li> <li>- Werken voor de bouw of de restauratie van kunstwerken of gebouwen</li> <li>- Vernieuwing van vervuilde of besmette afgedankte bedrijfsruimten volgens een door het Gewest goedgekeurd proces</li> <li>- Inrichting en vernieuwing van de centra voor technische ingraving ("CET")</li> </ul>
190307	Bitumineus grind van granulaten of gefreesde delen afkomstig van wegdek	X		Bouwstoffen uit warm- of koudwikkelininstallatie	Stoffen die beantwoorden aan modelbestek RW99	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bekledingslagen</li> <li>- Bermen</li> </ul>
190305	Teerachtig grind van granulaten of gefreesde delen afkomstig van wegdek	X		Bouwstoffen uit koudwikkelininstallatie	Stoffen die beantwoorden aan modelbestek RW99	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bekledingslagen</li> <li>- Bermen</li> </ul>
170302B	Bitumineuze granulaten of gefreesde delen afkomstig van wegdek	X		Gebruik van bouwstoffen uit sorteren en vermalen van inerte steengruis en afbraakpuin of frezen van wegbedekkingsmateriaal	Stoffen die beantwoorden aan modelbestek RW99	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Onderfunderingswerken</li> <li>- Funderingswerken</li> <li>- Bermen</li> <li>- Bekledingslagen</li> </ul>
190112	Behandelde as	X	X	Solide bouwstoffen uit zeven, scheiden van metalen en rijping as uit afvalverbrandingseenheden dat niet in contact is geweest met vlieg-as of as onder ketels	Stoffen die beantwoorden aan modelbestek RW99 en aan de kwaliteitstest vermeld in bijlage III	Onderfunderingswerken
100202	Niet behandelde slakken	X		Bouwstoffen voortgebracht door een conditionerings- of omwikkelingsinstallatie waarbij slakken worden aangewend uit gietijzerproductie als basis-materiaal	Stoffen die beantwoorden aan modelbestek RW99	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Onderfunderingswerken</li> <li>- Funderingswerken</li> <li>- Bekledingslagen</li> <li>- Bermen</li> <li>- Ballast</li> </ul>

Code	Aard van de afvalstoffen	Voorraadboek-houding	Gebruiks-certificaat	Context valorisatie van de afval	Kenmerken van de gevaloriseerde afval	Gebruikswijze (met inachtneming van de bepalingen van het « CWATUP »)
100202LD	Niet behandelde LD-hoogovenslakken	X		Bouwstoffen voortgebracht door een conditionerings- of omwikkelingsinstallatie waarbij LD-hoogovenslakken worden aangewend uit gietijzerproductie als basismateriaal	Stoffen die beantwoorden aan modelbestek RW99	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Onderfunderingswerken</li> <li>- Funderingswerken</li> <li>- Bekledingslagen</li> <li>- Bermen</li> <li>- Ballast</li> </ul>
100202EAF	Niet behandelde EAF-hoogovenslakken	X		Bouwstoffen voortgebracht door een conditionerings- of omwikkelingsinstallatie waarbij EAF-hoogovenslakken worden aangewend uit gietijzerproductie als basismateriaal	Stoffen die beantwoorden aan modelbestek RW99	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Onderfunderingswerken</li> <li>- Funderingswerken</li> <li>- Bekledingslagen</li> <li>- Bermen</li> <li>- Ballast</li> </ul>
100202S	Niet behandelde ontzwavelingslakken	X		Bouwstoffen voortgebracht door een conditionerings- of omwikkelingsinstallatie waarbij ontzwavelingslakken worden aangewend uit gietijzerproductie als basismateriaal	Stoffen die beantwoorden aan modelbestek RW99	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Onderfunderingswerken</li> <li>- Funderingswerken</li> <li>- Bekledingslagen</li> <li>- Bermen</li> <li>- Ballast</li> </ul>
170506A1	Producten uit bagger- of reinigingswerken (zand, steen, slib)	X		Gebruik van bouwstoffen weggenomen uit bedding en hoge oevers waterlopen en -vlakken tijdens bagger- of ruimingswerken waarvan de droogte minstens 35 % is	Stoffen die behoren tot categorie A zoals bepaald in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden zoals gewijzigd	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Onderfunderingswerken</li> <li>- Funderingswerken</li> <li>- Vernieuwing van vervuilde of besmette afgedankte bedrijfsruimten volgens een door het Gewest goedgekeurd proces</li> <li>- Inrichting en vernieuwing van de centra voor technische ingraving ("CET")</li> </ul>

Code	Aard van de afvalstoffen	Voorraadboek-houding	Gebruiks-certificaat	Context valorisatie van de afval	Kenmerken van de gevaloriseerde afval	Gebruikswijze (met inachtneming van de bepalingen van het « CWATUP »)
170506A2	Producten uit bagger- of reinigingswerken (zand, steen, slib)	X		Gebruik van bouwstoffen weggenomen uit bedding en hoge oevers waterlopen en -vlakken tijdens bagger- of ruimingswerken	Stoffen die behoren tot categorie A zoals bepaald in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden zoals gewijzigd	- Werken voor de aanleg van de bedding en oevers van de waterlopen en -vlakken buiten de zones met een biologisch belang in de zin van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen en van de Richtlijnen EEG 79/409 en 92/43
010413I	Afvalstoffen afkomstig van het zagen van stenen	X		Gebruik van bouwstoffen uit het zagen van stenen	Niet besmette steenachtige bouwstoffen	- Grondaanvullingswerken, met uitzondering van de bestaande "CET" - Vernieuwing van vervuilde of besmette afgedankte bedrijfsruimten volgens een door het Gewest goedgekeurd proces
170201	Dwarsligger	X		Gebruik van bouwstoffen weggenomen bij de inrichting of de vernieuwing van spoorwegen	Hout behandeld overeenkomstig het bestek van de NMBS	- Inrichting van stedelijke sites - Inrichting van tuinen, parken en plantsoenen
100998	Gegoten vormzand gebonden aan bentoniet	X		Gebruik van zand uit de ontluchting van de installaties voor de aanmaak van vormzand in de gieterijen van ferrometalen	Kleihoudend quartzzand dat koolstofhoudende toeslagstoffen samengesteld van vermaalde kool of van bitumineuze pekken kunnen bevat en dat beantwoordt aan modelbestek RW99	- Steenslagverhardingen - Onderfunderingswerken - Funderingswerken - Bermen
Tweede gebruikssfeer : componenten in aanmaak afgewerkte producten						
160117	Ferro-metalen	X		Schroot dat selectief gesorteerd en door afbraak-, sorteer-, maal- en verbrandingscentra geproduceerd is	Stoffen waarvan het ijzergehalte meer dan 90 % van het gewicht bedraagt	Gietijzer- en staalproductie
170405	Ferro-metalen afkomstig van bouw of afbraak	X		Schroot dat selectief gesorteerd en door afbraak-, sorteer-, maal- en verbrandingscentra geproduceerd is	Stoffen waarvan het ijzergehalte meer dan 90 % van het gewicht bedraagt	Gietijzer- en staalproductie

Code	Aard van de afvalstoffen	Voorraadboek-houding	Gebruiks-certificaat	Context valorisatie van de afval	Kenmerken van de gevaloriseerde afval	Gebruikswijze (met inachtneming van de bepalingen van het « CWATUP »)
190102	Ferro-metalen afkomstig van de ontijzering van behandelde as	X		Schroot dat selectief gesorteerd en door afbraak-, sorteer-, maal- en verbrandingscentra geproduceerd is	Stoffen waarvan het ijzergehalte meer dan 90 % van het gewicht bedraagt	Gietijzer- en staalproductie
191001	Ferro-metalen afkomstig van het malen van afvalstoffen	X		Schroot dat selectief gesorteerd en door afbraak-, sorteer-, maal- en verbrandingscentra geproduceerd is	Stoffen waarvan het ijzergehalte meer dan 90 % van het gewicht bedraagt	Gietijzer- en staalproductie
160118	Non-ferro-metalen	X		Schroot dat selectief gesorteerd en door afbraak-, sorteer-, maal- en verbrandingscentra geproduceerd is	Stoffen waarvan het gehalte aan non-ferro-metalen meer dan 60 % van het gewicht bedraagt	Productie van non-ferro-metalen en van hun alliages
170407	Non-ferro-metalen afkomstig van bouw of afbraak	X		Schroot dat selectief gesorteerd en door afbraak-, sorteer-, maal- en verbrandingscentra geproduceerd is	Stoffen waarvan het gehalte aan non-ferro-metalen meer dan 60 % van het gewicht bedraagt	Productie van non-ferro-metalen en van hun alliages
191002	Non-ferro-metalen afkomstig van het malen van afvalstoffen	X		Schroot dat selectief gesorteerd en door afbraak-, sorteer-, maal- en verbrandingscentra geproduceerd is	Stoffen waarvan het gehalte aan non-ferro-metalen meer dan 60 % van het gewicht bedraagt	Productie van non-ferro-metalen en van hun alliages
100202B	Niet behandelde slakken	X		Bouwstoffen geproduceerd door installatie die gebruik maakt van slakken uit productie gietijzer als basis-materiaal	Slakken waarmee BENOR- of EG-gecertificeerd cement bekomen kan worden	Vorbereiding van cement CEM II, CEM III en CEM V volgens norm NBN EN 197-1 en 2
100102	Vliegias	X		Gebruik van vliegias uit de electriciteitsproductie door thermische centrales waarbij steenkool als brandstof wordt gebruikt	Vliegias met poouzzalanische eigenschappen waarmee BENOR- of EG-gecertificeerd cement bekomen kan worden	Vorbereiding van poouzzalanische cement, van CEM II volgens norm NBN EN 197-1 et 2, van vulmiddelen volgens norm NBN N 11-127 en beton dat beantwoordt aan norm NBN EN 450
010413IIA	Kalkhoudende vulmiddelen	X		Gebruik van kalkstof uit houthouwen, zagen en bewerken van natuursteen	Kalkvulmiddelen waarmee BENOR- of EG-gecertificeerd cement bekomen kan worden	Vorbereiding van cement CEM II volgens norm NBN EN 197-1 et 2 en van vulmiddelen volgens norm NBN N 11-127

Code	Aard van de afvalstoffen	Voorraadboek-houding	Gebruiks-certificaat	Context valorisatie van de afval	Kenmerken van de gevaloriseerde afval	Gebruikswijze (met inachtneming van de bepalingen van het « CWATUP »)
010413IIB	Kalkhoudende vulmiddelen	X		Gebruik van kalkstof uit houwen, zagen en bewerken van natuursteen	Kalkvulmiddelen die beantwoorden aan gebruiks criteria bij professionele beton- en cementproducers	Vulsel voor beton en cement
010409IIA	Natuurzand	X		Gebruik van stof uit houwen, zagen en bewerken van niet-metaalhoudende mineralen	Zand dat beantwoordt aan de gebruiks criteria bij professionele plastic- en lijmproducers	Vulsel voor plastic en lijm
010409IIB	Natuurzand - kalkhoudend/ dolo-mietachtig	X		Gebruik van stof uit houwen, zagen en bewerken van niet-metaalhoudende, kalkhoudende of dolomietachtige mineralen	Zand dat beantwoordt aan gebruik in non-ferro-industrie.	Smeltmiddel in productieproces non-ferro-productie.
010410IIA	Kalkstof	X		Gebruik van stof verzameld in de zuiveringsinstallaties n.a.v. luchtuitstoot door gebouwen in steengroeven behalve kookinstallaties	Kalkstof dat beantwoordt aan gebruiks criteria van chemische industrie door neutraliserende stoffen.	Neutraliserend middel in chemische industrie.
010410IIB	Kalkstof			Gebruik van stof verzameld in de zuiveringsinstallaties n.a.v. luchtuitstoot door gebouwen in steengroeven behalve kookinstallaties	Kalkstof zoals beantwoordend aan de gebruiks criteria van beheerders van zuiveringsstations.	Vlokmiddel
060904IIA	Fosforgips en citrogips	X		Gebruik van fosforgips uit aanmaak fosforzuur en citrogips uit aanmaak citroenzuur	Fosforgips en citrogips beantwoordende aan gebruiks criteria cementindustrie	Coaguleringsregulator cement volgens norm NBN B EN 197-1 en 2
060904IIB	Fosforgips en citrogips.	X		Gebruik van fosforgips uit aanmaak fosforzuur en citrogips uit aanmaak citroenzuur	Fosforgips en citrogips beantwoordende aan gebruiks criteria gipsindustrie	Productie projectiegips
010409	Kleislib	X		Gebruik van bezinkings- en clarificatieslib na wassen natuurklei	Slib waarvan het gehalte aan droge natuurlijke kleistoffen meer dan 90 % van het gewicht bedraagt	Productie van constructiebakstenen

Code	Aard van de afvalstoffen	Voorraadboek-houding	Gebruiks-certificaat	Context valorisatie van de afval	Kenmerken van de gevaloriseerde afval	Gebruikswijze (met inachtneming van de bepalingen van het « CWATUP »)
100202B2	Niet behandelde slakken	X		Bouwstoffen geproduceerd door conditionerings- of bekledingsinstallatie die gebruik maakt van slakken uit productie gietijzer als basismateriaal	Stoffen die beantwoorden aan modelbestek RW99	Productie asfaltgrind met granulaatvormige, vermaalde of samengeperste slakken
100202LD2	Niet behandelde LD-slakken	X		Bouwstoffen geproduceerd door conditionerings- of bekledingsinstallatie die gebruik maakt van LD-slakken uit productie gietijzer als basismateriaal	Stoffen die beantwoorden aan modelbestek RW99	Productie asfaltgrind met granulaatvormige, vermaalde of samengeperste LD-slakken
100202EAF2	Niet behandelde EAF-slakken	X		Bouwstoffen geproduceerd door conditionerings- of bekledingsinstallatie die gebruik maakt van EAF-slakken uit productie gietijzer als basismateriaal	Stoffen die beantwoorden aan modelbestek RW99	Productie asfaltgrind met granulaatvormige, vermaalde of samengeperste EAF-slakken
100201S2	Niet behandelde ontzwavelde slakken	X		Bouwstoffen geproduceerd door conditionerings- of bekledingsinstallatie die gebruik maakt van ontzwavelde slakken uit productie gietijzer als basismateriaal	Stoffen die beantwoorden aan modelbestek RW99	Productie asfaltgrind met granulaatvormige, vermaalde of samengeperste ontzwavelde slakken
190112II	Behandelde as	X	X	Solide granulaaten uit zeven, scheiden van metalen en rijping as uit afvalverbrandingseenheden dat niet in contact is geweest met vliegas of as onder ketels	Stoffen die beantwoorden aan modelbestek RW99 en aan de kwaliteitstest vermeld in bijlage II	Aanmaak gevormde bouwstoffen uit menging van met hydraulisch bindmiddel behandeld as
170506AII	Steenachtige bouwstoffen in natuurlijke toestand en granulaaten van steenachtige bouwstoffen in natuurlijke toestand	X		Gebruik van bouwstoffen uit bedding watervlakken en waterlopen na baggeren of aanzuiveren	Steenachtige bouwstoffen en natuurlijke granulatie die voldoen aan PTV 400	Aanmaak beton

Code	Aard van de afvalstoffen	Voorraadboek-houding	Gebruiks-certificaat	Context valorisatie van de afval	Kenmerken van de gevaloriseerde afval	Gebruikswijze (met inachtneming van de bepalingen van het « CWATUP »)
100998II	Gegoten orm-zand gebonden aan bentoniet	X		Gebruik van zand uit de ontluchting van de installaties voor de aanmaak van vormzand in de gieterijen van ferrometalen	Kleihoudend quartzzand dat koolstofhoudende toeslagstoffen samengesteld van vermaalde kool of van bitumineuze pekken kan bevatten en beantwoordt aan modelbestek RW99	- Aanmaak gevormde bouwstoffen uit menging van een hydraulisch bindmiddel met gegoten vormzand gebonden aan bentoniet - Aanmaak gevormde bouwstoffen uit het koken van een mengsel dat gegoten vormzand gebonden aan bentoniet bevat.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt.

Namen, 14 juni 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

—  
Bijlage II

**Kenmerken van de afvalstoffen**

1. Oriënteringslijst referentiekennmerken van niet vervuilde aarde

Het volgende mag de stof niet bevatten :

1° zowel in massa als in volume :

meer dan 1 % niet-steenachtige stoffen zoals gips, rubber, isolatiemateriaal, dakbedekkingsmateriaal;

meer dan 5 % organisch materiaal zoals hout, plantenresten;

meer dan 5 % steenachtige stoffen, zoals natuursteen, afbraakpuin e.d.m.

2° hierna vermelde bestanddelen boven de aangegeven grens, voor standaardstoffen die een kleigehalte hebben van 10 % (op de minerale componenten) en een gehalte van organisch materiaal van 2 % (op droge stoffen), dat door een erkend laboratorium wordt geanalyseerd volgens een aan de Dienst mede te delen procedure :

Parameters	Limietdrempel (mg/kg droge stoffen)
1. Metalen (1)	
Arseen (As)	22,0
Cadmium (Cd)	1,0
Chroom (Cr) (2)	65,0
Koper (Cu)	50,0
Kobalt (Co)	20,0
Kwik (Hg)	1,6
Lood (Pb)	70,0
Nikkel (Ni)	40,0
Zink (Zn)	150,0
2. Aromatische monocyclische koolwaterstoffen	
Benzeen	0,2
Ethylbenzeen	0,6
Styreen	0,2
Tolueen	0,4
Xyleen	0,7
3. Aromatische polycyclische koolwaterstoffen (3)	1,2
Benzo(a)anthraceen	0,2
Benzo(a)pyreen	1,7

Parameters	Limietdrempel (mg/kg droge stoffen)
Benzo(ghi)peryleen	0,5
Benzo(b)fluoroantheen	0,5
Chryseen	1,0
Fenantreen	0,2
Fluorantheen	1,2
Indeno(1,2,3cd)pyreen	0,2
Naftaleen	0,6
4. Andere organische stoffen (3)	
Winbare gehalogeneerde organische verbindingen (EOX)	2,0
Organofosforische pesticiden (totaal)	0,2
Pesticiden afgeleid van aceptische fenoxychloorzuur (total)	0,2
Aromatische chlooramine pesticiden (totaal)	0,2
Triazine pesticiden (totaal)	0,2
Chloorpesticiden (totaal)	0,1
Andere pesticiden (totaal)	0,02
Monochlorobenzène	0,02
1.2- Dichlorobenzeen (4)	0,02
1.3- Dichlorobenzeen (4)	0,02
1.4- Dichlorobenzeen (4)	0,02
Trichlorobenzeen (5)	0,02
Tetrachlorobenzeen (5)	0,004
Pentachlorobenzeen	0,004
Hexachlorobenzeen	0,002
1,2 dichloroethaan	0,02
Dichloromethaan	0,02
Trichloromethaan	0,02
Trichloroetheen	0,02
vinylchloride	0,02
5. Andere organische stoffen (3)	
Hexaan	1,0
Heptaan	1,0
Minerale olie	500
Octaan	1,0
Polychlorobifenylen (PCB)	0,002

(1) De concentratie wordt toegepast op metaal en zijn verbindingen uitgedrukt als metaal. Voor sommige metalen wordt de limietdrempel bepaald naar gelang van het gemeten kleigehalte en gehalte aan organische stoffen volgens volgende formule :

$$M(x,y) = M(10,2) * ((A + B*x + C*y) / (A + B*10 + C*2))$$

waarbij :

M de limietdrempel is voor een kleigehalte van x % tegenover een stof met 10 % aan klei en een gehalte aan organische stoffen y % tegenover een stof met 2 % organische stoffen;

x kleigehalte in de stof;

y gehalte aan organische stoffen in stof;

A, B en C de coëfficiënten die afhangen van het metaal en aangeduid in hierna vermelde tabel :

	A	B	C
Arseen	14	0,5	0
Cadmium	0,4	0,003	0,05
Chroom	31	0,6	0
Koper	14	0,3	0
Kwik	0,5	0,0046	0
Lood	33	0,3	2,3
Nikkel	6,5	0,2	0,3
Zink	46	1,1	2,3

De formules kan slechts worden gebruikt voor volgende voorwaarden :

- het gemeten kleigehalte ligt tussen 1 % en 50 %;

- het gemeten gehalte aan organische stoffen ligt tussen 1 % en 20 %

Indien het kleigehalte lager is dan 1 %, dient rekening gehouden met een verondersteld kleigehalte van 1 %. Indien het kleigehalte hoger is dan 50 %, dient rekening gehouden met een verondersteld kleigehalte aan 50 %.

Indien het gemeten gehalte aan organische stoffen lager is dan 1 %, dient rekening gehouden met een verondersteld kleigehalte van 1 %.

Indien het gehalte aan organische stoffen hoger is dan 50 %, dient rekening gehouden met een verondersteld gehalte aan organische stoffen aan 50 %.

Chroom is genormaliseerd op basis van trivalent chroom. Indien er aanwijzingen bestaan dat chroom aanwezig is in de stof in hexavalente vorm, mogen de voorgestelde cijfers niet worden gebruikt en moet een afgezonderde risico-opmeting worden verricht.

(3) Om rekening te kunnen houden met de kenmerken van de stof tijdens de vergelijking, met de gemeten concentraties aan organische samenstellingen en gehalogeneerde koolwaterstoffen, worden de gezondmakingskenmerken omgezet naar gelang het gemeten gehalte aan organische stoffen en op basis van volgende formule :

$$S(y) = S(2) * y / 2$$

waarbij

S : de drempel is, vastgelegd voor een stof met een gehalte aan organische stoffen van y % tegenover een stof met 2 % organische stoffen. Indien het gemeten gehalte aan organische stoffen lager is dan 1 %, dient rekening gehouden met een verondersteld gehalte van 1 %. Indien het gemeten gehalte aan organische stoffen hoger is dan 20 %, dient rekening gehouden met een verondersteld gehalte van 20 %.

(4) Voor de isometers van dichlorobenzeen, dient bovendien volgende voorwaarde te worden vervuld :

$$\frac{1,2\text{-Dichlorobenzeen}}{\text{te bereiken drempel (1,2)}} + \frac{1,3\text{-Dichlorobenzeen}}{\text{te bereiken drempel (1,3)}} < 1$$

waarbij

1,2- Dichlorobenzeen en 1,3- Dichlorobenzeen moeten worden gelezen als de gemeten concentratie aan 1,2- Dichlorobenzeen en de gemeten concentratie aan 1,3- Dichlorobenzeen. De te bereiken drempels (1,2) en (1,3) moeten worden gelezen als de gezondmakingsdrempel die bedoelde bestanddelen moeten bereiken.

(5) De drempels vastgesteld voor trichlorobenzeen en voor tetrachlorobenzeen worden altijd op de som van de isometers toegepast.

## 2. Kenmerken waaraan de voor het milieu ongevaarlijk gemaakte aardklompen moeten voldoen

De gezondmakingswaarden die bereikt moeten worden worden toegepast op een standaardstof met een kleigehalte van 10 % (op de minerale componenten) en een gehalte aan organische stoffen van 2 % (op droge stoffen), die door een erkend laboratorium worden geanalyseerd volgens een aan de Dienst mede te delen procedure.

Parameters	Limietdrempel (mg/kg droge stoffen)
1. Metalen (1)	
Arseen (As)	100,0
Cadmium (Cd)	8,0
Chroom (Cr) (2)	230,0
Koper (Cu)	210,0

Parameters	Limietdrempel (mg/kg droge stoffen)
Kobalt (Co)	100,0
Kwik (Hg)	15,0
Lood (Pb)	1 150,0
Nikkel (Ni)	180,0
Zink (Zn)	680,0
2. Aromatische monocyclische koolwaterstoffen	
Benzeen	1,0
Ethylbenzeen	35,0
Styreen	6,0
Tolueen	100,0
Xyleen	55,0
3. Aromatische polycyclische koolwaterstoffen (3)	
Benzo(a)anthraceen	125,0
Benzo(a)pyreen	1,0
Benzo(ghi)peryleen	18,0
Benzo(b)fluoroantheen	18,0
Benzo(k)fluoroantheen	18,0
Chryseen	1,0
Phénantreen	65,0
Fluorantheen	65,0
Indeno (1,2,3cd) pyreen	18,0
Naftaleen	90,0
5. Andere organische stoffen (3)	
Minerale oliën	750,0
6. Andere parameters (4)	

(1) De concentratie wordt toegepast op metaal en zijn verbindingen uitgedrukt als metaal. Voor sommige metalen wordt de limietdrempel bepaald naar gelang van het gemeten kleigehalte en gehalte aan organische stoffen volgens volgende formule :

$$M(x,y) = M(10,2) * ((A + B*x + C*y) / (A + B*10 + C*2))$$

waarbij :

M de limietdrempel is voor een kleigehalte van x % tegenover een stof met 10 % aan klei en een gehalte aan organische stoffen y % tegenover een stof met 2 % organische stoffen;

x kleigehalte in de stof;

y gehalte aan organische stoffen in stof;

A, B en C de coëfficiënten die afhangen van het metaal en aangeduid in hierna vermelde tabel :

	A	B	C
Arseen	14	0,5	0
Cadmium	0,4	0,003	0,05
Chroom	31	0,6	0
Koper	14	0,3	0
Kwik	0,5	0,0046	0
Lood	33	0,3	2,3

	A	B	C
Nikkel	6,5	0,2	0,3
Zink	46	1,1	2,3

De formule kan slechts worden gebruikt voor volgende voorwaarden :

- het gemeten kleigehalte ligt tussen 1 % en 50 %;
- het gemeten gehalte aan organische stoffen ligt tussen 1 % en 20 %

Indien het kleigehalte lager is dan 1 %, dient rekening gehouden met een verondersteld kleigehalte van 1 %. Indien het kleigehalte hoger is dan 50 %, dient rekening gehouden met een verondersteld kleigehalte aan 50 %.

Indien het gemeten gehalte aan organische stoffen lager is dan 1 %, dient rekening gehouden met een verondersteld kleigehalte van 1 %.

Indien het gehalte aan organische stoffen hoger is dan 50 %, dient rekening gehouden met een verondersteld gehalte aan organische stoffen aan 50 %.

(2) Chroom is genormaliseerd op basis van trivalent chroom. Indien er aanwijzingen bestaan dat chroom aanwezig is in de stof in hexavalente vorm, mogen de voorgestelde cijfers niet worden gebruikt en moet een afgezonderde risico-opmeting worden verricht.

(3) Om rekening te kunnen houden met de kenmerken van de stof tijdens de vergelijking met de gemeten concentraties aan koolwaterstoffen, worden de gezondmakingskenmerken omgezet naar gelang het gemeten gehalte aan organische stoffen en op basis van volgende formule :

$$S(y) = S(2) * y/2$$

waarbij

S : de drempel is, vastgelegd voor een stof met een gehalte aan organische stoffen van y % tegenover een stof met 2 % organische stoffen. Indien het gemeten gehalte aan organische stoffen lager is dan 1 %, dient rekening gehouden met een verondersteld gehalte van 1 %. Indien het gemeten gehalte aan organische stoffen hoger is dan 20 %, dient rekening gehouden met een verondersteld gehalte van 20 %.

(4) De bepaling van de bestanddelen of anorganische of organische componenten die niet in de lijst voorkomen kan zowel tijdens de behandeling van de certificaatsaanvraag als bij het nazicht op de partijen stoffen waarvoor de ontsmetting betrekking heeft op stoffen die niet op de lijst voorkomen, door de Dienst worden opgevraagd.

### 3. Conformiteitstest op behandelde slakken en afgeleiden die behandeld werden met een hydraulisch bindmiddel

#### A. Lisciviatietest

De lisciviatietest wordt doorgevoerd met naleving van de Nederlandse norm NEN 7343 van februari 1995 tegen verhouding L/S op 10.

Parameters	Limiet-drempel	Eenheden	Analytische Methode
Metalen			
Sb	0,3	mg/kg M.S. (1)	DIN3806-22 (1998) methode ICP of SAA
Al	2 000	mg/kg M.S.	DIN3806-22 (1998) methode ICP of SAA
As (tot)	0,8	mg/kg M.S.	ISO659551982°DIN38405-18-85/DIN3806-22 (88)
Cd	0,03	mg/kg M.S.	ISO8288 (1990) DIN38406-10-85/DIN3806-22 (88)
Co	0,25	mg/kg M.S.	ISO8288 (1990) DIN34406-24-91/DIN3806-22 (88)
Cr (tot)	0,5	mg/kg M.S.	ISO9174 (1990) DIN38406-10-85/DIN3806-22 (88)
Cr (VI)	0,05	mg/L.	ISO11083 (1994) /Per calometrie
Cu	5,0	mg/kg M.S.	ISO8288 (1986) DIN34406-24-91/DIN3806-22 (88)
Hg	0,02	mg/kg M.S.	ISO5666-1/3-83DIN38406-12-80/DIN3806-22 (88)
Pb	2,2	mg/kg M.S.	ISO8288 (1986) DIN38406-06-81/DIN3806-22 (88)
Mo	1,8	mg/kg M.S.	DIN3806-22 (1988) ICP-/SAA-methode
Ni	1,8	mg/kg M.S.	ISO8288 (1996) DIN38406-08-85/DIN3806-22 (88)
Ti	2,4	mg/kg M.S.	DIN3806-22 (1988) ICP-/SAA-methode
Zn	4,0	mg/kg M.S.	ISO8288 (1996) DIN38406-08-85/DIN3806-22 (88)
Alcalin			

Parameters	Limiet-drempel	Eenheden	Analytische Methode
K	1 700	mg/kg M.S.	DIN3806-22 (1988) ICP-/SAA-methode
Zouten			
Cl-	6 000	mg/kg M.S.	NEN6476 (1981)
CN-	0,2	mg/kg M.S.	ISO6703-1/4 (1984/85) DIN38405-14-88
F-	20,0	mg/kg M.S.	ISO10359-1 (1992) DIN38405-19-88
SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup>	4 000	mg/kg M.S.	DIN38405-19-1988 of 20-1991
<b>Andere parameters (4)</b>			

B. Test over samenstelling bruto-monster

Parameters	Limietdrempel	Eenheden	Analytische Methode
<b>Organische componenten (2)</b>			
Ontginbare koolwaterstoffen C <sub>10</sub> à C <sup>40</sup> )	1 500	mg/kg M.S.	GC/FID GC/MS
EOX (4)	7,0	mg/kg M.S.	DIN38414-17-89
HAM (btex)	2,1	mg/kg M.S.	EPA602 (1984)
HAP totaalcijfers (6 Borneff)	4,3	mg/kg M.S.	EPA610GC/FID GC/MS HPLC
PCB totaalcijfers (28,52,101,118,138,153,180)	0,2	mg/kg M.S.	EPA508 GC/CE ou GC/MS
<b>Andere parameters (5)</b>			

Opmerkingen :

(1) M.S. : Droge stof

(2) Moet enkel worden doorgevoerd indien hun aanwezigheid bewezen is door chromatografische aftasting in gasfase gekoppeld aan een massaspectrometer (GC-MS).

(3) Gehalogeneerde koolwaterstoffen die geadsorbeerd kunnen worden.

(4) De bepaling van bijzondere anorganische of organische bestanddelen of componenten kan, bij de behandeling van de aanvraag, door de Dienst worden opgevraagd.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van bepaalde afvalstoffen bevorderd wordt.

Namen, 14 juni 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

## Bijlage III

**Kwaliteitstest van afvalstoffen waarvoor een gebruikscertificaat nodig is**

1. Behandelde slakken en afgeleiden daarvan vermengd met hydraulisch bindmiddel

A. Lisciviatietest

Test doorgevoerd volgens norm DIN 38414 - S4 (lisciviatieduur : 24 uur) voor hierna vermelde parameters. Moet in een erkend laboratorium gebeuren :

Parameters	Limietdrempel	Eenheden	Analytische Methode
pH	7 - 12		ISO-DIS 10 523 DIN 38404 - 05 - 84
Conductiviteit	6 000	S/cm	DIN 38404 C8-09-84
<b>Metalen</b>			
Sb	0,2	mg/L	DIN3806-22 (1998) ICP/SAA-methode
Al	2 000	mg/L	DIN3806-22 (1998) ICP/SAA-methode
As Tot	0,1	mg/L	Per colorimetrie
Cd	0,1 (*)	mg/L	ISO8288 (1990) DIN38406-10-85/DIN3806-22 (88)
Co	0,1	mg/L	ISO8288 (1990) DIN34406-24-91/DIN3806-22 (88)
Cr (VI)	0,1 (*)	mg/L	ISO11083 (1994) /Per colorimetrie
Cu	2,0 (*)	mg/L	ISO8288 (1986) DIN34406-24-91/DIN3806-22 (88)
Hg	0,02 (*)	mg/L	ISO5666-1/3-83DIN38406-12-80/DIN3806-22 (88)
Pb	0,2 (*)	mg/L	ISO8288 (1986) DIN38406-06-81/DIN3806-22 (88)
Mo	0,15	mg/L	DIN3806-22 (1988) ICP/SAA-methode
Ni	0,2 (*)	mg/L	ISO8288 (1996) DIN38406-08-85/DIN3806-22 (88)
Ti	2,0	mg/L	DIN3806-22 (1988) ICP/SAA-methode
Zn	0,9 (*)	mg/L	ISO8288 (1996) ICP/SAA-methode
<b>Stikstoffen</b>			
NO <sub>2</sub> <sup>2-</sup>	3,0	mg/L	NEN6653 (1992)
NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	50,0	mg/L	NEN6646 (1990)
<b>Zouten</b>			
Cl <sup>-</sup>	500,0	mg/L	NEN6476 (1981)
CN <sup>-</sup>	0,46	mg/kg M.S. (1)	ISO6703-1/4 (1984/85) DIN38405-14-88
F <sup>-</sup>	5,0	mg/L	ISO10359-1 (1992) DIN38405-19-88
SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup>	1 000,0	mg/L	DIN38405-19-1988 of 20-1991
<b>Andere parameters (4)</b>			

(\*) Som van de concentratie van bedoelde metalen moet lager zijn dan 5 mg/L

B. Test over samenstelling van het bruto-monster

Parameters	Limiet-drempel	Eenheden	Analytische Methode
Organische componenten (2)			
Ontginbare koolwaterstoffen (C <sub>10</sub> à C <sub>40</sub> )	1 500	mg/kg M.S.	GC/FID GC/MS
EOX (3)	7	mg/kg M.S.	DIN38414-17-89
Andere parameters (4)			

Opmerkingen :

(1) M.S. : droge stof.

(2) Moet enkel worden doorgevoerd indien hun aanwezigheid bewezen is door chromatografische aftasting in gasfase gekoppeld aan een massaspectrometer (GC-MS).

(3) Winbare gehalogeneerde koolwaterstoffen.

(4) De bepaling van bijzondere anorganische of organische bestanddelen of componenten kan, bij de behandeling van de aanvraag, door de Dienst worden opgevraagd.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van bepaalde afvalstoffen bevorderd wordt.

Namen, 14 juni 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

## Bijlage IV

## Aanvraagformulier ter verkrijging van gebruikscertificaat

Opsturen naar

Office wallon des Déchets  
Avenue Prince de Liège 15  
5100 JAMBES  
Tel. : 081-33 65 58  
Fax. : 081-33 65 33

Kader voorbehouden aan bestuur Dossier nr. : ..... Opmerkingen : ..... ..... ..... .....
---

## 1. Identiteit aanvrager

1° natuurlijk persoon

Naam, voornaam : ..... Geboortedatum en -plaats : .....op ..... Adres : Straat ..... Nr. .... Bus ..... Postnummer : ..... Gemeente : ..... Tel. bureau : ..... Fax bureau : ..... Tel. privé ..... GSM-nummer .....
--

## 2° Vennootschap

Benaming ..... Straat ..... Nr. .... Bus : ..... Postnummer : ..... Gemeente : ..... Tel. bureau : ..... Fax bureau : ..... Verantwoordelijke : Naam, voornaam : ..... Adres : Straat : ..... Nr. : ..... Bus : ..... Postnummer : ..... Gemeente : ..... Tel. bureau : ..... Fax bureau : ..... Tel. privé ..... GSM-nummer : .....
--

## 2. Identiteit producent

1° natuurlijk persoon

Naam, voornaam : ..... Geboortedatum en -plaats : ..... op ..... Adres : Straat : ..... Nr. : ..... Bus : ..... Postnummer : ..... Gemeente : ..... Tel. bureau : ..... Fax bureau : ..... Tel. privé ..... GSM-nummer : .....
--

## 2° Vennootschap

Benaming : .....	
Adres zetel :	
Straat : .....	Nr. : ..... Bus : .....
Postnummer : .....	Gemeente : .....
Tel. bureau : .....	Fax bureau : .....
Verantwoordelijke :	
Naam, voornaam : .....	
Adres :	
Straat : .....	Nr. : ..... Bus : .....
Postnummer : .....	Gemeente : .....
Tél. bureau : .....	Fax bureau : .....
Tél. privé : .....	GSM-nummer : .....
Exploitatieadres	
Straat : .....	Nr. : ..... Bus : .....
Postnummer : .....	Gemeente : .....
Tel. bureau : .....	Fax bureau : .....
Verantwoordelijke :	
Naam, voornaam : .....	
Adres :	
Straat : .....	Nr. : ..... Bus : .....
Postnummer : .....	Gemeente : .....
Tel. bureau : .....	Fax bureau : .....
Tel. privé : .....	GSM-nummer : .....
Akkoord producent (1) :	
Naam verantwoordelijke : .....	
datum :	
handtekening :	
(1) Moet enkel worden ingevuld indien producent geen aanvrager is.	

## 3. Kenmerken

## 1° Identificatie stof

Soort(en) gebruik :
.....
.....
.....
.....
Jaarlijkse productiehoeveelheid in ton .....
*eventueel om te zetten in jaarlijkse hoeveelheid m <sup>2</sup>

## 2° Adresgegevens erkend laboratorium

Straat : .....	Nr. : ..... Bus : .....
Postnummer : .....	Gemeente : .....
Tel. : .....	Fax : .....
Verantwoordelijke labo :	
Naam : .....	
Straat : .....	Nr. : ..... Bus : .....
Postnummer :	Gemeente : .....
Tel. : .....	Fax : .....
Tel. privé : .....	GSM-nummer : .....

Analysrapport als bijlage bij aanvraag.

De aanvrager verklaart dat bovenstaande gegevens juist zijn.

Datum, naam, voornaam en handtekening aanvrager :  
 Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige  
 toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt.  
 Namen, 14 juni 2001.

De Minister-President,  
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
 De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
 M. FORET

—  
 Bijlage V

**Formulier ter aanvraag registratie en registratie**

Opsturen naar

Office wallon des Déchets  
 Avenue Prince de Liège 15  
 5100 JAMBES  
 Tel. : 081-33 65 58  
 Fax. : 081-33 65 33

Kader voorbehouden aan bestuur

Dossier nr. :  
 .....

Opmerkingen :  
 .....  
 .....  
 .....

1. Identiteit aanvrager  
 1° natuurlijk persoon

Naam, voornaam : .....  
 Geboortedatum en -plaats : .....op .....  
 Adres :  
 Straat ..... Nr. : ..... Bus .....  
 Postnummer : ..... Gemeente : .....  
 Tel. bureau : ..... Fax bureau : .....  
 Tel. privé : ..... GSM-nummer .....

2° Vennootschap

Benaming .....  
 Straat ..... Nr. : ..... Bus : .....  
 Postnummer : ..... Gemeente : .....  
 Tel. bureau : ..... Fax bureau : .....  
 Verantwoordelijke :  
 Naam, voornaam : .....  
 Adres :  
 Straat : ..... Nr. : ..... Bus : .....  
 Postnummer : ..... Gemeente : .....  
 Tel. bureau : ..... Fax bureau : .....  
 Tel. privé : ..... GSM-nummer : .....

Als bijlage stukken toevoegen waarmee nagezien kan worden of de aanvrager voldoet aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 4, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt.



## Bijlage VI

**Formulier voor de registratieaanvraag voor de nuttige toepassing van afvalstoffen die niet opgenomen zijn onder bijlage I van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt**

Opsturen naar

Office wallon des Déchets  
Avenue Prince de Liège 15  
5100 JAMBES  
Tel. : 081-33 65 58  
Fax. : 081-33 65 33

Kader voorbehouden aan bestuur
Dossier Nr. : .....
Opmerkingen : ..... ..... ..... .....

## 1. Identiteit aanvrager

1° natuurlijk persoon

Naam, voornaam : .....	
Geboortedatum en -plaats : ..... op .....	
Adres :	
Straat .....	Nr. : ..... Bus : .....
Postnummer : .....	Gemeente : .....
Tel. bureau : .....	Fax bureau : .....
Tel. privé : .....	GSM-nummer : .....

## 2° Vennootschap

Benaming .....	
Straat .....	Nr. : ..... Bus : .....
Postnummer : .....	Gemeente : .....
Tel. bureau : .....	Fax bureau : .....
Verantwoordelijke :	
Naam, voornaam : .....	
Adres :	
Straat : .....	Nr. : ..... Bus : .....
Postnummer : .....	Gemeente : .....
Tel. bureau : .....	Fax bureau : .....
Tel. privé : .....	GSM-nummer : .....

Als bijlage de stukken toevoegen waarmee nagezien kan worden of de aanvrager de voorwaarden vervuld vastgesteld in artikel 4, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt.

## 2. Identificatie van de afvalstoffen

Code en aard van de afvalstoffen
Jaarlijkse geëvalueerde hoeveelheid (in ton) *
*eventueel aangeven : coëfficiënt bij de omzetting van m <sup>3</sup> in gebruikte ton

3. Identiteit van de producent(en) (indien verschillende, als bijlage de gegevens toevoegen met betrekking tot die producenten zoals hierboven)

## 1° natuurlijk persoon

Naam, voornaam : .....
Geboortedatum en -plaats : ..... op .....
Adres :

Straat : .....	Nr. : .....	Bus : .....
Postnummer : .....	Gemeente : .....	
Tel. bureau : .....	Fax bureau : .....	
Tel. privé : .....	GSM-nummer : .....	

2° Vennootschap

Benaming : .....		
Straat : .....	Nr. : .....	Bus : .....
Postnummer : .....	Gemeente : .....	
Tel. bureau : .....	Fax bureau : .....	
Verantwoordelijke :		
Naam, voornaam : .....		
Adres :		
Straat : .....	Nr. : .....	Bus : .....
Postnummer : .....	Gemeente : .....	
Tel. bureau : .....	Fax bureau : .....	
Tel. privé : .....	GSM-nummer : .....	

Akkoord producent (1)

Naam verantwoordelijke :

Datum :

Handtekening :

(1) Enkel in te vullen als de producent niet de aanvrager is

2) Eventueel naam van het erkend laboratorium :

Straat : .....	Nr. : .....	Bus : .....
Postnummer : .....	Gemeente : .....	
Tel. bureau : .....	Fax bureau : .....	
Verantwoordelijke :		
Naam, voornaam : .....		
Adres :		
Straat : .....	Nr. : .....	Bus : .....
Postnummer : .....	Gemeente : .....	
Tel. bureau : .....	Fax bureau : .....	
Tel. privé : .....	GSM-nummer : .....	

Eventueel analyseverslag bij de aanvraag voegen.

De aanvrager voegt als bijlage bij dit formulier alle stukken waarmee de productievoorwaarden, de kenmerken van de afvalstoffen en de gebruikswijzen worden bekendgemaakt.

De aanvrager verklaart op erewoord dat de hierboven aangegeven inlichtingen en de bijlagen juist zijn.

Datum, naam, voornaam en handtekening aanvrager .....

De aanvrager verklaart op erewoord dat de bovenstaande inlichtingen juist zijn.

Datum, naam, voornaam en handtekening aanvrager .....

**Beslissing over aanvraag**

Gelet op de aanvraag ingediend op .....

Aangezien de aanvraag als volledig en ontvankelijk is verklaard

Gelet op de inlichtingen verstrekt door de aanvrager;

Gelet op :

Aangezien de voorwaarden vereist door het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt, (niet\*) werden vervuld door de aanvrager (\*schrappen wat niet past)

De registratie wordt vanaf ..... voor een periode van tien jaar/wordt niet afgeleverd

Als bijlage : eventuele vervoer-, inzamelings en gebruiksvoorwaarden : Ja/nee

De behandelende ambtenaar

De leidende ambtenaar

Minister

Stempel dienst

Datum Registratienr.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt.

Namen, 14 juni 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET